l'unité

N° 235 — 4 F L'hebdomadaire du Parti socialiste 28 janvier 1977

Utiliser les contradictions

Empêtrée dans ses problèmes, la droite a trouvé une diversion que « le Figaro » a aussitôt tenté d'exploiter en titrant mercredi : « Les divisions de la majorité font ressortir les antagonismes de la gauche ». On se console comme on peut ! Mais comme il y a là un thème que l'on ne va pas manquer d'utiliser dans les jours prochains, il convient de s'expliquer clairement. →

10 pages spéciales Montpellier

EUROPE DE L'EST L'HOMME VIT AUSSI DE PAIN



Droite : la guerre des gangs

Coll. Fondation Jean Jaurès

Sommaire

4
DIPAPACÉQUOI, PAR PIEM

5
GAUCHE : DEJA PLUS DES TROIS QUARTS, PAR ANTOINE VIOLET

9
SPECIAL MONTPELLIER
▶ Municipales ; La fin de « l'apolitisme », par Emmanuèle Plas
▶ Qualité de la vie : Le charme indiscret de la bourgeoisie, par Marie-José Bernardot
▶ Volem viure al país, par Robert Lafont
▶ Entretien avec Emmanuel Maffre-Baugé, par Guy Perrimond

20
EUROPE DE L'EST : L'HOMME VIT AUSSI DE PAIN, PAR GUY PERRIMOND

24
PATRONAT : LA RAISON POUR LE PROFESSEUR, LE CŒUR POUR LE HUSSARD, PAR CHRISTINE COTTIN

25
SYNDICATS : LA GUERILLA PLUTOT QUE LA GUERRE DE TRANCHEES, PAR MICHELE KESPI-BACKMANN

27
URBANISME : ET MAINTENANT LE TROU BORDELAIS, PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

30
LIVRES : LA DEMESURE EST DANS LES TETES, PAR GEORGES FRAMERIES

35
LES ENTRETIENS DE « L'UNITE », CETTE SEMAINE : LE SCULPTEUR PHILIPPE SCRIVE

40
JIMMY CARTER ET LA GAUCHE, PAR JEAN-PIERRE COT

PHOTOS ET DESSINS

A.f.p. (pages 5, 17, 18, 21) Barrigue (pages 22, 28. 33) Cagnat (page 26) Coureuil (pages 1, 9, 21, 31) Hin (page 27) Pascal Lebrun (pages 6, 9, 10, 11, 13, 23, 24, 34, 35, 36) Norma (pages 20, 31) Solo (pages 3, 25) Viva (page 21).

Le conflit né au sein de la majorité depuis le départ du gouvernement de Jacques Chirac, la volonté de celui-ci de se poser aux yeux de l'opinion en contre-pouvoir qui lui a fait rapidement atteindre le plus haut degré de l'escalade en annonçant soudainement, et sans avoir consulté personne, sa candidature à la mairie de Paris constituent des données nouvelles de la vie politique française, que le Parti communiste et le Parti socialiste n'analysent pas — c'est vrai — de la même façon. Mais de cette différence d'analyse il serait bien imprudent — et bien erroné — de tirer soit les conclusions que tire la presse de droite soit celles que l'on devine derrière les propos de certains dirigeants du P.c.f.

Le Parti socialiste n'a jamais douté que Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac défendent la même politique et les mêmes intérêts. Ils ont fait partie depuis de longues années des mêmes gouvernements. Leur alliance — il faut même dire leur complicité car elle s'est fondée sur une trahison de Chirac à l'égard de ses propres amis politiques — a permis à la droite de l'emporter de justesse aux élections présidentielles de mai 1974. Ils ont ensuite gouverné ensemble pendant plus de deux ans. L'échec de leur politique est leur échec commun. De ce point de vue, qui est évidemment fondamental, il n'y a pas de différence entre eux. Ils sont au même titre nos adversaires. Les socialistes n'ont aucunement l'intention de choisir l'un plutôt que l'autre. Et nos alliés communistes se tromperaient à nouveau lourdement s'ils avançaient l'hypothèse que le P.s. pourrait être tenté par une nouvelle construction politique qui le conduirait à privilégier une droite prétendument libérale contre une droite autoritaire et musclée.

Cela étant précisé, il faut savoir regarder les faits. S'il est clair que Giscard d'Estaing, Barre, Chirac, Poniatowski, Guéna et consorts sont d'accord pour combattre la gauche, ils ne le sont pas sur la façon de mener ce combat. A l'Elysée et à Matignon, on est convaincu que seule la réussite du plan Barre permettra à la majorité de redresser une situation aujourd'hui bien compromise. C'est dire que, de ce côté, on compte d'abord sur le facteur temps et que l'on est agacé par toute agitation politique susceptible de remettre en question l'appui que l'on attend avant tout du patronat. C'est le sens même de la déclaration faite par Giscard d'Estaing mercredi au Conseil des ministres qui semble désormais consacrer plus de temps à traiter des affaires de la majorité qu'à gérer celles du pays. Au R.p.r. on pense au contraire qu'il faut brusquer les choses — on sait depuis longtemps que Chirac était partisan d'élections législatives anticipées — afin de bousculer la gauche sur le terrain politique et de tenter de stopper sa progression.

Ce n'est pas une divergence d'ordre idéologique, mais c'est une différence stratégique importante et qui n'est pas née seulement du fait que le président de la République a demandé à sa majorité de s'organiser dans le pluralisme. Ce pluralisme a, en fait, toujours existé. Qu'on se rappelle seulement les « cactus » de Giscard d'Estaing et de quelle manière il a contribué en 1969 au départ du général de Gaulle. Mais il conduit aujourd'hui à des contradictions qui ne sont pas que de surface et qui ne peuvent se réduire à des manœuvres dont au surplus, à en croire Georges Marchais, le président de la République serait lui-même l'inspirateur.

Au demeurant, le marxisme nous a toujours enseigné qu'il existait au sein de la bourgeoisie des contradictions secondaires qu'il appartenait au mouvement ouvrier, aux forces de gauche de savoir utiliser à bon escient.

C'est bien le cas aujourd'hui. Et il nous semble qu'il appartient à la gauche non pas de nier ces contradictions qui sautent aux yeux de tous — amplifiées qu'elles sont par les mass media — mais au contraire d'en tirer argument en montrant qu'elles sont la preuve même de l'échec de la droite. On ne se dispute pas quand on gagne, mais bien quand on est menacé de perdre. La dispute actuelle entre Giscard d'Estaing et Chirac doit contribuer à détourner de la prétendue majorité présidentielle, devenue inconsistante et incohérente, beaucoup de ceux qui hésitent encore à voir dans l'union de la gauche la seule alternative véritable et sérieuse. C'est bien la crainte qu'exprime jour après jour le directeur du « Figaro » en lançant des appels désespérés pour le retour au calme et à la sérénité dans le camp dont il est l'un des principaux chantres. Cette inquiétude nous réjouit et nous voyons mal pourquoi il conviendrait de rassurer Jean d'Ormesson.

CLAUDE ESTIER

Cinq ans

Le 28 janvier 1972 — il y a très exactement cinq ans — paraissait le premier numéro de « l'Unité ». L'équipe qui fondait ce journal en voulant en faire « un témoignage tangible de la vitalité et du renouveau du Parti socialiste » annonçait d'emblée qu'il ne disposait au départ que de moyens dérisoires. « Sa seule richesse, écrivions-nous, réside et résidera dans le soutien de ses lecteurs et d'abord, de ceux qui voudront bien nous manifester leur confiance en s'abonnant ».

Ces derniers sont aujourd'hui 30 000. Grâce à eux, grâce aux milliers d'autres lecteurs qui achètent chaque semaine « l'Unité » dans les kiosques ou sur les marchés, à nos diffuseurs militants, le pari engagé il y a cinq ans a été gagné. « L'Unité » n'a pas encore atteint le tirage des hebdomadaires à grande diffusion. Elle n'en occupe pas moins dans la presse française une place de première importance et bénéficie d'une audience largement reconnue en France et à l'étranger.

Cinq ans, c'est peu dans la vie d'un journal. C'est en même temps beaucoup, ne serait-ce que parce que nombre de tentatives ont échoué bien avant d'atteindre cet âge. « L'Unité » est aujourd'hui suffisamment solide pour ne pas craindre pour sa vie mais les conditions toujours plus difficiles auxquelles se trouve soumise la presse — de nouvelles hausses importantes du prix du papier vont intervenir cette année — nous contraignent à ne jamais relâcher notre effort. D'autant qu'à partir des premiers succès remportés, nous avons l'ambition d'améliorer encore la qualité et le contenu du journal, de paraître plus souvent sur 40 pages afin d'attirer encore de nouveaux lecteurs et d'être toujours davantage un instrument irremplaçable pour tous ceux qui se sentent concernés par le combat du Parti socialiste.

En cinq ans, beaucoup a été fait. Beaucoup reste à faire. Arrêtons-nous seulement un instant pour nous souhaiter entre nous tous, abonnés, lecteurs, diffuseurs, membres de l'équipe du journal, un bon, un joyeux, un très heureux anniversaire.

L'UNITE

LA GUERRE DES GANGS

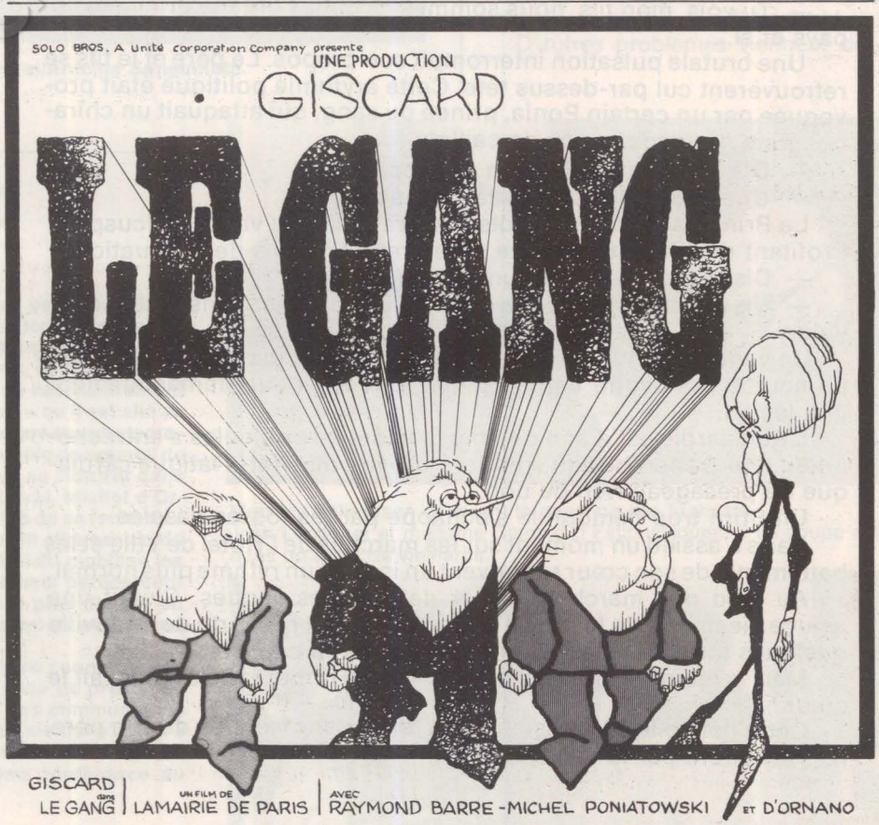
« Le Président n'a pas à intervenir dans le détail des consultations électorales », déclarait sentencieusement, l'autre lundi, Valéry Giscard d'Estaing. Neuf jours plus tard, le même s'emportait en Conseil des ministres contre la candidature surprise de Jacques Chirac à la mairie de Paris et chargeait le Premier ministre de chercher, avec une lanterne, un « troisième homme » qui ne fût ni Chirac ni Michel d'Ornano, le candidat qu'avait pourtant désigné l'Elysée. « C'est n'importe quoi », commentaient les observateurs de ce chapitre dérisoire de la crise de la « majorité ».

De fait, on voyait mal mercredi comment le chef du R.p.r., arrivé au point de l'escalade qu'il avait atteint, rentrerait gentiment dans le rang. Bien plus, le nouvel homme fort de la droite continuait à tenir à ce qu'on sache bien que, dans la recherche d'un tremplin vers le premier fauteuil de l'Hôtel de Ville, il ne joue pas la facilité : pour le moment, ce n'est pas dans un arrondissement largement acquis à son camp qu'il fait mener des sondages pour sa propre confrontation avec l'électeur, mais dans le douzième. C'est-à-dire dans un arrondissement qui a certes élu comme député un R.p.r., l'ancien ministre de l'Intérieur Roger Frey, en même temps que le général de Bénouville, homme à tout faire de Marcel Dassault ; mais aussi un quartier que la gauche compte bien gagner en mars prochain et où, en tout cas, le résultat peut être longtemps indécis... Les zélateurs de Chirac diraient que non seulement Zorro arrive, mais qu'il le fait sur un cheval blanc.

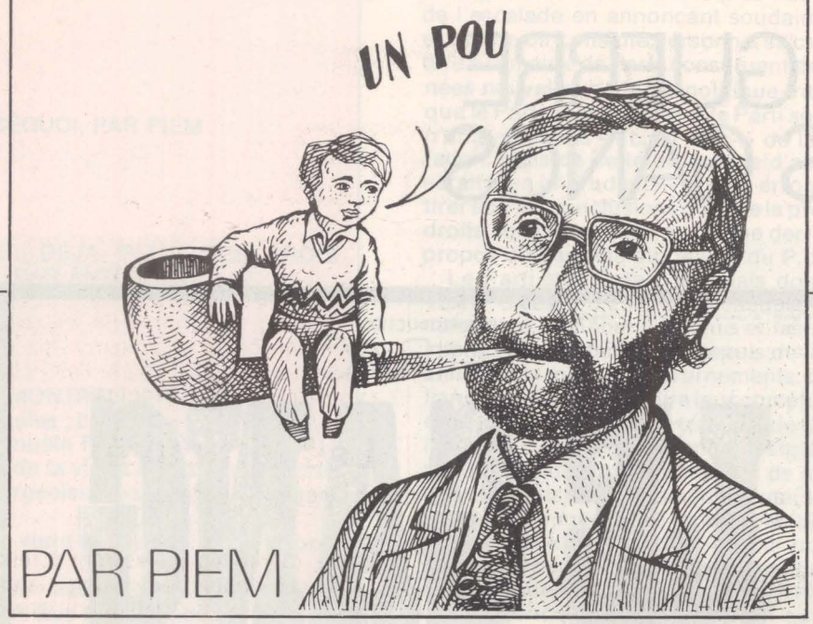
C'était une idée parmi tant d'autres que cette candidature à la mairie de la capitale, échafaudée dans les têtes de Jérôme Monod et de Marie-France Garaud, il y a pas mal de temps déjà. Non seulement parce que tous les gaullistes de la capitale n'arrivaient pas à s'enthousiasmer pour leur théorique candidat, Christian de la Malène, et que Chirac brouillait les cartes en donnant la vedette, à la porte de Versailles, à Bernard Lafay. Mais aussi parce que le chef du R.p.r. cherchait comment redonner à son mouvement un tonus bien affaibli depuis les fanfares du 5 décembre : comme disait Alexandre Sanguinetti, « le soufflé Chirac était en train de retomber »... Le 19 janvier, le soufflé se regonfla.

Valéry Giscard d'Estaing, il est vrai, s'était piégé lui-même le lundi et avait pulvérisé de ses mains le dogme déjà fragile de la « majorité présidentielle », ouvrant la large porte du « pluralisme » : Chirac n'avait plus qu'à foncer. Et s'il est vrai que le Président était en train de jouer au bridge lorsque lui parvint la nouvelle du nouveau coup de force de son ancien Premier ministre, on comprend que la percée ne fut pas si difficile.





DIPAPACÉQUOI



PAR PIEM

Empruntant l'artère principale, ils pénétrèrent la main dans la main jusqu'au cœur de la ville.

La valvule mitrale était entrebâillée, ils en profitèrent.

« A nous deux Paris », dit le père.

Ils étaient parvenus au cœur du cœur du problème et dans ce muscle creux sa voix résonna à l'infini ; c'était d'ailleurs la seule chose raisonnable dans cet édifice chancelant.

Deux vastes cavités, le Chirac ventricule droit et l'Ornano ventricule gauche, s'envoyaient méchamment des globules à la figure. C'était une guerre de trachées.

L'enfant, impressionné, ne bronchait pas.

— Tu vois, mon fils, nous sommes ici dans l'organe principal du pays et si...

Une brutale pulsation interrompit son propos. Le père et le fils se retrouvèrent cul par-dessus tête. Cette arythmie politique était provoquée par un certain Ponia, prince du sang, qui attaquait un chiracocoque à grands coups de caillots.

— Dis, papa, c'est quoi un chiracocoque ?

— Une cause d'accident cardiomajoritaire.

Le Prince à bout de caillots disparaît dans la valvule tricuspide. Profitant de cette accalmie le père prend le pouls de la situation.

— Dis, papa, c'est quoi un pou ?

— Un parasite chiracique que l'on va chercher dans la tête d'un Valéry.

Un vent de fronde s'engouffre brusquement dans la cavité. C'est un souffle systolique capitalistique qui provoque immédiatement une lésion.

L'étaticardie est à son comble ; les deux ventricules s'entrechoquent. Paris cherche son souffle, il est vrai que cette fatigue cardiaque ne présageait rien de bon.

Un Stirn trop hémophile s'échappe par les fosses nasales.

Paris s'assied un moment sur les marches de l'Hôtel de Ville et les battements de son cœur retrouvent un instant un rythme plus normal.

Au pied des marches la mer déroule ses vagues. C'était une astuce électorale de Michel d'Ornano qui avait rapporté de Deauville quelques litres de Manche afin de rénover la capitale.

Mais la tempête grondait à l'intérieur de la cité et cela soulevait le cœur.

Cette nouvelle secousse projeta le fils dans les bras de son père. Ils s'enfuirent par la carotide.

→

L'inconsistance de la réplique des giscardiens depuis huit jours a parfaitement prolongé leur imprévoyance : il n'y a politiquement aucune commune mesure entre l'opération Chirac et, en face, les cris ou les injures de Michel d'Ornano et de Michel Poniatowski, la noble réprobation de Raymond Barre, la bouderie agacée de Giscard d'Estaing bizarrement rompue lundi en terre étrangère — au milieu d'une visite crispée en Arabie saoudite — par un pâle sermon. Jusqu'à la « riposte » en Conseil des ministres, ce fut tout. Le reste n'ayant été que sombres bagarres verbales dont tout au moins l'intensité prouve qu'il n'y a plus de majorité:

« M. Chirac ne fait qu'apporter la confusion », déclare Gabriel Péronnet.

« Etrange retour aux jeux diviseurs et subalternes », ricane Bernard Stasi.

« Regrettable diversion », grince Michel Durafour.

« Cela conduit à l'aventure », poursuit d'Ornano.

« Il faut recommander au corps électoral de choisir des hommes sages et non pas des agités », affirme Roger Chinaud.

« Cela met en danger la survie (sic) de la Ve République », renchérit Paul Dijoud.

« M. Chirac est le plus grand commun diviseur de la majorité », glisse Poniatowski.

Dans une rivière

A tout cela, Chirac fait répondre aimablement mardi par « la Lettre de la Nation » que « si vraiment le premier d'entre nous » (c'est lui qui se fait dénommer ainsi...) « nous entraîne, comme l'a dit Michel Poniatowski, dans une aventure pour la France, ce sera une belle aventure, qui ne finira pas comme celle de l'ancêtre de notre ministre, dans une rivière prussienne »...

On ne sait qui en l'affaire est le plus hypocrite, de ceux qui jouent les vertus indignées devant des pratiques dont eux-mêmes ne se privent guère habituellement, ou du rusé Corrézien — d'ailleurs né à Paris — qui, sous couvert de « défi à l'opposition », pousse toujours plus loin sa machine de guerre, bien au-delà de l'Hôtel de Ville, en direction de l'Elysée : il faut une sacrée dose de toupet à la « Lettre » du R.p.r. pour conclure que « les plus ennuyés sont les socialistes et les communistes » !

Ces gens n'ont oublié qu'une question : et si, massivement, les électeurs parisiens, écœurés par tout cela, les renvoyaient dos à dos vers la sortie ?

SERGE RICHARD

DEJA LES TROIS QUARTS...

Samedi 22 janvier : rapport de Roger Fajardie, secrétaire national aux affaires électorales, devant le Comité directeur du P.s. 165 accords d'union de la gauche sont conclus ou sur le point d'être conclus dans les 221 villes de plus de 30 000 habitants. Premier bilan satisfaisant, ajoute Fajardie, qui doit encore être amélioré en surmontant dans les jours prochains les difficultés qui peuvent l'être.

Lundi 24 janvier : rapport de Maxime Gremetz, membre du Bureau politique, devant le Comité central du P.c.f. : sur 221 villes de plus de 30 000 habitants, nous comptons 156 constats d'accord, dont 108 en province et 48 en région parisienne. « C'est un bilan intéressant, conclut Gremetz, mais nous sommes encore loin du compte ».

Les chiffres présentés par les deux partis ne coïncident pas exactement. Mais ils sont assez proches pour faire apparaître que d'ores et déjà l'accord est réalisé dans environ les trois quarts des villes où le mode de scrutin empêche de modifier la composition des listes entre les deux tours. Cette proportion, atteinte plus d'un mois avant que s'ouvre officiellement la campagne électorale, est incontestablement le signe d'une volonté politique. En donnant, à l'unanimité, mandat au Bureau exécutif de s'opposer aussi bien aux exigences excessives des communistes qu'à celles de telle ou telle section socialiste, le Comité directeur a confirmé cette volonté qui devrait permettre de dépasser en fin de compte le chiffre significatif de 200 accords dans les villes de plus de 30 000 habitants, à quoi s'ajouteraient plusieurs centaines d'autres — le Comité directeur n'en a pas fait le recensement — dans les communes moins importantes.

Dès le début de cette semaine, d'ailleurs, de nouveaux accords sont intervenus qui ne figuraient pas dans le bilan de Roger Fajardie : par exemple, pour la région parisienne, à Aulnay-sous-Bois et à Noisy-le-Sec, où les têtes de liste seront communistes, à Boulogne-sur-Mer (tête de liste socialiste), à Thionville (tête de liste communiste), à Angoulême, où le P.c.f. a finalement accepté que la liste d'union soit conduite par Jean Pronteau.



L'amiral Antoine Sanguinetti.

Les difficultés à résoudre

Les difficultés qui restent à résoudre ne sont pas toutes de même nature. Dans certaines villes actuellement tenues par la droite, Rouen, Roanne, Créteil, Poissy, Mantes-la-Jolie, le P.c.f. réclame la tête de liste sans vouloir tenir compte des résultats des cantonales de 1976 qui ont donné la première place au P.s.

Dans quelques autres villes gérées par un maire socialiste, Clichy, Saint-Brieuc, Evreux, etc. le Parti communiste invoque, en revanche, les résultats des cantonales qui jouent en sa faveur sans vouloir tenir compte du principe de la continuité de gestion que le P.s., pour sa part, applique partout lorsqu'il s'agit d'un maire communiste.

Certaines difficultés viennent d'un désaccord entre socialistes et radicaux de gauche. C'est le cas, par exemple, de Bastia et d'Albi, celui de Perpignan devant être réglé depuis que le Bureau exécutif, approuvé samedi par le Comité directeur, a accepté de laisser la tête de la liste d'union de la gauche au docteur Argeliès, candidat du M.r.g.

D'autres problèmes viennent de conten- →

M'AS-TU VU?

Le coup de Jacques Chirac a excité à Paris encore un peu plus le zèle inaugurateur des élus et futurs candidats de la majorité ou, tout simplement, leur goût pour les mille et une occasions de se faire remarquer.

On a vu ainsi poser des quantités de premières pierres, ouvrir d'innombrables maisons du troisième âge... dont certaines déjà en fonctionnement depuis six mois. Bernard Lafay fait savoir par « France-Soir » qu'il est allé au Châtelet voir l'opérette « Volga ». Gabriel Kaspereit convoque les photographes pour remettre à Line Renaud (R.p.r. comme lui) la médaille de vermeil de la Ville de Paris. Michel Jobert (« pas candidat, mais... ») va se montrer dans les tribunes du match de football Paris-Saint-Germain-Laval. Michel d'Ornano, outre qu'il diffuse dans sa feuille électorale des photos de sa femme en infirmière et de son chien fidèle, devient « le collaborateur le plus assidu de nos chaînes de télévision... cependant que Michel Poniatowski mobilise les chaînes de T.v. pour critiquer Jacques Chirac », comme le note perfidement le gaulliste Pierre Charpy — qui devrait bien se montrer plus discret en souvenir d'un passé récent, sur les abus de la colonialisation du petit écran par le Pouvoir.

D'Ornano, il est vrai, fait flèche de tout bois pour se faire connaître des électeurs parisiens. On peut s'étonner qu'il utilise le service de presse du ministère de l'Industrie et de la recherche pour diffuser ses communiqués anti-Chirac. Et on se demande à quel titre il a pu, sur un thème qui n'a rien à voir apparemment avec sa fonction, « Pour un nouvel urbanisme à Paris », faire organiser mercredi par l'Ordre des architectes une conférence au Grand Hôtel où il devait parler ès qualités...



Maurice Schumann décorant la doyenne des Français.
Jean Lecanuet et madame Giscard d'Estaing jouant « La soupe est bonne » dans un foyer de vieillards.



tieux qui existent au niveau d'un même département : c'est le cas des Hauts-de-Seine, avec Boulogne-Billancourt, Asnières, Rueil, Antony, Courbevoie, Clamart ; de la Seine-Saint-Denis, avec Gagny, Noisy-le-Grand, Sevran ; des Bouches-du-Rhône, avec Salon-de-Provence, Aubagne, Arles, La Ciotat ; des Alpes-Maritimes, avec Nice, Cannes, Grasse, Le Cannet, etc.

A quoi s'ajoutent encore quelques cas particulièrement difficiles comme Toulon où le Parti communiste refuse toujours la tête de liste à l'amiral Antoine Sanguinetti, Brive où, après que la section socialiste eut jugé insuffisantes les propositions faites par Jean Charbonnel, Pierre Bérégovoy a tenté cette semaine une mission de conciliation, Villeurbanne où le P.c.f. refuse catégoriquement la tête de liste à Charles Hernu qui vient pourtant, avec l'accord du Comité directeur, de faire une nouvelle proposition suivant laquelle la liste qu'il conduirait comprendrait 19 communistes, 18 socialistes et 4 radicaux de gauche.

La bataille de Paris

Reste Paris où les négociations bloquées depuis deux semaines devaient reprendre ce jeudi après-midi à l'initiative des socialistes.

On connaît les positions respectives : dans les cinq secteurs actuellement tenus par la gauche (11e, 13e, 18e, 19e, 20e arrondissements) et qui comportent au total 36 sièges, le P.c.f. en demande 21 pour lui-même et 15 pour l'U.g.s.d. alors que le P.s. propose respectivement 20 et 16 sièges. En outre, les communistes revendiquent la tête de liste dans chacun des cinq secteurs ce que le P.s. considère comme inacceptable. Reste, en troisième lieu, à répartir les sièges et les têtes de liste dans les autres secteurs et, en particulier, dans ceux où la gauche peut avoir des chances de l'emporter à savoir les 2e et 3e arrondissements — qui forment une seule circonscription — le 10e, le 12e et le 14e *(voir « l'Unité », n° 233)*.

Quant au problème de la candidature à la mairie de Paris, il ne doit pas être un obstacle à un accord. Si le P.s. maintient la candidature de Georges Sarre, il a dit à plusieurs reprises qu'il n'en faisait pas une condition préalable. De son côté, le Parti communiste, en désignant lundi Henri Fiszbin pour être le chef de file des candidats communistes à Paris, a pris soin de préciser que celui-ci ne serait candidat à la mairie que « si, après les élections et la gauche étant majoritaire, il revenait, par le choix des électeurs, au groupe communiste de désigner le candidat de la gauche à ce poste ».

En proposant la reprise des négociations interrompues, les socialistes ont montré qu'à Paris comme ailleurs leur volonté est d'aboutir à des listes d'union. Etant entendu que celles-ci, pour être efficaces, doivent respecter la réalité actuelle du rapport des forces entre les partenaires. La progression du P.s. dans la capitale comme partout ailleurs (1) doit se traduire aussi bien au niveau de la répartition des sièges qu'à celui des têtes de liste. C'est une condition évidente pour que les listes d'union de la gauche opposent un barrage efficace et victorieux aux ambitions hégémoniques des amis de Jacques Chirac et de Michel d'Ornano.

ANTOINE VIOLET

---

(1) « Le Point » publie cette semaine un intéressant sondage Ifop sur les intentions de vote dans l'ensemble des 18 départements de l'Ouest de la France. Il en résulte que la gauche y totalise aujourd'hui 50 % des suffrages contre moins de 38 % aux législatives de 1973 et encore moins de 42 % aux présidentielles de 1974. « La poussée de la gauche, écrit « le Point », est intégralement due au Parti socialiste ; bien plus, elle serait plus forte encore si le P.c. ne reculait (5 à 6 % de suffrages perdus). »

LYON: DES MODELES DE PATRONS

« Chefs d'entreprise, chaque jour vos droits sont un peu plus bafoués... La société s'enfonce insensiblement dans un socialisme en demi-teinte. Vous ne pouvez plus licencier... Les lois sur l'indemnisation du chômage encouragent la paresse... Vos prix sont surveillés... La Sécurité sociale majore chaque année ses cotisations pour combler un déficit creusé par sa gestion démagogique... Sans vos efforts quotidiens, vos salariés connaîtraient le niveau de vie misérable des ouvriers révoltés de Prague ou de Varsovie... »

Voilà la littérature que les patrons reçoivent ces temps-ci en provenance d'une certaine Association des chefs d'entreprise libres (Acel), qui a sa base principale à Lyon. A ceux qui « revendiquent ce nom de patron tant décrié par ceux qui sont incapables de le porter », l'Acel offre « une philosophie » ainsi qu'un « un centre d'impulsions libérales, un véritable parti économique » (sic) fondé sur ce principe que « la grandeur des peuples dépend de la force de ses élites. Il faut donc... surtout, organiser l'action des plus convaincus ». En attendant, ladite association siège au C.n.p.f. pour « y entretenir l'esprit libéral et contribuer à résister à certaines influences contraires », elle a organisé un congrès des classes moyennes « avec la participation de deux ministres » et « plusieurs de ses dirigeants sont membres de la Société du Mont-Pèlerin, groupement mondial d'économistes libéraux » — l'Acel est présidée par un soyeux lyonnais, avec comme président d'honneur un industriel marqué très à droite, notamment du temps de l'O.a.s.

L'Acel réclame que l'Etat « protège la liberté de consommer », « encourage le profit plutôt que de le pénaliser », « lutte contre le monopole de l'administration » (c'est-à-dire privatise) concernant la recherche, la formation et la santé. Il faut aussi « un encouragement de la mobilité du capital et du travail » et une politique sociale réservée » aux personnes réellement nécessiteuses, laissant aux actifs la gestion et la responsabilité de leurs risques ». Il convient enfin de renforcer « une autorité dépendante de la propriété ». Le syndicalisme « ne peut en aucun cas se voir reconnaître le rôle d'institution représentative du personnel... Parti professionnel, il est un groupe de pression ».

Comme on n'a rien pour rien, les patrons « libéraux » sont sollicités de faire un geste. L'Acel fait savoir ainsi que sa filiale logement, l'A.c.l.e., collecte volontiers le 1 % construction payable par tout employeur, étant précisé que ces fonds seront gérés « avec les mêmes préoccupations que celles des adhérents de l'Acel ». On doit aussi « ne pas verser votre contribution formation n'importe où » : en échange de leur taxe de formation continue, la succursale enseignante de l'Acel offrira aux P.d.g. libéraux une formation naturellement « objective, en dehors de toute propagande » — ce qui est appréciable, en ces temps où « la société française se désagrège sous la poussée des idéologies et évolue vers un socialisme étatique et syndical »...

C'est dans le même esprit que, toujours dans la même région Rhône-Alpes, l'Apaf, la très officielle Union patronale de l'Isère, vient d'organiser un séminaire pour calmer « l'inquiétude de nombreux chefs d'entreprise devant le danger de politisation au sein des entreprises et devant l'incertitude des échéances électorales prochaines ». Suit donc le programme de deux journées pour étudier syndicalisme, marxisme, « les échecs de la révolution : Chili, Portugal, Liban ; enseignements concrets à tirer », l'autorité, « les possibilités et les devoirs du patron vis-à-vis des institutions », avec « applications concrètes », etc. Car il faut « connaître les causes du mal pour choisir la thérapeutique adéquate ; et prendre les moyens de la guérison. Ils existent... »

Un prudent nota bene de la circulaire de l'Apaf ajoutait : « Le lieu de la réunion, aux environs de Grenoble, vous sera indiqué lors de votre inscription ». Pour le cas sans doute où une oreille indiscrète aurait voulu s'intéresser à la façon dont les patrons veulent « remédier » à « l'incertitude » des élections...

S.R.

changer la vie politique en France

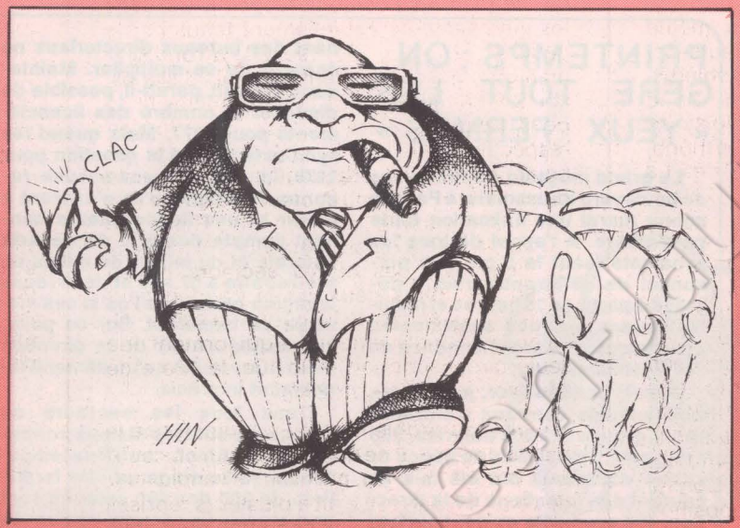
TROIS NOUVEAUX CONSEILLERS GENERAUX

Après l'élection de Guy Vadepied le 16 janvier dans le canton de Méru (Oise) enlevé à un « socialiste démocrate », le P.s. compte deux autres nouveaux conseillers généraux. Dimanche dernier, en effet, Robert Anselin a été élu, en remplacement d'un socialiste décédé, dans le canton de Pont-à-Marcq (Nord), en battant un maire R.p.r., après avoir gagné plus de 600 voix sur le total de la gauche au 1er tour. A Châtillon-sur-Indre, René Tixier a enlevé le siège détenu jusqu'ici par un indépendant, en gagnant lui aussi 400 voix sur le total de la gauche du dimanche précédent et alors qu'il n'y avait pas eu de candidat P.s. au second tour des cantonales de mars 1976.

LES PROBLEMES DE LA POLICE

Une délégation du Parti socialiste conduite par Pierre Bérégovoy, secrétaire national chargé des Relations extérieures, a reçu une délégation de la Fédération autonome des syndicats de police conduite par son secrétaire général Jean Chaunac, en présence de René Labat, délégué national du P.S. sur les problèmes de la police.

Les deux délégations ont procédé à un large échange de vues sur la place de la police dans la nation ; la valorisation par le gouvernement de la police sous statut militaire ; la situation du budget de la police nationale ; l'utilisation des effectifs dans la lutte contre la délinquance et la criminalité et dans le maintien de l'ordre à l'occasion des conflits sociaux ; la protection des biens et des personnes ; le respect de la personne humaine et de la légalité républicaine ; les préoccupations de la population et de ses élus en matière de sécurité ; l'émotion causée par les scandales successifs où se trouvent impliqués des policiers et de hautes personnalités dans les milieux proches du Pouvoir ; les revendications statutaires, professionnelles, déontologiques et salariales des personnels de police, membres de la F.a.s.p. et de leur avenir. Les deux délégations ont constaté leur attachement commun aux principes démocratiques et décidé de s'informer mutuellement de leurs préoccupations sur toutes les questions relatives à la police.



POCLAIN : VERS LA « FRANCISATION » ?

Un nouveau secteur français va-t-il passer sous contrôle américain ? Le risque en paraît grand depuis l'accord de principe passé le 25 janvier entre la firme Poclain, numéro un de la pelle hydraulique, et la société américaine Case-Tenneco. Selon l'accord, cette dernière apporterait 325 millions de Francs en argent frais à Poclain dont elle détiendrait alors 40 % du capital. La part de l'actuel P.d.g., Pierre Bataille, tournerait à moins de 20 %. Les difficultés financières de cette vieille entreprise familiale, en passe de devenir sous la tutelle de Case le numéro trois mondial en matière de travaux publics, n'appellaient pourtant pas nécessairement cette solution. Si Poclain est absorbé par un groupe étranger il n'y aura plus d'entreprise française dans ce secteur. C'est sans doute ce que Valéry Giscard d'Etaing appelle la « francisation » de l'industrie.

ENTRETIENS DU JEUDI

Les entretiens du jeudi (19 h à 21 h, 7 bis place du Palais-Bourbon) seront animés

— le 3 février, par François Mitterrand (exceptionnellement 101, rue de l'Université, 3e sous-sol)

— le 10 février, par Pierre Bérégovoy et Maurice Benassayag

— le 17 février, par Robert Pontillon et Michel Rocard.

Désormais tous les Entretiens du jeudi, ainsi que les conférences de presse et les grands discours de François Mitterrand, sont enregistrés sur cassette. Vous pouvez les commander au B.n.a.-P.s. 7 bis place du Palais Bourbon 75007 Paris, en joignant à votre commande un chèque libellé au nom de Charles-Emile Loo (prix de la cassette : 10 F ou abonnement pour 10 cassettes : 80 F). Durée de la cassette : 1 heure.

LES CROSS DE « L'UNITE »

La Société sportive Voltaire de Châtenay-Malabry, avec le patronage de la municipalité socialiste, organise le 6 février prochain, dans le parc du Centre régional d'éducation populaire, le cross de « l'Unité », patronné par notre journal. Plus de cinq cents participants sont attendus pour une dizaine de courses par catégories. Plus de dix-huit coupes et challenges seront attribués à la fin des épreuves.

Un autre cross de « l'Unité » aura lieu le même jour à Grasse, pour la troisième année consécutive.

LA FUMEE DE SIMONE VEIL

Dans son numéro du 21 janvier consacré au problème de la santé en France, « le Breton socialiste », hebdomadaire de la fédération du Finistère, constate : en 1976, 20 000 000 francs ont été dépensés en faveur du tabac (lancement de la Gitane internationale par le Seita). Durant la même année, 2,5 millions de francs ont été consacrés à faire de la publicité contre le tabac (campagne du ministère de la Santé). Huit fois moins pour inciter les gens à cesser de fumer que pour les inciter à le faire : des chiffres à méditer...

S.E.C.
SOCIETE D'ENTREPRISES DE CANALISATIONS

145, Avenue de Saint-Ouen
75 - PARIS 17e

Centre de Travaux :
56 - LORIENT
25 Rue Brizeux

EAU — GAZ
ASSAINISSEMENT

Tous Travaux
de Canalisations :
ETUDES ET PROJETS

S.A. au Capital
de 2.000.000 de Francs

R.C. Seine 56 B 11-392

changer la vie sociale et économique

SNIAS : ON DEMANTELE TOUJOURS

Le démantèlement de la Snias continue. La direction vient d'annoncer, lors de la réunion de la commission Emploi du comité central d'entreprise, le 12 janvier, les grandes lignes du plan de « déflation » des effectifs pour 1977. Il s'agit en fait de 1 550 suppressions d'emplois : 1 200 dans la division Avions, 300 dans la division Hélicoptères et 50 dans la division Balistique. C'est-à-dire qu'en 1976 et 1977 plus de 2 600 emplois auront été supprimés. On attend encore des précisions : les patrons de la Snias doivent expliquer sous peu les mesures concrètes de l'application de ce plan.

PIRAY : UNE ENTREPRISE COMBATIVE

Aux établissements Piray à Saint-Estève (Pyrénées-Orientales) la petite taille de l'entreprise (à peine plus de 80 salariés) n'empêche pas la C.g.t., largement représentée, de faire un bilan positif des deux dernières années. L'action a payé :

— Ainsi, le 25 janvier 1975, tous les salaires ont été uniformément augmenté de 150 F.

— Le 30 juin 1975, nouvelle augmentation de 10 %. A cette date est intervenu un accord pour l'application de la convention collective nationale de l'industrie de la salaison, charcuterie en gros et conserves de viande.

— Le 1er janvier 1976, à nouveau, les travailleurs et la C.g.t. obtiennent une augmentation salariale de 10 %. Surtout, à cette date, la durée du temps de travail hebdomadaire passe de 54 à 45 heures. Et cela, sans perte de salaire.

— Le 28 avril 1976, une garantie du salaire est obtenue en cas d'accident du travail. En cas de maladie, le salaire est garanti à partir du 5e jour d'arrêt de travail.

— Le 1er octobre 1976, les salaires sont augmentés de 5 %. Pour l'avenir, une progression des prix de 4 % fondée sur la moyenne des indices, Insee, C.g.t. C.f.d.t., F.o. entraînera une augmentation en conséquence pour ces salariés.

PRINTEMPS : ON GERE TOUT LES « YEUX FERMÉS »

Le grand magasin Au Printemps du boulevard Haussmann à Paris, a connu mardi une animation toute particulière. A l'appel de tous les syndicats (sauf la C.g.c.), le personnel de cette entreprise a débrayé à partir de 15 heures et manifesté dans les rues avoisinantes son inquiétude après l'annonce de 900 licenciements.

Depuis le 20 janvier, jour où les trois comités centraux d'entreprise du groupe (22 000 salariés, 360 magasins, 10 milliards de francs de chiffre d'affaires) ont été mis au courant des intentions de la direction, les syndicats exigent surtout des dirigeants du groupe qu'ils s'expliquent. En effet, depuis la publication de la note annonçant les licenciements, démentis et informations contradictoires émanant des bureaux directoriaux ne cessent de se multiplier. Maintenant, il serait, paraît-il, possible de diminuer le nombre des licenciements pour 1977. Mais quand les syndicats posent la question pour 1978, ils n'obtiennent aucune réponse. Pas plus qu'ils n'arrivent à savoir si ces licenciements tiennent compte des 3 % de départs naturels et du millier de mises en pré-retraite à 57 ans et demi (dans la région parisienne) ou si ces mesures se cumulent. Sur ce point, impossible d'avoir de la direction d'autre précision qu'un démenti totalement imprécis.

Dans tous les secteurs du groupe, ce sont les mêmes contradictions. Ainsi, au Printemps-Créteil, le 3e étage va être fermé. Près de 200 des 400 salariés sont concernés. Ils seront reclassés dans d'autres branches du groupe, affirme la direction, notamment à la Sapac (services administratifs). « Or, d'un autre côté, on annonce que c'est justement dans les services administratifs qu'il y aura le plus de licenciements », commente une responsable C.g.t. A Rosny 2, même ambiguïté : la direction générale a déclaré qu'elle se séparait de ce magasin. Le 24 janvier, le directeur de Rosny démentait la nouvelle. Toujours dans le même style, l'équipe dirigeante vient de faire savoir qu'elle voulait rapatrier les services extérieurs (tout ce qui a été sous-traité, entre autres le nettoyage). Mais, il y a deux mois à peine, les salons de coiffure et les salons de thé du Printemps étaient confiés à des entreprises sous-traitantes.

C'est donc avant tout une lutte pour la vérité que viennent d'entamer les salariés du Printemps. Et puis, les syndicats démentent la nécessité d'une réduction du personnel. Ils rappellent que si les salaires du personnel oscillent autour de 2 000 F dans la région parisienne, en province ils tombent autour de 1 700 F.

LE TRESOR DE GUERRE DE LA C.F.D.T.

Un baromètre de la combativité, la caisse de grève de la C.f.d.t., ou C.n.a.s. (Caisse nationale d'action syndicale). Un organisme qui a aujourd'hui trois ans d'existence, au cours desquels 30 millions de francs lourds ont été versés aux adhérents C.f.d.t. en conflit ou victimes de la répression patronale.

Pour le soutien de ses adhérents en grève, la C.f.d.t. a versé 7 954 500 F en 1976. Contre 5 985 000 l'année précédente et 11 024 230 en 1974, année de la longue grève des postiers. Les conflits de 1976 ont surtout été marqués par leur durée — quelques exemples des indemnités versées : 676 300 F aux adhérents de Beghin-Say, 231 500 à ceux du complexe de Lacq, et, plus récemment 109 000 aux grévistes de la Caisse d'épargne.

Quant aux sommes versées aux militants mis à pied, licenciés à cause de la répression syndicale, etc. leur total montre une progression plus que sensible de la répression. 2 006 480 F ont été versés cette année, contre 1 662 370 F en 1975. Le nombre de dossiers d'action en justice est passé de 359 l'an dernier à 537 cette année, soit une augmentation de 49 %, cependant que le nombre de victimes de la répression soutenues par la C.n.a.s. augmentait de 80 % !

LOCATEL : LA DIRECTION FAIT DU CINEMA

Chez Locatel, la direction ne se fait pas à l'idée d'avoir une section syndicale C.f.d.t. active. Depuis la création de cette section en 1970, les tentatives patronales pour briser les militants se sont multipliées.

Dernière en date : les heures légales de délégation syndicale pour le mois de décembre n'ont pas été payées. Et la direction a fait savoir qu'elle refusait de les payer. Au total, les retraits de salaires pour les 8 délégués s'élèvent à 3 675 francs.

Pourquoi cette mesure répressive ? Parce que les délégués avaient refusé de remplir des bons où ils devaient expliquer comment ils comptaient utiliser leurs heures de délégation. Par le biais de ce contrôle policier a priori — complètement illégal — la direction est allée jusqu'à demander l'ordre du jour d'une réunion syndicale où devait aller un délégué Locatel à l'extérieur de son entreprise !

Pour ne pas laisser entraver leur action syndicale, les délégués C.f.d.t. ont refusé de remplir ces nouveaux bons de délégation (tout en continuant à utiliser l'ancien système d'information aux chefs de service qui n'avait posé aucun problème pendant 6 ans). D'où les retenues effectuées sur leurs salaires. Les travailleurs de l'entreprise s'organisent pour faire céder la direction et obtenir — enfin — le respect de leurs droits syndicaux.

DU BOIS A ORLY

Une exposition sur l'artisanat (jusqu'au 27) à Orly, avec des pièces de toutes les parties du monde sur les thèmes : fabrication du feu, agriculture et vie quotidienne. Une pièce rare : un traîneau finlandais du XVIIIe siècle.

L'unité

N° 235 28 janvier 1977

SPECIAL MONTPELLIER









LA FIN DE L'"APOLITISME"

De notre envoyée spéciale.

"L'enjeu municipal numéro 1 de la région. Aux dernières élections législatives, la gauche était légèrement majoritaire. Menée par de jeunes universitaires socialistes, la liste de la gauche devrait bénéficier de la vogue actuelle du P.s. Mais François Delmas est un habile politique qui a su associer son image à l'expansion. Expansion dont on découvre aujourd'hui l'envers : un chômage record. » C'est ainsi que l'hebdomadaire « Sud » présentait à ses lecteurs les perspectives de la prochaine échéance électorale dans la capitale du Languedoc-Roussillon.

Georges Frêche, 39 ans, député socialiste de Montpellier, est le chef de file de la liste d'union de la gauche qui compte bien entrer à la mairie en mars prochain. Le député socialiste, élu en 1973, est bien connu des milieux universitaires montpelliérains : professeur de droit, il est un des hommes les plus diplômés de France et sa thèse de doctorat en droit, qui porte sur l'histoire du Languedoc au XVIIIe siècle, vient d'être couronnée par l'Académie française. Dans cette ville où les universitaires ont peut-être plus de poids que partout ailleurs en France et qui compte plus de 30 000 étudiants pour 200 000 habitants, on connaît peut-être moins l'expérience de Frêche en tant que gestionnaire.

Rapporteur général du Plan au Conseil régional, dont il est vice-président, le député de Montpellier est un des meilleurs connaisseurs des questions économiques et d'urbanisme de la région. Responsable de la commission Education — Sports — Formation et Culture, le nom de Frêche est attaché à de nombreuses opérations déjà réalisées ou en cours, telles que l'humanisation des hôpitaux, la construction à Montpellier de la Maison d'accueil aux familles des hospitalisés, la création et l'installation de l'U.e.r. des sports, la Maison départementale et régionale des ligues sportives, par exemple.

La liste d'union de la gauche comptera, on le sait déjà, une majorité de socialistes, des communistes, des radicaux de gauche, des membres du P.s.u. et quelques personnalités indépendantes. Ajoutons qu'une dizaine de femmes en feront partie. L'équipe socialiste qui entoure Georges Frêche compte mener la bataille sur deux fronts : contre Delmas, maire, et sa gestion municipale ; et contre Delmas responsable Républicain indépendant. Ce qui amènera les socialistes à montrer aux Montpelliérains la faillite totale de la politique gouvernementale en Languedoc-Roussillon.

Maison de verre... opaque

Sur la ville, Frêche et ses amis veulent d'abord démocratiser la gestion municipale. Delmas, dit-on au P.S., gère la ville en autocrate, la démocratie consistant seulement pour lui à se présenter tous les six ans devant les électeurs pour leur demander le renouvellement de son mandat sur son bilan passé, sur sa réputation et non sur son projet. Les grandes décisions sont prises sans information ni consultation de la population. Le meilleur exemple en est la réalisation du fameux Polygone, dont le maire a fait un pari personnel et qui lèse, gravement entre autres, les commerçants du centre-ville, qui faisaient traditionnellement partie de son électorat.

« Il n'y a que le maire qui puisse donner le feu vert, même pour le plus petit détail, se plaint-on à Montpellier. Cette politique de gestion personnelle et surtout secrète a de quoi étonner, quand on sait que Montpellier est correctement équipée dans le domaine de l'informatique. Mais il semblerait qu'au ministère de l'Intérieur, même, on soit mieux informé sur Marseille que sur Montpellier.

Pas de scandales immobiliers, il est vrai, comme à Béziers. Delmas a la réputation d'un homme intègre et a longtemps passé pour un bon gestionnaire, économe des deniers publics. Mais pour qui ? La privatisation systématique d'à peu près tous les services municipaux, la mainmise des promoteurs sur toutes les opérations immobilières de la ville font craindre le pire. Et on peut se demander pourquoi Guéret, chef des services techniques de la mairie, n'apparaît plus aux réunions du conseil municipal. « La mairie est une maison de verre, mais une maison de verre opaque », commente-t-on à Montpellier.

Le socialiste Jean-Pierre Vignau, professeur de sciences économiques, qui a étudié le budget de la Ville, relève que le poste « Autres équipements » qui représente un poste secondaire dans les budgets des autres cités, est ici le poste budgétaire le plus important. Car les dépenses de voirie, à Montpellier ont été ces dernières années de 10 à 20 % plus élevées que dans les autres villes françaises de plus de 100 000 habitants. « Au détriment, bien sûr, dit Jean-Pierre Vignau, des équipements socio-culturels ou sportifs, particulièrement sacrifiés ici par comparaison avec les autres villes. » Il note aussi que les dépenses suivent fidèlement les cycles électoraux : on radine avant la consultation, après quoi l'on rattrape le retard pris lors du mandat précédent.

Parce que les socialistes considèrent les citoyens responsables, ils veulent, dès l'arrivée de la liste d'union de la gauche à la mairie, introduire le dialogue entre la municipalité et les Montpelliérains. Et les associer à la réalisation des projets municipaux. Quant à l'information, ils comptent la développer non seulement en créant un journal municipal où tous, et d'abord les opposants, pourraient s'exprimer mais en utilisant aussi tous les autres moyens d'information : « Les documents d'urbanisme, le budget et le compte administratif doivent faire l'objet d'une publicité particulièrement soignée et détaillée, notamment sous la forme d'expositions. Une des composantes indispensables de l'information, c'est, en effet, l'aspect pédagogique : la commune, c'est aussi une école d'instruction civique », disent les socialistes. « Il faudra, ajoute Michel Belorgeot, secrétaire du comité ville du P.s., susciter la participation des citoyens à travers l'institution de commissions extra-municipales et des comités de quartier ».



François Delmas, maire R.i. de Montpellier.

LE CHARME INDISCRET DE LA BOURGEOISIE



Georges Frêche.

socialistes de Montpellier, Gilbert Sènes et Georges Frêche, ou le sénateur, socialiste également, Jean Péridier ! « Depuis que je suis député, je n'ai jamais été invité à la mairie, raconte Frêche. Le maire ne m'a jamais accordé une salle de réunion pour mes comptes rendus de mandat, que j'ai faits grâce à l'amabilité des responsables de salles paroissiales catholiques ou protestantes. » Même écho chez les communistes qui se réunissent dans des salles paroissiales. Les associations de parents d'élèves et les associations socio-culturelles ne sont pas mieux partagées et sont contraintes de se réunir dans les cafés.

« Nous n'avons pas voulu, pour la présentation de ce livre, demander à un ministre de venir



Première conférence de presse commune des élus et des représentants des organisations viticoles, le 17 janvier dernier à Montpellier.

C'est sur ce terrain, celui de la démocratie, de la concertation et de la participation, que Delmas va devoir se battre. Pour la première fois, de son propre aveu, il est sur la défensive.
« L'ère de l'équipement est terminée, on ne reconstruira pas une Zup, on ne refera pas un parking souterrain, le problème maintenant sera l'animation ». On croit rêver quand on sait que Delmas ne se dit partisan d'associations de quartier qu'à condition qu'elles lui soient favorables. Mais il refuse toute salle de réunion aux syndicats, aux partis politiques de gauche, et à toutes les associations qui inviteraient les deux députés à Montpellier, ce qui eût été facile. Nous avons préféré faire appel à Me Delmas, le mieux à même de nous parler de « Démocratie française ». Car les principes qu'il applique dans la gestion de sa ville sont ceux-là mêmes que Valéry Giscard d'Estaing expose dans son ouvrage : le développement le meilleur de l'égalité et de la justice dans une cité harmonieuse » : c'est ainsi que dans une même envolée lyrique Py, le président local de Perspectives et réalités, associait le maire de Montpellier au président de la République.

Dans les milieux proches de la mairie, on sait que Delmas a eu, vis-à-vis du Pouvoir, des sentiments qui ont varié de l'hostilité — jusqu'en 1968 — à l'entente sans nuages — depuis l'élection de Giscard d'Estaing — en passant par la neutralité bienveillante entre 1968 et 1974. Devenue capitale méridionale du giscardisme en donnant environ 55 % de ses suffrages au candidat de la droite lors des dernières présidentielles, Montpellier est sûrement la ville de France la plus visitée par les ministres : ne dit-on pas aussi qu'un prochain Conseil des ministres doit se tenir ici ? « Nous ne sommes pas assez malhabiles pour ça » répond Py. « A un moment on en a eu un tous les mois, quand ce n'était pas deux. Cet été presque un tous les jours », dit un Montpelliérain. Depuis deux ans, en effet, la capitale du Languedoc-Roussillon est le siège de « l'université d'été » des jeunes giscardiens.

Le notable, Me Delmas, n'a en outre jamais caché qu'il était un homme de droite. Les gaullistes locaux ne se font pas faute de rappeler que leur ville est une des rares de France à ne pas avoir sa rue ou sa place du Général-de-Gaulle. Delmas fut un fervent de l'Algérie française. La ville était, dans le même temps, la plus plastiquée de France. Le maire est aussi un fervent partisan de l'Alliance atlantique. Personne n'oublie, ici, qu'alors que la France venait de quitter l'Otan, Delmas recevait l'ambassadeur américain Sargent Shriver et prenait publiquement parti pour l'Alliance.

« Avant cette élection Delmas n'avait rien à craindre, dit Paul Jouffroy, ancien secrétaire départemental de l'U.d.r. qui n'a pas admis la mutation de son parti en R.p.r. et a bruyamment donné sa démission. Mais aujourd'hui son engagement politique et ses responsabilités aux R.i. le font apparaître comme un partisan. Il ne retrouvera pas les voix qui allaient à l'enfant de la ville, au notable ; elles n'iront pas à l'homme de parti. »

Pour gagner puis pour conserver la mairie, en 1959, en 1965 comme en 1971, Delmas avait joué à fond la carte de l'apolitisme. « Dans mon cadre municipal, dit-il encore aujourd'hui, je m'efforce de ne pas avoir d'options politiques. Depuis 1974, j'ai refusé de m'occuper d'autre chose que de ma ville et pour cela j'ai même renoncé à une série de responsabilités, celles entre autres d'administrateur de Gaz de France, ainsi que la charge de bâtonnier ».

R.g. et Sofres d'accord

Il semble bien que ce nouveau « pradélisme » ne trompera personne. On rit sous cape en racontant que le maire caressa un moment l'espoir de se voir attribuer un siège ministériel lors du dernier remaniement. La liste sortante est d'ailleurs si peu apolitique qu'elle reproduit fidèlement la composition de la majorité présidentielle.

Rajeunie et féminisée pour la prochaine consultation, elle comprendra sur 43 candidats, 10 R.i., 10 Centre démocrate, 10 R.p.r. et bien sûr 10 personnalités « apolitiques ». Et puis, comme Diogène cherchait un homme Delmas cherche un acolyte d'Hintermann : « Avouez que ça ferait bien dans la liste », dit le maire qui, de toute façon, n'accepte aucune négociation et établit seul cette liste. A noter, enfin, que Willy Dimeglio, membre du secrétariat national des R.i. et secrétaire général du dis-

→



LA FIN DE L'"APOLITISME"

trict, sera sur la liste. D'aucuns le voient prendre le fauteuil de premier adjoint. Le maire l'a fait élire en mars dernier conseiller général du 4e canton, alors que les socialistes reprenaient deux sièges à la majorité, battant dans le 2e canton le Dr Pourquier, adjoint au maire. Cette poussée de la gauche s'est en effet marquée aux cantonales où les candidats socialistes du 2e tour présentés par l'union de la gauche ont réalisé un score proche de 49 % dans les cinq cantons où l'on votait. Compte tenu du fait que les quatre autres cantons, dont La Paillade, où la liste de gauche était nettement majoritaire dès 1971, la gauche peut espérer un score de 51 % en mars.

Plus de 40 % des électeurs montpelliérains s'étaient abstenus lors de la dernière consultation municipale. L'« apolitisme » de Delmas était-il devenu contagieux ? Les observateurs pensent plutôt que ce phénomène abstentionniste s'expliquerait par le refus des électeurs de centre-gauche de voter pour la liste d'union de la gauche comme pour la liste du maire. L'abstentionnisme reste, en tout cas, une des inconnues de la prochaine consultation. D'autant qu'environ 8 000 jeunes de 18 à 21 ans figureront parmi les nouveaux électeurs. Cette classe d'âge s'était abstenue à 60 % lors des dernières cantonales. Ajoutons qu'on compte plus de 25 % d'électeurs par rapport à 1971.

« La prochaine élection devrait se jouer à mille voix », dit Jean-Pierre Foubert, un jeune sociologue montpelliérain, auteur d'une étude très précise sur les attitudes politiques et les milieux urbains à Montpellier. C'est ce que confirmerait un sondage récent des R.g. donnant, dit-on, environ 50 % à chacune des deux listes avec un léger avantage à la liste de gauche. Un sondage Sofres datant de la fin de novembre était plus précis et plus optimiste pour la gauche, puisqu'il lui accordait 51 % des suffrages. Aussi certains font-ils déjà, de la prochaine consultation à Montpellier, un test national.

Mais à l'inconnue que représente l'abstentionnisme s'en ajoute une autre ; celle du vote pied-noir. Montpellier est la ville de la province française où les anciens rapatriés d'Algérie sont le plus nombreux : 35 000, qui représenteraient 9 000 électeurs.

« Je ne fais pas de politique, je suis R.i., comme Delmas, déclare un chauffeur de taxi d'origine pied-noir. Parce que je n'oublierai jamais qu'en 1962, lorsque nous sommes arrivés, le maire a interdit qu'on fête le 14 Juillet en signe de deuil ». Les rapatriés réagissent-ils tous comme ce chauffeur de taxi ?

Guy Montero, un rapatrié, membre du P.s., répond : « Les rapatriés ont jusqu'alors et dans leur grande majorité voté à droite. Les hommes de droite de la région s'en sont servis comme d'une clientèle en faisant vibrer la corde sentimentale. Delmas ne vient-il pas d'inaugurer une rue Tipaza à La Paillade ?

Quant aux harkis, qui doivent être un millier et qui représentent 600 voix, ils ont jusqu'à présent toujours voté Delmas. Avant chaque consultation électorale, la mairie leur envoyait un de ses représentants, qui faisait des promesses. Le jour du scrutin, des voitures allaient chercher les électeurs. Ils avaient déjà leur bulletin dans la poche lorsqu'ils arrivaient au bureau de vote ».

Un tremplin

« Mais 60 familles de ces rapatriés musulmans vivent encore dans des taudis sur les bords du Lez, en zone inondable, » note Frêche. Et pourtant le maire de Montpellier veut qu'on le juge « sur des faits plus que sur des intentions ». « Pour les rapatriés d'origine européenne, Delmas a fait construire les H.l.m. de la Pergola, mais nous avons vu que le gouvernement de Giscard et les amis de Delmas malgré leurs promesses, n'ont pas fait voter la loi d'indemnisation. Aussi la gauche, qui faisait jusque-là 15 % des voix chez les rapatriés, a déjà doublé ce nombre et notre objectif c'est qu'elle gagne 50 % de leurs suffrages », dit aussi Guy Montero, qui ajoute : « Delmas ne nous inquiète pas en tant que personne, mais comme responsable des R.i. sur le département ».

Le maire, qui n'ignore pas ce mécontentement, avait suscité, il y a deux mois, la création dans le département du Mouvement unifié des rapatriés (Mur), dont le but avoué était la réunification des associations de rapatriés. « Mais sur la ville le but réel, dit un socialiste d'origine pied-noir, était de donner un tremplin politique à certains rapatriés ayant réussi financièrement et susceptibles de se retrouver sur la liste électorale du maire comme Francis Dorandeu, marchand en quincaillerie et fournitures en tout genre dont le magasin a sept succursales dispersées dans toute la région ; Yves Sanchez, patron de la S.o.g.e.t.p., entreprise de travaux publics à qui sont confiés de très nombreux travaux décidés par la mairie ; et encore Vincent Amoros, actuellement conseiller municipal et qui aurait bien l'intention de se représenter.

Le Mur ne compterait d'ailleurs que 50 adhérents... Mais la base des pieds-noirs et les harkis a réagi. Conduits par Bernard Chély, Guy Montero et Edgard Vincent, ils ont fondé, il y a à peine trois semaines, le Comité de défense des intérêts moraux des rapatriés de toute confession (Codirac). Ce comité demande que la loi d'indemnisation soit enfin votée. Mais le Codirac s'oppose à l'effacement des prêts, qui ne favoriserait qu'un petit nombre de possédants : « Une véritable loi d'indemnisation permettrait aux rapatriés de rembourser leurs emprunts comme n'importe quel Français ». Le Codirac demande aussi la réhabilitation de toutes les victimes du drame algérien, quelles qu'elles soient : « On n'a fait jusqu'ici que des individualités ». De l'avis du comité, le problème des Français musulmans doit être réglé le plus tôt possible dans un esprit d'égalité.

« Qu'on cesse de traiter les harkis en sous-hommes, comme le fait Delmas », dit Vincent.

EMMANUELE PLAS

LE P.S. DANS L'HERAULT

1971 : 1 420 adhérents groupés dans 65 sections
1976 : 3 445 adhérents groupés dans 114 sections

On compte aussi une vingtaine de groupes socialistes d'entreprise.

Depuis 1973, le secrétaire fédéral est Adolphe Benamour.

Représentation aux postes de responsabilités politiques :

— 150 maires socialistes sur 343 ;

— 20 conseillers généraux socialistes + 2 apparentés, le président du Conseil général étant depuis la Libération (la gauche y est majoritaire) le socialiste Jean Bène, maire de Pézenas, ancien sénateur ;

— 5 députés élus du programme commun, dont 3 députés socialistes ;

— 2 sénateurs socialistes sur 3, le troisième étant le sénateur Pierre Brousse, récemment rallié à la majorité, mais qui avait été élu en 1971 sur le programme de l'union de la gauche.

Audience électorale :

— aux législatives de 1974, le P.s. apparaissait déjà comme le premier parti du département avec 80 331 voix, soit 28 % des suffrages exprimés ;

— lors des dernières élections cantonales de 1976, sur 23 cantons renouvelables le P.s. remportait 9 sièges, plus un apparenté, et le P.c.f. 6.

Fédération de l'Hérault : 3, résidence Beauvallon, avenue Louis-Ravas, 34000 Montpellier (tél. : 63.17.57).

MONTPELLIER

Etant donné le nombre grandissant de ses adhérents, la section de Montpellier a éclaté en 1975 en 6 sous-sections, chapeautées par un comité de ville.

Des groupes socialistes d'entreprise se sont créés récemment. On en compte déjà 6 : Caisse d'épargne, Hôpitaux, Sécurité sociale, P.t.t., E.d.f., Santé.

Il existe un groupe socialiste universitaire à la faculté des sciences.

Section de Montpellier : 7, rue Collot, 34000 Montpellier.

LE CHARME INDISCRET DE LA BOURGEOISIE

De notre envoyée spéciale

"Ruban bleu » de l'expansion démographique en 1968, prix de la qualité de la vie en 1974, élue favorite des cadres parisiens en mal de décentralisation, « ville pour entreprises entreprenantes » — proclame un dépliant municipal. Les satisfecits pleuvent sur la ville. Montpellier, sise dans le vignoble languedocien à quelques kilomètres du rivage méditerranéen semble avoir réussi une prouesse : grandir — sa population est passée de 120 000 habitants en 1962 à presque 200 000 en 1975 — sans rien perdre de son charme. Son image de marque ? Une ville universitaire dans le peloton de tête des villes moyennes.

A première vue, la ville tient ses promesses. Trottoirs bordés de lauriers-roses, placettes ombragées de pins, rues piétonnes aménagées dans un centre historique fastueusement restauré, jets d'eau, éclairages savants, etc. Tout a été fait — et bien fait — pour en mettre plein la vue et imposer d'entrée l'image d'une cité où il fait bon vivre. La réalité est tout autre. Car à Montpellier la « qualité de la vie » a pris depuis quelques années le charme discret d'un privilège réservé à une certaine élite. Evolution à laquelle la municipalité en place a plus que contribué.

« Je ne pense pas qu'il y ait beaucoup de villes qui puissent se prévaloir d'une gestion aussi conservatrice », affirme Mme G., professeur d'histoire.

De fait, sous les dehors brillants d'une politique de prestige, la municipalité Delmas a permis une expansion désordonnée qui livre la ville aux promoteurs et la vide progressivement de ses couches populaires.

Côté rue, le prestige a deux façades. L'ancienne, dans le centre médiéval, a pour nom le « secteur sauvegardé ». La nouvelle, greffée sur le cœur de la ville, c'est le Polygone, gigantesque complexe commercialo-administratif similaire en tous points à ceux qui se multiplient en France.

Institué en 1967 sous les auspices éclairés de Marc Seltet,



Secteur sauvegardé,



secteur non sauvegardé



et Polygone.

architecte en chef des bâtiments civils et des palais nationaux, le « secteur sauvegardé » a transformé les ruelles obscures en somptueuses voies piétonnes, mis en valeur les caves voûtées, les portes cochères et les sculptures des hôtels particuliers du XVIIe siècle : le quartier de l'Ancien-Courrier s'apparente désormais à un quartier-musée. A l'usage de la bourgeoisie montpelliéraine... Côté cour, les conséquences de la politique de prestige sont graves. Le centre, où cohabitaient ouvriers et bourgeois a perdu 20 % de sa population. En quelques années, 10 000 Montpelliérains sont partis. Sans même qu'il soit nécessaire de les expulser. Le « secteur sauvegardé » était devenu trop beau pour eux : les loyers des immeubles restaurés ont rapidement triplé. « Avant, se souvient M. D...., un des derniers artisans du quartier, ces ruelles étaient le domaine des matelassiers, des rempailleurs de chaise, des charbonniers... » A leur place, les commerces de luxe se sont installés : antiquaires, grands couturiers, restaurants, etc. Pourtant, si le « secteur sauvegardé » témoigne du goût de la municipalité pour les vieilles pierres — et de son indifférence à l'égard de leurs anciens habitants — la préservation de l'héritage du passé reste marginale. Le « secteur sauvegardé » n'est en effet qu'une infime partie de la vieille ville. D'autres quartiers anciens tout aussi beaux — notamment aux alentours de la cathédrale et de l'église Sainte-Anne — sont en voie de clochardisation. Comme s'il n'existait d'autre choix que la ruine ou la restauration de luxe...

« On laisse pourrir, explique Michel Lacave, professeur à la Faculté de lettres et militant socialiste. Dans ces quartiers à l'abandon vivent encore des ouvriers, des employés, des travailleurs immigrés. Ils habitent des appartements vétustes, souvent dépourvus de sanitaires... Volontairement la municipalité laisse la situation se dégrader. Quand ces immeubles deviendront tout à fait inhabitables les promoteurs pourront casser et faire du neuf... » Grâce à l'opération du Polygone, les filiales de certaines banques — Banque de Paris et des Pays-Bas, La Hénin, etc. — sont déjà à pied d'œuvre... En attendant, les moins défavorisés désertent progressivement ces quartiers : à défaut d'une véritable vie citadine, les H.l.m. de la banlieue leur offrent au moins un minimum de confort.

En effet, si la sélection par l'argent vide le centre, l'explosion démographique des dix dernières années a donné naissance à une banlieue tentaculaire. Ce que les urbanistes appellent « le ventre mou de la ville ». Pourtant le grand ensemble de La Paillade, décidé dès 1961 par la municipalité Delmas, était destiné à « organiser la croissance urbaine en évitant la spéculation foncière ». « Le projet initial était cohérent, affirme André Vezihnet, habitant de La Paillade et secrétaire de la section locale du P.s., mais en cours de réalisation toute l'infrastructure sociale a été évacuée... » Comme par hasard. Ainsi les 23 000 Pailladins se retrouvent-ils aujourd'hui dans une cité dortoir classique : un minimum de commerces — le programme originel a été réalisé à 34 %... —, services publics et administrations réduits à la portion congrue — le centre de Sécurité sociale est situé dans un F 3 au rez-de-chaussée d'un immeuble d'accès très difficile... —, aucun cinéma — alors même que la société Gaumont vient de créer sept nouvelles salles au centre ville... Situation d'autant plus grave que La Paillade, située à huit kilomètres du centre, n'est pas desservie par les transports en commun le dimanche et chaque jour après 21 heures... Tant pis pour les habitants dépour-

→



LE CHARME INDISCRET DE LA BOURGEOISIE

vus d'automobile... « C'est un problème, reconnaît François Delmas, maire de Montpellier, mais nous avons en vain essayé de maintenir un service d'autobus le soir et le dimanche : ce n'était pas rentable ». Alors, La Paillade cité dortoir ? « Ni plus ni moins que les autres quartiers périphériques », affirme le maire. C'est déjà l'aveu d'un échec.

Un échec qui semble bien avoir été voulu. Car tout a été fait pour créer une division territoriale des fonctions urbaines : au centre, la prédominance affirmée des fonctions administratives et commerciales. A la périphérie, les quartiers dortoirs. « Il n'a jamais été question de faire de La Paillade un quartier autonome », précise le maire... De fait les choix d'urbanisme opérés par l'équipe Delmas vont dans le sens d'une hypertrophie toujours plus aigüe du centre ville. Le Polygone en est une illustration frappante. Enfant chéri de Delmas, cette opération réalise une concentration commercialo-administrative encore jamais atteinte dans une ville de cette importance. Ce qui ne va pas sans poser quelques problèmes. Opération de prestige, bien sûr. Les enfants du C.e.s. de la Mosson qui ont réalisé une mini-enquête sur la ville ne s'y sont pas trompés : « Une belle mairie, oui mais des écoles qui risquent d'être balayées par le vent... »

La folie des grandeurs

Opération autoritaire : tout comme le « secteur sauvegardé » et la Zup de La Paillade la décision de créer au Polygone un ensemble de dimension régionale a été prise dans le secret des officines municipales. Le Pos — Plan d'occupation des sols — « libéral » (!) publié le 1er août 1975 les ignore souverainement. Pis : s'agissant d'implanter un énorme centre commercial, la Chambre de commerce de Montpellier n'a même pas été consultée. Les résultats sont là : plus d'un an après son ouverture, le « bunker » comme le surnomment les Montpelliérains, risque fort de constituer la principale pierre d'achoppement de la municipalité en place. Le centre commercial surtout pose un problème. Tout simplement parce que, là comme ailleurs, Delmas semble avoir été saisi par la folie des grandeurs. Le cabinet Leny Smith, chargé de l'étude préalable avait prévenu : le centre n'était viable que si Montpellier faisait réellement fonction de capitale régionale. Or 80 % de la clientèle du centre est montpelliéraine, 20 % est régionale : l'inverse du pourcentage prévu... Ni les Nîmois, ni les Sétois, ni les Bitterois ne viennent faire leurs achats à Montpellier, cité rivale depuis des siècles et de plus réputée « trop chère »... Et l'avenir s'annonce morose : la crise sévit au niveau national et l'expansion démographique de Montpellier s'est fortement ralentie. Le cap des 300 000 habitants n'est pas pour demain.

Les conséquences de ces erreurs sont d'autant plus désastreuses que sur la demande des promoteurs, la superficie commerciale a été portée de 23 000 m2 à 35 000.... Sinon l'opération n'aurait pas été suffisamment « rentable ». Rentable, le Polygone l'est sans aucun doute pour les promoteurs. Pas pour les commerçants. A commencer par ceux qui s'y sont installés : « Nous payons des loyers très élevés, proteste l'un d'eux... et chaque soir un employé de la société gérante vient contrôler notre chiffre d'affaires... » Et qu'adviendra-t-il si, comme il en est fortement question, les Galeries Lafayette, principale « locomotive » du Polygone en viennent à fermer boutique ?

Mais c'est surtout pour les commerçants de l'ancien centre-ville que la situation est grave. Car faute d'avoir une clientèle régionale, le Polygone attire la clientèle locale. Au détriment des commerces du centre... D'autant que pour assurer la réussite du Polygone, le maire n'a pas craint de le favoriser outrageusement : « Tous les chemins mènent au Polygone », notait récemment le journal « Midi libre ». De fait, la conception de la voirie et celle des sens interdits a été déterminée en fonction de cet impératif. A tel point qu'un étranger à la ville aboutit invariablement... au Polygone. Les tarifs des parkings contribuent aussi à ce phénomène : plus on se rapproche du Polygone, moins ils sont élevés... « C'est une entrave à la libre concurrence », affirme un commerçant. « Jusqu'à présent il n'y a pas eu de faillites », note le maire. Sous-entendu : les commerçants gagnaient tellement d'argent qu'ils ont pu sans dommage encaisser le coup... Ceux-ci apprécieront. Pas de faillites peut-être, mais beaucoup de reventes... La rue de Verdun, naguère l'une des plus actives, est la plus touchée. Le récent aménagement de « l'œuf », la place de la Comédie, la coupe en effet du reste de la ville : retranchés derrière une voie express, les commerçants de la rue n'ont plus qu'à regarder le flot des piétons canalisé vers le Polygone... Récemment les commerçants en colère ont signé une pétition contre Delmas. Le mécontentement se traduira-t-il aux prochaines élections ? Apparemment le maire ne semble pas craindre un revirement de sa clientèle traditionnelle : des « râleurs » sans plus.



Le quartier de La Paillade.

« Le Polygone est en train d'assassiner le centre-ville », affirme Georges Frêche, député de Montpellier et challenger de Delmas aux prochaines municipales. Pas seulement en faisant une concurrence déloyale aux commerces du centre. Mais aussi en accentuant l'asphyxie du centre-ville. « Hypercentre » administratif et commercial, le Polygone provoque un accroissement des déplacements automobiles vers le centre. Et ce n'est pas un hasard si la voirie constitue 47 % des dépenses d'équipement de la ville... « Choisir de tout polariser sur le centre, cela coûte très cher aux Montpelliérains, note Michel Lacave. On sait très bien que plus on construit d'autoroutes urbaines et autres voies express, plus il y a d'automobiles : ces équipements sont saturés d'avance... Et cela n'est pas très sérieux quand on prétend faire une gestion municipale « économe » — l'un des arguments préférés de Delmas... » A cette conception coûteuse les socialistes montpelliérains opposent un urbanisme poly-nucléaire, basé sur l'organisation des centres de quartier et bien sûr sur le développement des transports en commun.

Ségrégation sociale, urbanisme « libéral » à la solde des promoteurs, asphyxie du centre : le bilan du règne Delmas est lourd. D'autant qu'il se solde par un abandon insidieux de la maîtrise municipale sur le devenir de la ville. Notamment par la pratique des « concessions » au

privé. C'est ce que François Delmas appelle « gérer la ville en bon père de famille ». En chargeant les entreprises privées d'assumer ce qui devraient être des services publics. La quasi-totalité des services municipaux sont ainsi « concédés » : les transports en commun, les pompes funèbres, les cantines scolaires — 5,80 F le repas : parmi les plus chers de France... Et il est devenu impossible de stationner dans le centre sans payer sa dime à la S.b.e.-Socea, filiale de Saint-Gobain Pont-à-Mousson qui a obtenu la gestion des parcmètres... pour 30 ans. Coïncidence ? La société Balency-Briard qui a construit les parkings souterrains « Foch » et « Préfecture » est elle aussi une filiale de Saint-Gobain. On comprend que les Montpelliérains se posent quelques questions : est-ce pour ne pas concurrencer les parkings que le stationnement en parcmètres a envahi le centre ? Est-il normal de concéder le territoire public — la rue — à une société privée ? Est-ce légal que des agents municipaux soient en réalité sous le contrôle total d'une société privée ? Louis Constans, professeur de droit à la faculté de Montpellier, est allé au-delà du « ras-le-bol » commun à tous les Montpelliérains. Estimant ces pratiques illicites, il refuse de payer et fait appel à la suite d'un premier procès...

Ce qui n'empêche pas François Delmas de tirer gloire d'avoir fait construire deux parkings sans bourse délier. Et qu'importe si l'accès au centre-ville est en passe, lui aussi, de devenir un luxe...

« La commune est le bien de tous ». Cette affirmation — à laquelle on ne peut que souscrire — fera sans doute sourire beaucoup de Montpelliérains lorsqu'ils apprendront qu'elle est extraite de la préface — signée François Delmas — à une brochure municipale intitulée « Radiographie d'un record ». En l'occurrence s'il y a record, c'est probablement celui de la gestion municipale la plus conservatrice.

MARIE-JOSE BERNARDOT

VOLEM VIURE AL PAIS

PAR ROBERT LAFONT

Simple détail linguistique ou importante question d'histoire ? La phrase derrière laquelle se rassemblèrent les foules languedociennes au printemps de 1976, « vivre et travailler au pays » était l'adaptation d'un mot d'ordre élaboré par le mouvement occitan en 1974. C'est d'ailleurs le nom d'un rassemblement organisationnel : **Volèm viure al país.**

Il y a plusieurs façons d'interpréter ce succès en élargissement ; la plus sûre et la plus prudente revient à noter la convergence d'une analyse faite dans des milieux militants, spécialistes de la « défense du pays », et d'un événement profond qui met en branle les masses. Cette rencontre prouve naturellement la justesse de l'analyse. Le 29 avril dernier, le mouvement occitan commençait à recueillir les fruits d'une longue et patiente campagne d'éveil et d'explication, campagne passée aussi bien par l'élan culturel, par la chanson militante que par la parole proprement politique.

Cela dit, l'ébranlement populaire fut large et complexe, il faut le reconnaître. Contradiction ! C'est bien là le problème. Si l'on considère en liste les motifs que les diverses catégories sociales languedociennes ont eu de se grouper, on aboutit à définir — certains n'y ont pas manqué — un « rassemblement de mécontents », prompt à se briser et dont politiquement on ne peut pas faire grand-chose d'autre qu'une occasion utile. Du coup, les motifs mêmes du rassemblement deviennent anecdotiques ; ses conséquences sont évacuées vers les programmes nationaux déjà en place et vers la politique globale de l'opposition en France. Et finalement, rien ne change dans la conscience publique ; ou rien ne paraît avoir changé. C'est ainsi qu'on « éteint l'histoire ». Il ne faudrait pas que la gauche, devant le Languedoc, se rende coupable d'un pareil affadissement.

Deux questions lui sont posées.

La première concerne l'appréciation des alliances qui se sont nouées en Languedoc, et qui sont allées, il faut le rappeler, du monde ouvrier aux artisans et petits commerçants en passant par l'ensemble de la paysannerie. Ce sont là, globalement, les victimes du capitalisme. Mais en Languedoc, dans une situation spécifique. Pourquoi une pareille vague soulevant la société en la traversant comme une diagonale, ne s'est-elle pas produite ailleurs : à Paris même, ou dans le bassin parisien ? La réponse est donnée entre un maximum et un minimum. Le maximum est l'analyse selon le « colonialisme intérieur » : le Languedoc méditerranéen vit une situation coloniale ou semi-coloniale (désindustrialisation endémique, exportation de main-d'œuvre, économie de traite, étranglement de l'agriculture, transformation en parc à loisirs pour l'Europe puissante), et contre elle il manifeste ; il ne pourra désormais que manifester de plus en plus violemment. Le minimum est la reconnaissance d'une gravité régionale exceptionnelle de tous les phénomènes de destructuration de l'économie et de la société françaises. Même le minimum, que personne n'ose plus mettre en doute (« le Languedoc va mourir » !), pose une région existante comme société et non plus comme circonscription administrative, et luttant pour son existence. Par suite il faudrait bien savoir ce qui s'y passe, et ne pas renouveler certaines réticences des socialistes « parisiens » devant la révolte de 1907. A mon avis, il faut comprendre que dans un pays menacé globalement, le front des classes n'est pas tout à fait le même que dans un pays dont les chances de survie ne sont pas ruinées. Ce qui ne veut pas dire que ce front soit moins « avancé » qu'ailleurs. Il peut au contraire fournir à l'espoir socialiste une prise plus large : par exemple en prouvant que cet espoir existe, est peut-être le seul pour la petite et moyenne paysannerie. C'est toute la question de la contradiction principale et des contradictions secondaires. Et si la contradiction principale était entre l'ensemble des producteurs du Languedoc et le capitalisme extérieur, appuyé sur l'Etat « aménageur-déménageur » du territoire ?

La seconde question naît de là. Que proposer au Languedoc ? Ainsi posée, elle est de peu d'effet, car elle nous renvoie aux programmes déjà élaborés. Certes, il n'est pas vain de rappeler que le Programme commun de la gauche comporte un certain nombre de mesures, en particulier en ce qui concerne la démocratie régionale, dont la mise en application contribuerait à nouer en Languedoc des forces de sauvetage. Mais cela ne suffit pas. Car la situation n'est plus celle d'un dialogue où la réponse est toujours du même côté : du côté des appareils nationaux. Si **Volèm viure al país** est autre chose qu'un vœu pieux, ou une cocarde de localisme chauvin, il y a dans le **nous** de **volèm** l'expression d'une « naissance politique ». C'est dire que la sociologie languedocienne a déjà mis en route une réflexion propre, obscurément, mais sûrement. L'avenir du socialisme est dans la rencontre de cette réflexion et des programmes, comme il est dans la conjonction du mouvement régional et de l'accession au pouvoir à Paris.

En tout cela, le thème occitan apparaît pour ce qu'il est, profondément, véritablement. Non pas un vernis pittoresque, non pas un chauvinisme régional, mais le moyen de poser les questions essentielles. Si la langue d'oc est apparue comme une barrière, c'est qu'elle était une arme : une arme pour comprendre d'abord. Quand une société se sent perdue, elle se rassemble sur ce qu'elle a d'inaliénable, son identité culturelle. Elle y cherche le moyen de reconquérir un avenir. On ne comprend bien ce que l'on peut pour soi que lorsqu'on se situe là où l'on n'est que soi, avec ses seules forces, mais toutes ses forces.

EMMANUEL MAFFRE-BAUGE : "LA BATAILLE DU VIN EST POLITIQUE"

"Vendanges amères." Sous ce titre, Emmanuel Maffre-Baugé vient de publier aux Editions J.P. Ramsay un livre admirable. Ce long cheminement du professionnel — le vigneron — vers le syndicaliste, du syndicalisme « économique» vers la remise en question de notre société, est mêlé à l'aventure de l'homme, ses amours, ses espoirs, ses craintes et ses échecs. Il est mêlé à la culture du vin, à la terre du Midi, à ses hommes. Issu de la bourgeoisie terrienne de l'Hérault, Maffre-Baugé, chrétien convaincu en viendra à soutenir la gauche.

« Il ne s'agit pas de tuer le vieil homme dit Maffre-Baugé, tout n'est pas mauvais en lui. Mais il faut le sortir de lui-même ». En décrivant la vie des vignerons, les difficultés de la viticulture, les choix gouvernementaux, il nous permet de voir comment s'articule une revendication professionnelle aux revendications régionales, et comment les deux impliquent des choix politiques. Ces choix Maffre-Baugé les a faits. Son livre est le récit de ce long chemin, un acte d'accusation contre la politique actuelle et un acte de foi réaliste dans ce qu'il sera possible de faire demain.

« L'UNITE » : « On nous connait si peu ». Cette phrase, dès les premières pages de votre livre rappelle que les citadins, même ceux qui, dans le temps, sont proches de la campagne ont souvent tout oublié de ce qu'est un paysan. Quant aux vignerons, le Français qui pourtant aime le vin, ignore le plus souvent ce que sont leurs saisons et leurs heures. Alors, c'est quoi un vigneron ?

EMMANUEL MAFFRE-BAUGE : Un vigneron, c'est un viticulteur doublé, parfois d'un viniculteur. Un homme qui fait venir le raisin, et qui parfois élève son vin. Faire venir le raisin demande un long travail. Un travail d'homme, car la machine est le plus souvent incapable de remplacer la main.

Après les vendanges, les labours d'automne, il y a la taille. Il est difficile de tailler plus de 500 pieds par jour. Or, il y a entre 3 000 et 4 000 pieds à l'hectare et une exploitation viable, dans ma région ne peut pas en compter moins de 10. Puis il y a les remplacements, arracher les souches qui meurent, en planter de nouvelles. Tout cela dure, de la Toussaint à avril, le mois de la peur. Car en avril il y a les gelées. En une matinée la récolte risque de partir. Car un matin suffit pour ruiner le travail d'une année et, parfois de plusieurs. Puis il y a les labours de printemps. Puis il y a le sulfatage : 8 les années normales et parfois jusqu'à 25. Vient le soufrage et tous les autres traitements. Cela dure jusqu'à juillet. Là, c'est l'accalmie. On dit chez moi qu'en juillet, en regardant sa vigne on la fait périr. Le simple fait de toucher les grappes les « brûle ». Pourtant, en juillet on va à la vigne. Mais très tôt, avant que le soleil ne chauffe. Et là plus de machine du tout. Le tracteur ne peut plus entrer. C'est pour cela que nous disons que la vigne est pourvoyeuse d'emplois. Dans le Midi, sans industrie, sans débouchés, seule la vigne maintient un certain niveau d'emploi. Tuez la vigne et vous aurez la plus grande crise régionale que vous puissiez imaginer.

Arrive le mois d'août. La cueillette va s'échelonner des premiers raisins de table — le chasselas — jusqu'en novembre. Pour ceux qui sont en coopérative les choses s'arrêtent là. Pour les autres, ceux qui élèvent leur vin, commence une autre aventure. Moi je fais mon vin. Ce qu'il faut bien comprendre c'est que si la coopérative a « rogné » notre métier, elle a sauvé tous les petits viticulteurs. Avant, le progrès ne bénéficiait qu'aux gros et aux moyens. Les petits ne pouvaient pas se payer un matériel convenable. Leur vin était médiocre. La coopérative les a libérés et leur a permis de survivre.

— Ce vin, celui que l'on élève dans le Midi, c'est quoi ? De « la bibine » comme l'a dit un ministre ?

— L'Institut coopératif du vin, qui vinifie 65 % de la production du Midi, et contrôle une bonne part du reste, a publié des chiffres. Actuellement 70 % des quantités produites sont des vins « consommables en l'état ». Ils pourraient partir de la cave et aller sur votre table. Cela ne veut pas dire que les autres sont mauvais. Tout simplement ce sont des vins à qui il manque quelque chose : la couleur, le degré. Alors on les assemble, on les coupe. Dans ces vins, une toute petite partie — 1 % de notre production — est notre « verrue », des vins qu'il faut corriger.

En résumé, notre vin est naturel, c'est-à-dire non « trafiqué ». N'oubliez pas que s'il n'y avait pas la chaptalisation, la possibilité de rajouter du sucre, il n'y aurait quasiment pas en France de vin d'origine contrôlée. Il ne faut pas opposer les vignerons entre eux, mais il faut rappeler qu'il y a la France qui enrichit son vin par le sucre et celle qui n'en a pas le droit. Nous faisons partie de cette France-là. Le sucre, ce n'est pas toujours mauvais. Le muscadet par exemple n'est le muscadet que parce que récolté trop tôt. Ainsi on conserve l'arôme. Et pour obtenir le degré nécessaire on rajoute du sucre...

Dans le Languedoc-Roussillon tout n'est donc pas parfait. Mais si politique de qualité il doit y avoir, autant la faire partout et que l'effort consenti par le viticulteur — investissements, diminution des quantités produites — soit rentable. Ce qui n'est pas le cas. La différence de prix, entre le vin courant et le vin de pays par exemple est ridicule. J'entends pour le producteur : 30 à 40 centimes du litre !

— Vient très vite un double argument : si ce vin était bon il se vendrait. Et de toute manière,



SPECIAL MONTPELLIER

faut-il pousser la consommation de vin alors que l'alcoolisme est un fléau national ?

— Bon ? Mais dans quelle catégorie ? Les beaujolais, les bordeaux moyens à 20 F la bouteille ? Qui peut ne consommer que de tels vins ? Ou des vins bons pour les repas de tous les jours, et à des prix réalistes ? Ce qui ne signifie pas qu'il faille en consommer deux litres par jour. Les viticulteurs savent que le vin est une drogue. Certes la plus légère de toutes, la moins dangereuse, mais une drogue tout de même. En 15 ans la consommation de vin est passée de 140 litres par habitant à 109 litres. Nous nous en réjouissons. L'ennui c'est que le vin a été remplacé par de l'alcool...

Ce qu'il faudrait, dit-on, c'est que la production française soit équilibrée, en quantité et en qualité sur la consommation. Mais elle l'est. Il n'y a pas de surproduction en France. Ce qui fausse tout ce sont les importations. Alors que les producteurs limitent déjà leur production, et les viticulteurs sont les seuls à le faire, on autorise l'entrée d'autres vins. Des vins qui vont servir à « fabriquer » du vin de table, du vin de tous les jours. Et là, aucun critère de qualité. Ce qui compte pour les importateurs c'est leurs bénéfices. Donc le prix d'achat.

— Mais en bout de course, de quoi est fait le vin que boivent les Français ?

— La consommation s'oriente vers les vins de pays. Ce sont des vins de table, le tiers état en quelque sorte. Dans le vin il y a la noblesse — les appellations d'origine contrôlée — le clergé — les V.d.q.s. — et le tiers état. Dans le tiers état il y a deux ordres. Les pauvres et les anonymes, les vins de coupage, et les vins de pays qui ont une dénomination géographique. Le vin de table qui n'a pas droit à l'appellation vin de pays représente pas loin de 80 % du vin commercialisé.

Comment fabrique-t-on ce vin ? On prend 60% de vin du Midi, 10% de vin d'autres régions, des vins qui titrent à peine 7,5° et 30 % de vin italien. Tout cela ce n'est pas forcément du mauvais vin. Pour les gros négociants, il n'y a qu'un critère : le prix. La qualité n'entre pas en ligne de compte. Si le vin est bon, tant mieux. Sinon on le « corrige ». Or les vins italiens ne sont pas chers. C'est leur seul avantage. Dans les Pouilles et en Sicile les rendements sont élevés, le degré aussi. Comme il y a beaucoup de vins blancs,on lescolore. Et ils sont moins chers que chez nous, pour tout un tas de raisons. Tout d'abord le coût d'exploitation à l'hectare est la moitié du nôtre. Ensuite, l'Etat qui ferme les yeux sur bien des choses aide. financièrement, à exporter ces vins. Enfin il y a la position de la lire par rapport au franc. Au total le litre de vin de coupage italien coûte près de 30 centimes de moins que le nôtre. Sans qu'il soit possible de comparer les qualités ! Résultat, le vin français ne se vend plus. La « surproduction » est là. Nos cuves sont pleines de vin de bonne qualité et l'on achète à l'étranger des vins ne présentant pas les mêmes garanties.

— Dans la logique libérale et européenne, on peut justifier cela. Après tout si un pays membre produit moins cher, pourquoi s'imposer des charges inutiles ?

— Il faut que l'Etat dise ce qu'il veut. Ou l'on veut un vin convenable, faire vivre une région, assurer un revenu décent aux producteurs, ou l'on joue une autre carte. Aujourd'hui on joue cette autre carte sans dire que l'on a choisi. L'Etat a besoin de réserver des créneaux d'importation aux Italiens. Il ne veut pas revenir là-dessus. Mieux, en prévision de l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun, il lui faut prévoir d'autres créneaux. Car le vin espagnol, qui est bon, ne coûtera lui que 0,43 F le litre. Ce jour-là, même l'Italie aura des problèmes.

En attendant, il faut préparer l'opinion, lui expliquer que notre vin « c'est de la bibine », réduire la production nationale et pour cela étrangler les producteurs. Il faut diviser les producteurs selon les régions et dans chaque région les diviser en plaine et coteau ou selon la taille de leurs exploitations.

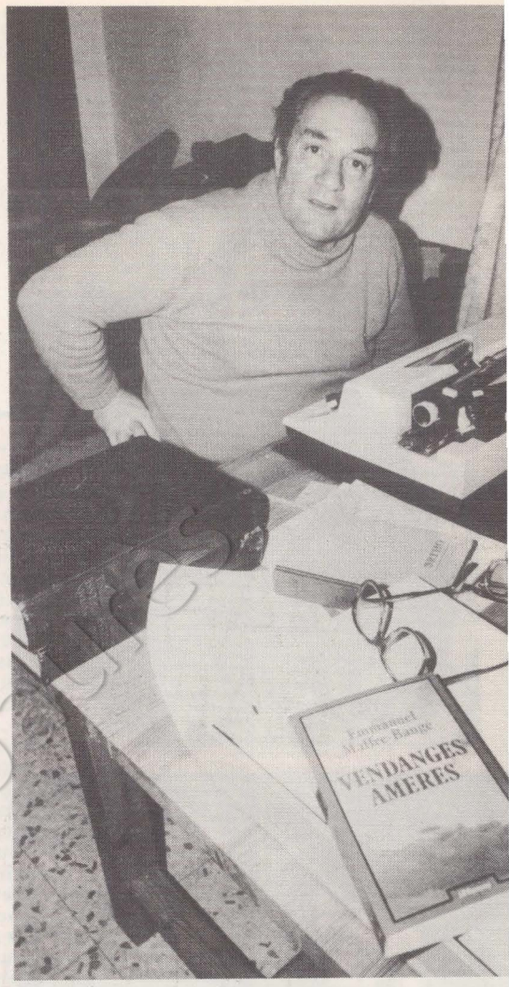
Ainsi on pourra acheter du vin aux autres. Et leur vendre d'autres produits. Au passage on aura tué une région et l'on n'aura pas préservé le consommateur. Voilà le résultat du libéralisme. Voilà contre quoi nous nous battons. Les choix ne sont pas dictés par la nécessité économique mais par une volonté politique. C'est de cette analyse que vient mon engagement.

— Vous parlez d'une région. Tout au long de votre livre on perçoit le cheminement depuis la défense d'un produit, d'une profession jusques aux choix politiques. Mais on mesure aussi la reconnaissance de ce que l'on appelle parfois le fait occitan.

— Le Midi a une réaction épidermique à l'égard de ce que nous appelons les barons du Nord. Rien, ou bien peu, de ce qui a été fait chez nous sur décision « de Paris » n'a été fait dans notre intérêt. On a fermé nos mines, ligoté le peu d'industrie, massacré notre littoral. En même temps on s'est moqué de nous, de notre accent. On a créé un véritable folklore avec la pétanque et le pastis, le pendant de Bécassine en pays breton. Je ne suis pas contre l'idée de nation, mais lorsque le jacobinisme passe les bornes...

Une fois au pouvoir la gauche devra écouter le peuple, oublier les règles à calcul, le technocratisme. Sinon vous ferez les mêmes erreurs d'analyse que les autres. C'est entre autres pour cela que je veux conserver une liberté vis-à-vis de la gauche. Je me battrai avec et pour vous, mais... Or la viticulture représente 50 % de l'économie du Languedoc-Roussillon. La vigne incarne les hommes et le pays. Si nous devons trouver

→



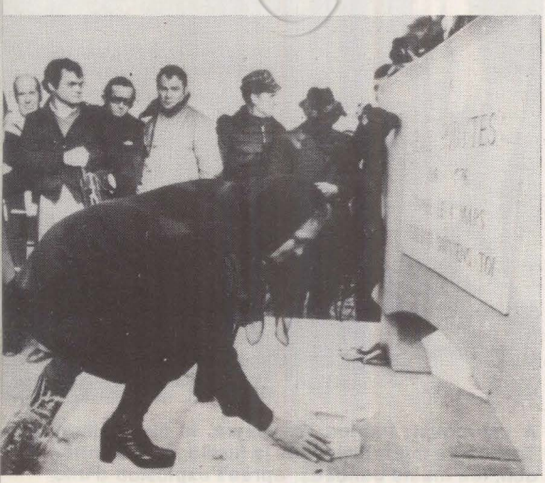


A Lauraguel, Patrice Teysseyre, le fils d'Albert Teysseyre interpellé après la fusillage de Montredon, les mains bandées après l'explosion d'une lettre piégée.





Le train Barcelone-Paris, en gare de Narbonne.



Hommage à Emile Pouytes, tué à Montredon.

les chemins de notre développement en partant de nos richesses et de nos spécificités, la rencontre des viticulteurs et d'un sentiment régional, occitan, était inéluctable. Je ne suis pas autonomiste, je suis, je me sens Français, mais il faut que « ceux de quelque part » puissent, dans le respect d'une planification nationale globale, décider de leur avenir. Nous voulons décider des efforts à faire, des valeurs à conserver, savoir comment les femmes et les hommes pourront vivre et travailler, comment nos sites seront protégés. Et pour la viticulture quel plan viticole régional bâtir. Tout ce que l'on n'a pas obtenu du Pouvoir central, tous les échecs, ce mépris a eu un résultat. Ce que l'on appelle occitanisme est devenu une valeur refuge. Là, entre nous, nous avons pu rêver. Ce rêve il ne faudra pas le décevoir.

Car le Midi est un volcan endormi. Ceux des villes et des campagnes sont excédés. Certes, depuis le drame de Montredon nous avons peur du sang, de la violence et de l'utilisation que le Pouvoir pourrait en faire. Mais chez nous, même les plus jacobins sont portés par la lame de fond qui dit les exigences de notre région.

— Résoudre le problème viticole passe d'abord par des mesures concrètes. Elles sont multiples. Que faudrait-il faire ?

— C'est simple. Il faut résoudre les problèmes de répartition de la terre. C'est le rôle des Safer. Il faut régler les problèmes sociaux, les crédits, développer les coopératives, la mutualité. Sur le plan technique l'emploi du sucre de raisin permettra de réduire la production, évitera la fraude, maintiendra la qualité.

Puis il faut créer un véritable office du vin, c'est-à-dire un office planificateur. Il devra imposer une discipline, promouvoir la qualité, orienter la production, décider des normes de qualité et des prix. Tout cela dans le cadre communautaire, sans faire éclater une Communauté — dont je ne perçois pas les avantages — à laquelle nombreux sont ceux qui sont attachés. On pourra alors compenser les distorsions actuelles.

Lorsque les socialistes ont proposé un office, c'était un office planificateur. Il garantissait un revenu en échange du respect de règles. C'est-à-dire qu'en même temps que le producteur il protégeait le consommateur. Son rôle était moralisateur. Ce n'était pas l'office-baudruche qui nous a été octroyé. Le gouvernement a volé une idée à la gauche, a déguisé un corniaud en l'habillant d'une peau de renard argenté. Certes les ficelles se voient. Je les ai dénoncées. Et ce que je reproche à certains de mes camarades c'est qu'ils voient les ficelles mais se taisent. Aux yeux de la nation, c'est habile : les viticulteurs voulaient un office, ils l'ont. Mais l'office actuel ne résoudra rien, même si le ministre de l'Agriculture trouve, il le dit, que « les responsables de la viticulture sont parfaitement compréhensifs ». Un vrai syndicaliste prend acte lorsqu'il trouve qu'une mesure prise est valable. Et il dénonce le reste.

J'admets le relatif, le compromis. Mais le drame, c'est qu'il n'y a pas de solution aux problèmes viticoles sans planification. Et là on retrouve un choix de société. Il faut pouvoir dire : la France a besoin, cette année de tant de millions d'hectolitres. De telle qualité. A tel prix. Ce faisant, sans rompre avec la Communauté on moralise les échanges communautaires. En fixant des prix de seuil au-dessous desquels ils ne pourront jamais être introduits, on aide les producteurs de ces pays, les salariés, a y être un peu moins exploités. Puis il faut modifier notre vignoble, les structures foncières. On aura alors une viticulture moins lourde à supporter et cela sans avoir sacrifié d'hommes. Offre et demande équilibrées, orientation qualitative, planification, sur ces bases-là, la viticulture a quelques raisons d'espérer. Dans le système politique actuel on ne peut rien obtenir de cela. La bataille n'est plus économique mais politique. J'espère, je pense, que lorsque la gauche arrivera au pouvoir, elle appliquera de tels remèdes. Sinon, si elle se laisse aller à des réactions technocratiques, la viticulture du Midi est finie. Cela se traduira par une agonie, avec les soubresauts qui quelquefois remuent un pays en profondeur. Et il faut se méfier de tels sursauts.

Propos recueillis par
GUY PERRIMOND

L'EMPLOI A MONTPELLIER

L'aménagement touristique de la côte du Languedoc-Roussillon : c'était il y a dix ans le mythe de la « Nouvelle Floride »... Les experts de la Datar promettaient 60 000, voire 80 000 emplois nouveaux. En fait, le tourisme a créé seulement 9 000 emplois permanents. Aujourd'hui les mêmes experts s'interrogent : le Languedoc va-t-il mourir ? En écho s'élève le cri de la manifestation régionale du 29 avril à Montpellier : « Nous voulons vivre et travailler au pays »...

« Capitale » d'une région qui détient le record des bas salaires et du chômage, Montpellier fait figure de privilégiée. De manière très relative. Qu'on en juge :

▶ Chômeurs : 9 000 dont 3 700 chômeurs secourus.

▶ Licenciements : 27 aux Galeries Lafayette du Polygone — et ce n'est qu'un début. 25 à Euroceral. A l.b.m., entreprise « pilote » de Montpellier, licenciement du secrétaire du Comité d'entreprise.

▶ Grèves.

— Fougerolle : les ouvriers ont cessé le travail depuis 15 jours dans l'immeuble du « Triangle » au Polygone.

— Euroceral : face à un patronat inflexible sur le blocage des salaires — malgré une forte expansion de l'entreprise — les 250 ouvriers en grève ont dû reprendre le travail.

▶ Bilan de l'installation d'entreprises : probablement négatif puisque la préfecture se refuse à communiquer les chiffres.



changer la vie quotidienne

PARIS, MON VILLAGE

Une nouvelle collection pour les amoureux de Paris ; l'histoire des arrondissements de la capitale s'ouvre sur ces quartiers, ces villages particulièrement vivants, populaires... et menacés : ceux qui forment le 20e (« Paris 20e », de Michel Dansel, éditions J.C. Simoen). De Belleville à Charonne, de la Commune de 1871 aux opérations immobilières, des petits cabarets évocateurs de mauvais garçons et de midinettes au Père Lachaise, une belle flânerie à s'offrir tant qu'il en est encore tant, avant que le 20e ne soit plus qu'une nostalgie.

LES TRIBUNAUX FONT PSCHTT !

Devant les tribunaux, les consommateurs peuvent gagner. Exemple : Schweppes et le Syndicat national des producteurs de sodas et de boissons gazeuses avaient demandé réparation, devant le tribunal de grande instance de Rennes, après une distribution de tracts qui reproduisaient le guide des additifs alimentaires de l'hôpital de Villejuif. Ce tract précisait que l'additif E 330 (acide citrique) était dangereux. Les plaideurs ont été déboutés après une réaction massive de la Confédération du cadre de vie (C.s.c.v.) d'Ille-et-Vilaine.

LES NUITS DE ROISSY

Le 7 janvier, l'expérimentation de nouvelles trajectoires d'envol la nuit à Roissy devait se terminer. Sans consulter les élus et avant qu'un bilan de l'expérience ait été dressé, on a décidé de prolonger les essais en les étendant aux vols de jour.

La Fédération du Val-d'Oise du P.s. aurait préféré que des décisions simples soient prises : interdiction des décollages et atterrissages la nuit et constitution d'une commission dans laquelle seraient représentés élus, personnel et associations de riverains. La tergiversation, dans l'attente des élections, était-elle bien utile ?

AMENAGEMENT : LES « SUCRERIES » DE LECANUET

L'aménagement du territoire est un art difficile. Le ministre (d'Etat) Jean Lecanuet, nous en persuade chaque jour. Surtout en ces temps qui, comme chacun sait, sont durs. A titre d'exemple, le budget de la Délégation à l'aménagement du territoire (Datar) a été réduit de 10,4 % pour 1977, en particulier celui du Fiat (fonds d'intervention dont les crédits ne sont pas encore affectés au début de l'exercice budgétaire) de 5,7 %... Compte non tenu de la dévaluation monétaire.

Mais, contrairement à ce qu'un vain peuple pourrait penser, ces chiffres ne signifient pas la mort de la politique d'aménagement du territoire. Lecanuet et ses fonctionnaires, François Essig de la Datar en tête, s'emploient à nous convaincre du contraire : Lecanuet déclarant à plusieurs reprises que les politiques de lutte contre l'inflation et d'aménagement de l'espace se rejoignent... Ou bien, le même, avouant son ambition d'imprimer sa marque à son ministère sur le thème de la décentralisation tertiaire.

Car le gouvernement et la Datar s'enorgueillissent de posséder la politique d'aménagement la moins chère d'Europe : le régime des aides et des primes aux implantations industrielles ou tertiaires ne coûte à la France que 0,06 % de sa production intérieure brute, alors qu'il représente en moyenne 0,3 % dans les pays de la C.e.e. Il est vrai que la philosophie de la France en la matière, c'est de préférer une politique à base d'investissements publics en infrastructures. Ainsi Lecanuet a-t-il tendance, selon ses propres termes, à considérer les primes comme des « sucreries ». « Je crois plus aux opérations structurantes ». Une déclaration à mettre en parallèle avec cette autre : « On fait plus pour les régions en leur donnant des moyens de communication qu'en leur permettant d'élire leurs conseillers au suffrage direct ». Tant pis pour cette vieille revendication régionaliste jadis défendue par Lecanuet, alors dans l'opposition. A son avis, il fallait choisir entre l'élection au suffrage universel de la région et du Parlement européen. Et 6 élections de ce type, cela aurait fait trop, jetant notre pays dans un « tourbillon » électoral...

A la Datar, on appuie dans le même sens. Essig ne croit pas que la politique d'aménagement du territoire soit dans une mauvaise passe, bien qu'il reconnaisse comme un « point noir » la diminution du budget du Fiat. « Le temps des très grandes opérations spectaculaires est terminé ; le temps des accroissements de population des grandes villes est terminé ; le temps de l'exode rural est presque terminé ». Après un tel credo — on voudrait pouvoir être aussi optimiste — Essig jette les bases de la nouvelle politique d'aménagement : décentralisation industrielle et tertiaire, équipement des régions par l'Etat. Il nous apprend en même temps que l'Etat refusera dorénavant de subventionner directement certains secteurs d'activité. Après Fos, l'automobile, l'aviation... beaucoup de milliards. Mais que penser alors du fameux plan pour la sidérurgie lorraine ?

Cette « nouvelle » politique destinée à s'adapter à une « nouvelle croissance » fait aussi bien peu de cas de l'agriculture. Pourtant, c'est elle qui retient ce qui reste encore de tissu rural. Sans elle, plus d'artisanat et de petit commerce local, plus de services, plus d'arrière-pays pour les petites villes. Le ministère clame sa volonté de déplacer les activités vers les hommes. Mais que faire si les homme continuent à n'avoir d'autre choix que de rejoindre les grandes villes ?

F. de G.

POUVOIR COMMUNAL ET VIDEO

Pour tout savoir sur l'autogestion et la vie communale, le groupe Vidéo-OO a réalisé les films tournés à Vandoncourt, Coupuray, Grande-Synthe et dans la vallée du Naussac. Les thèmes sont : le partage du pouvoir ; pouvoir local contre pouvoir central ; la commune et son environnement, comprendre et contrôler le budget communal (30, rue du Pressoir, 75020 Paris, tél : 636.03.22).

LES PAYSANS ET LE NUCLEAIRE

Les agriculteurs de Flamanville (Manche) créent un Groupement agricole foncier pour lutter contre l'implantation d'une centrale nucléaire et pour garantir leur outil de travail. Ainsi, le groupe pourra mieux résister aux pressions que les individus isolés, et les procédures d'expropriation seront plus difficiles. La souscription aux parts de 100 F est ouverte (voir le Comité de défense de Flamanville-Crilan, tél. : 52.45.59).

SKI : TOUJOURS UN LUXE

Le ski pour tous n'est pas encore pour demain. Cette année encore les sports d'hiver concernent une infime minorité de Français : 4,7 %, selon les dernières statistiques de l'Insee. Les chiffres par catégories socio-professionnelles sont encore plus éloquents. Ainsi, alors que les ouvriers représentent 34 % de la population, 1,4 % d'entre eux seront présents sur les pistes : les prix des « vacances à la neige » continuent à faire du ski un sport de riches.

Selon une enquête menée par « 50 millions de consommateurs » le coût forfaitaire d'une semaine de sports d'hiver, pour une famille de quatre personnes, peut aller de 2 000 F dans une station des Vosges ou des Pyrénées à plus de 7 000 F dans les Alpes... (Et ce en retenant la solution la plus économique à savoir la location meublée).

De quoi faire rêver les six millions de Français qui gagnent moins de 2 000 F par mois.

Directement du producteur

CHAMPAGNE BARON FUENTE

Vigneron
21, avenue F. Drouet
02310 CHARLY-sur-MARNE

19 à 22 F T.T.C. départ
Prix pour comités et collectivités
Tarif sur demande
Tél. : (23) 82.01.97

L'HOMME VIT AUSSI DE PAIN

Vladimir Boukoski dit que la loi de son pays stipule que chaque habitant a droit à 500 grammes de pain par jour...Le problème actuel est d'exiger que chacun ait effectivement droit à ses 500 grammes. En d'autres termes:nous avons les plus belles lois du monde, appliquons-les !

A l'Est rien ne semble avoir changé. Arrestations, interrogatoires, dénonciations dans la presse, accusations d'espionnage préparant on ne sait quels procès se succèdent. La vieille machinerie, mise en fourrière le temps d'un dégel ou d'un printemps, semble avoir retrouvé toute son efficacité. En Union soviétique, en Tchécoslovaquie, en Pologne et en R.d.a., la répression est de nouveau là, quotidienne.

Pourtant, il ne faut pas s'arrêter à la surface des choses. A l'Est, bien des choses ont changé et ce sont ces changements qui viennent de pousser les autorités, l'Etat et le Parti, à renouer avec les vieilles habitudes.

Tout d'abord, les faits. La contestation n'est pas, dans les pays socialistes, chose nouvelle. Attitude d'intellectuels ou révolte ouvrière, les décennies passées virent des « explosions », brutales, réprimées ici ou là ou des refus individuels, sanctionnés par la prison, le camp ou l'asile psychiatrique. Le premier fait nouveau réside dans l'ampleur prise par cette « contestation ». Puis dans sa simultanéité. Ce n'est plus ici ou là que les choses se passent, mais ici et là.

Cette conjonction n'est pas due au hasard. Elle n'est pas non plus le fait d'un « chef d'orchestre » tout-puissant, capable de manipuler à la fois des individus et des masses. Elle est due à une évolution historique toute simple. Une évolution qui est datée : le 21 août 1968, les habitants du camp socialiste ont compris que toute évolution venant du Parti lui-même était impossible dans des délais prévisibles. L'espoir qui avait été placé, lors du XXe Congrès du P.c.u.s., dans une lente maturation, un retour au léninisme, un socialisme à visage humain sortant des discussions, des confrontations internes au Parti, s'est écroulé.

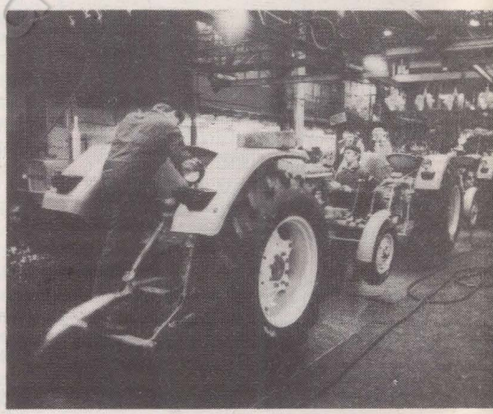
Peu à peu les vieilles habitudes ont été oubliées. Fini le temps ou des intellectuels, des militants tentaient de découvrir le moment ou la raison pour lesquels le régime avait dérapé. Terminées l'élaboration de « solutions de remplacement », la lente confection de « projets socialistes ». Les uns et les autres n'étant bons qu'à remplir les armoires de la police.

A l'Ouest, le XXe Congrès nous avait appris que le Goulag était une monstrueuse réalité. A l'Est, les révélations de Khrouchtchev apprirent plus simplement que l'on en revenait. La différence est de taille. Ajoutez à cela une pression policière adoucie, des peuples ayant perdu les illusions des premières années, des peuples pour qui le slogan « Le bonheur dans vingt ans » n'était plus qu'un phrase dans les manuels de propagande. Ajoutez un zeste d'informations. Celles provenant des radios étrangères considérées, à tort souvent, comme l'expression de la vérité. Celles du Samizdat, cette chronique anonyme de la nuit qui, après avoir brisé le mur du silence, apprenait à chaque lecteur qu'il n'était pas le seul à juger, à critiquer, à vouloir vivre autrement. Et ajoutez encore à cela les difficultés économiques.

Car ces dernières sont réelles. Faut-il démêler l'écheveau des responsabilités, faire la part de l'inflation importée, du mauvais fonctionnement du sytème, des échecs de l'agriculture, des grippages du développement technologique ? Toujours est-il que ne vivant pas en autarcie, participant au commerce mondial, l'U.r.s.s. et les pays de l'Est ont connu quelques difficultés supplémentaires dont ils se seraient bien passés. La fiction de la stabilité des prix continuant à jouer, les consommateurs ont connu les augmentations dues à ce que l'on appelle en France « l'effet qualité » : un produit à prix stable disparaît, mais apparaît pour le remplacer un produit équivalent mais plus cher. Puis il y a eu la raréfaction, les queues ; puis le marché noir. Les correspondants de presse étrangers ont dressé un étrange tableau des magasins moscovites à la veille de Noël : la queue devant les pâtisseries ; les fruits absents à part les pommes et les citrons, le café introuvable tout comme les pommes de terre ou les choux. Et dans un monde devenant ubuesque l'annonce d'une augmentation des salaires de 18% en 1977 pour les 31 millions de salariés les moins payés, a eu comme résultat que tous les Soviétiques s'attendaient à voir les prix augmenter.

En Pologne, en juin dernier, le gouvernement qui officiellement n'avait pas touché aux prix depuis près de 7 ans, c'est-à-dire depuis la révolte de Gdansk, décida de corriger le tir.Des augmentations furent décidées : mais pour les porter à un niveau suffisant les hausses étaient de l'ordre de 25 à 40%. Le résultat ? Des grèves, une émeute, la maison du Parti prise d'assaut. Conséquence : intervention de la police spéciale, des morts, des arrestations, des jugements, des condamnations. Et les hausses reportées...

Mais tout cela s'est déroulé dans un climat nouveau. Car si les choses ont changé, l'essentiel du changement porte sur la revendication elle-même. Les « opposants » ne proposent plus, comme par le passé, une autre voie, un autre modèle, un socialisme différent. Ils proposent tout simplement que les Etats socialistes obéissent à leur propre légalité. Qu'ils respectent leurs Constitutions, les textes signés avec les autres nations comme l'acte final des accords d'Helsinki, la déclaration des Nations unies. Bref, que soit appliquée toute la panoplie légale de ces régimes.

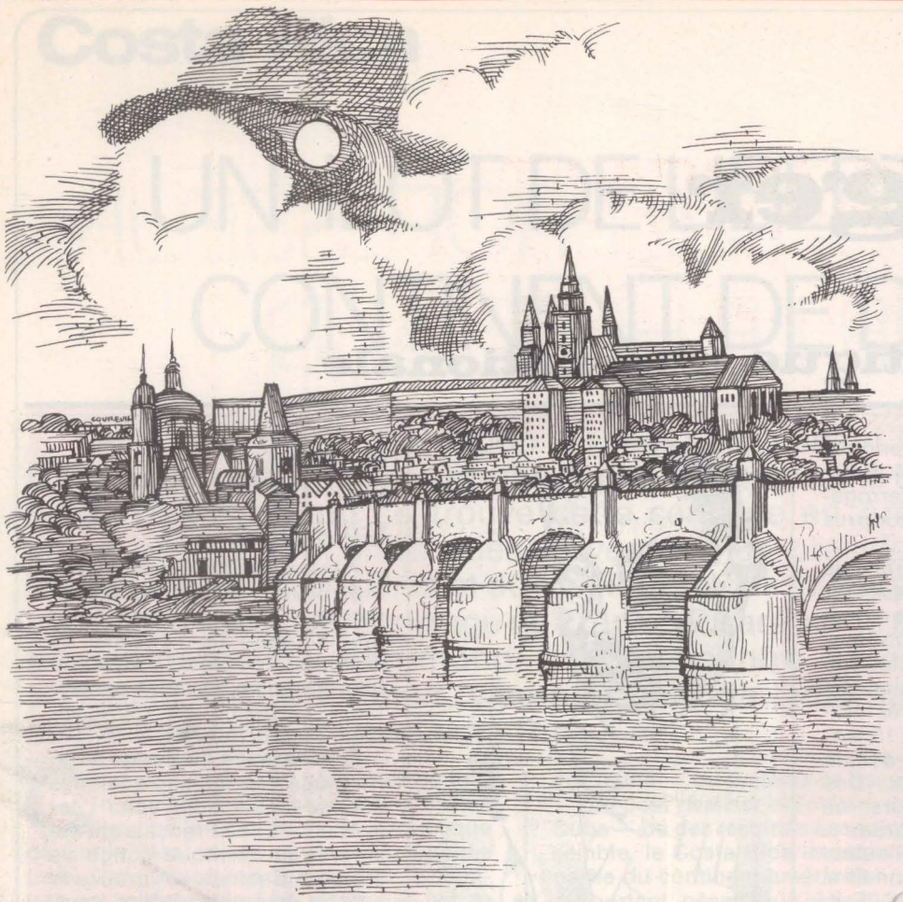


Les usines Ursus, à Varsovie.

Vladimir Boukovski expliquait que si, dans son pays, la loi stipulait que chaque habitant a droit à 500 grammes de pain par jour, le problème actuel n'était pas de discuter du bien-fondé de la norme, de la couleur du pain, mais d'exiger que chaucun ait effectivement droit à ses 500 grammes. Et que personne n'en soit privé abusivement. Cela peut paraître banal. Pourtant, dans la vie quotidienne des pays de l'Est, cette revendication est « révolutionnaire ». Aujourd'hui, les « constestataires » ne remettent en cause « ni le socialisme ni la révolution », comme le disait Georges Marchais mardi dernier. Ils demandent tout simplement le respect des libertés individuelles et collectives.

Charte 77

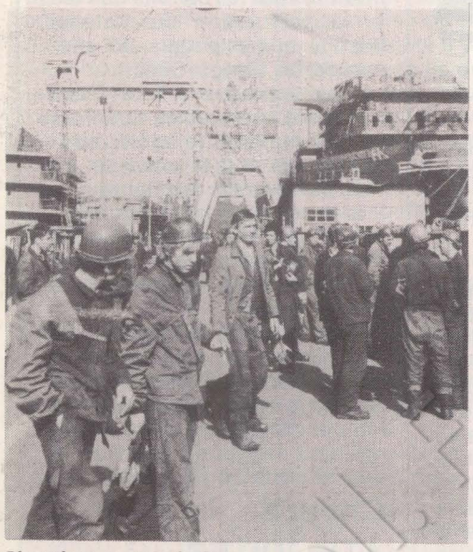
En Tchécoslovaquie, l'exemple est patent. La « Charte 77 », comportant dès l'origine 257 signatures connues, « ne constitue pas une base pour un travail politique oppositionnel... Elle ne veut donc pas proposer son propre programme de réformes politiques ou sociales ou proposer des changements, mais mener dans son domaine d'action un dialogue constructif avec le Pouvoir politique et étatique, notamment en attirant l'attention sur les différents cas concrets de vio-



Le pont Saint-Charles à Prague, vu par Coureuil.



Vladimir Boukovski.



Chantiers navals à Gdansk, en Pologne.

lation des droits de l'Homme et du citoyen ».

En d'autres termes : nous avons les plus belles lois du monde, appliquons-les. Or, comme à l'Est l'époque du secret est révolu, chacun sait, très vite, que des intellectuels, relativement protégés par leur renom international ont enfin les pieds sur terre, qu'ils ne discutent plus de haute politique mais de choses concrètes, qu'ils ne revendiquent plus pour leur liberté, le droit d'écrire, de peindre, de voyager, mais plus simplement pour la liberté, celle de tout le monde.

L'exemple polonais est, à cet égard, révélateur. Après les morts et les condamnations de Radom et d'Ursus, en juillet dernier, un groupe d'intellectuels a manifesté « sa solidarité avec les ouvriers polonais ». Puis, tout en demandant que la loi soit respectée, un appel à la solidarité nationale a été lancé. Outre l'élargissement de la revendication de « l'individuel au collectif », cette solidarité fait éclater un mythe. Tant que les opposants connus à l'étranger étaient des intellectuels, protestaient à partir de leur existence d'intellectuels, une ambiguïté demeurait : malgré les difficultés, les erreurs, la classe ouvrière était à l'écart de ce mouvement — sauf lors des « explosions » explicables par des erreurs ponctuelles — et seul l'Etat et les partis pouvaient la représenter. L'appel à la solidarité ayant été entendu, les fonds affluant, le mythe éclate. L'écart entre dirigeants et dirigés est énorme et la classe ouvrière, tout comme les autres couches sociales, ne se reconnaît plus dans ses dirigeants. Soutenant les emprisonnés et leurs familles, privées des droits les plus élémentaires, les Polonais viennent de le prouver.

Naissance d'une campagne

A Prague, tout comme à Moscou, à Varsovie ou à Berlin, les responsables politiques ont donc à faire face à une « contestation » nouvelle, plus efficace, moins parcellaire. La peur ayant reflué, les signatures s'affichent. Et le mode d'intervention choisi empêche que l'étiquette « antisocialiste », crime entre les crimes, soit épinglée à chacun d'entre eux.

Le 7 janvier, l'écrivain tchèque Pavel Kohout nous prévenait : « Je n'exclus pas que les autorités commencent à préparer une documentation contre nous ». Et il faisait état de films. Depuis dimanche, nous savons. La télévision tchécoslovaque a diffusé ce jour-là un film montrant le directeur d'un théâtre de Prague, Otto Ornest, transmettant une sacoche à un homme présenté comme un diplomate occidental. Ornest avait été arrêté la semaine précédente. Chef d'accusation : « graves activités criminelles dirigées contre les fondements de la République ». Selon l'agence d'Etat C.t.k., Ornest et ses complices auraient « entretenu des contacts avec des forces ennemies étrangères et des milieux d'émigrés pendant longtemps et de leur avoir remis du matériel dommageable pour les intérêts de la Tchécoslovaquie ». Ornest n'a pas signé la Charte 77. Mais les trois autres inculpés, le journaliste Jiri Lederer, le dramaturge Vaclav Havel et Frantisek Pavliceck, ancien directeur de théâtre, sont parmi les signataires du texte...

De même qu'à Moscou une explosion dans le métro a donné naissance à une campagne contre les « manipulés de l'étranger », il semble bien que les dirigeants des pays de l'Est n'aient trouvé, en réponse à la vague de contestation actuelle, que la menace de procès d'espionnage.

Mais il leur faut agir avec prudence. Cette année doit se tenir, à Belgrade, le deuxième volet de la conférence d'Helsinki. Son motif : étudier les suites apportées aux décisions de cette conférence. Il leur faut y arriver « les mains propres ». Leur marge de manœuvre est donc étroite. Car ils ont également à trouver une parade à la cascade de mise en question tous azimuts : intellectuels, ouvriers, nationalistes. Il faut qu'ils le fassent en U.r.s.s. en Pologne ou en Tchécoslovaquie, mais aussi en R.d.a. et, plus étonnant pour certains, en Hongrie, où plusieurs personnalités ont signé un texte de soutien à la Charte 77.

A l'Est, le nouveau c'est donc aussi le courage. Ceux qui luttent pour ce que nous appelons les libertés formelles méritent plus que notre respect. Ils méritent notre aide (1). Car en se battant pour leur peuple, pour eux, c'est un peu pour nous qu'ils se battent.

GUY PERRIMOND

(1) Un Comité de soutien à la Charte 77 vient de se constituer à l'initiative de Gilles Martinet, Pierre Emmanuel et Pierre Daix son secrétariat est assuré par Mme Nicolay, 3, rue des Lions, 75004 Paris.

changer la vie politique internationale

Espagne

LA VIOLENCE CONTRE LE DIALOGUE

Alors que se poursuivait depuis plusieurs semaines un lent processus de démocratisation marqué d'avances et de reculs, l'Espagne est entrée depuis dimanche dernier dans un redoutable cycle de violence qui peut laisser craindre le pire. Le sauvage attentat perpétré lundi soir contre les avocats de gauche réunis à Madrid, dont 5 ont été tués, montre que les ultras du franquisme sont prêts à tout pour créer un climat de terreur rendant plus difficile le dialogue engagé entre le gouvernement et l'opposition. Devant cette situation il est tout à fait remarquable que cette opposition — Parti communiste compris — ait choisi de se joindre au gouvernement pour lancer un appel « à la sérénité et à la responsabilité civique ». Reste à savoir comment pourront être résolus, dans ce climat tendu, le problème de l'amnistie et celui de la reconnaissance légale des partis de gauche, problèmes qui ne peuvent plus être esquivés à partir du moment où il est prouvé que le roi et le Premier ministre Adolfo Suarez ont besoin de l'appui de l'opposition pour venir à bout du « bunker » franquiste.

Maroc

LA MASCARADE D'HASSAN II

Depuis le 3 janvier, 139 militants marxistes - léninistes comparaissent devant la chambre criminelle de la Cour d'appel de Casablanca (39 autres sont jugés par contumace). Ils sont accusés de complot contre le régime monarchiste et de ce fait risquent la réclusion perpétuelle. Ces « frontistes » regroupent plusieurs tendances d'extrême gauche et les inculpés sont essentiellement enseignants, ingénieurs, étudiants. Ils ont passé jusqu'à deux ans en détention préventive et ont subi des sévices. Certains ont passé de longs mois menottes au poignet, yeux bandés. Presque tous ont subi des interrogatoires accompagnés de tortures sophistiquées.

Plusieurs avocats français ont reçu l'autorisation d'assister certains inculpés. Mais le climat des audiences est très particulier. D'après les Comités de lutte contre la répression au Maroc, des incidents très violents se sont déroulés le 18 janvier. Le président avait décidé de renvoyer l'audience. Des murmures s'élèvent alors, on entend le mot de « mascarade ». Le président demande à l'auteur de ce mot de se faire connaître. Tous se lèvent en hurlant « Fasciste ! » et entonnent l'hymne palestinien.

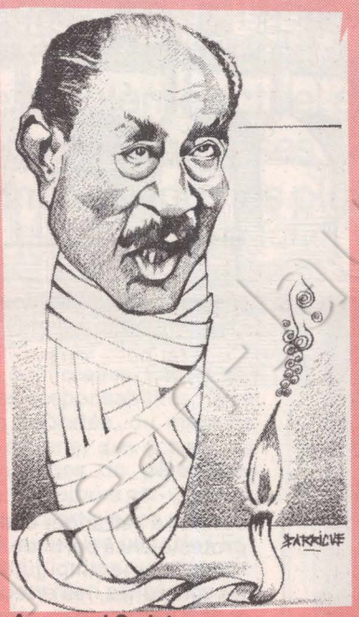
L'audience du 19 janvier a lieu alors qu'une grève de la faim engagée pour 48 heures se poursuit. Les inculpés sont entendus un à un. Dans le même temps 30 membres des familles des détenus sont arrêtés. Les inculpés refusent — sauf 3 — de parler dans ces conditions et demandent à leurs avocats d'en faire autant, etc. La « Justice politique marocaine » suit son cours.

Après un relatif moment de détente dû à l'union nationale sur la question du Sahara occidental, ce procès risque d'être le signe d'un nouveau durcissement. Ce n'est sans doute pas un hasard dans la mesure où les inculpés se sont prononcés pour l'indépendance de l'ancienne colonie espagnole.

Egypte

LE DILEMME DE SADATE

De violentes émeutes ont éclaté au milieu de la semaine dernière dans les principales villes d'Egypte. Des milliers de manifestants ont envahi les rues du Caire et d'Alexandrie. Des pierres ont été jetées, des magasins pillés et de nombreux cabarets détruits. Les manifestants se sont révoltés contre l'augmentation des prix des produits de première nécessité qui les « condamnent à mourir de faim ». Le Président Sadate a fait intervenir l'armée avec une



Anouar el Sadate.

énergie « remarquable ». Bilan : plusieurs dizaines de tués, plusieurs centaines de blessés. Le couvre-feu a été imposé. Très vite, Sadate revenait sur les augmentations de prix et demandait à ses experts une « nouvelle étude de la situation ». Mais dans le même temps une vague d'arrestations était lancée contre la gauche, toutes tendances confondues, des nassériens aux communistes en passant par les indépendants. Le gouvernement veut faire croire à un « complot ». Mais la majorité des observateurs s'ils reconnaissent la présence de « petits groupes d'agitateurs » estiment qu'ils venaient d'horizons vraisemblablement très différents.

Ces émeutes posent en filigrane le problème d'une nouvelle guerre au Proche-Orient. Consacrant une partie considérable de son budget à la Défense nationale, l'Egypte dépend de l'aide économique que peuvent lui accorder les pays arabes modérés ou ses nouveaux alliés occidentaux. Les crédits ont été promis mais les promesses n'ont pas été tenues. Une paix réelle avec Israël est donc pour Sadate la seule solution permettant de sortir de la crise économique. A moins qu'il ne voie dans la guerre un moyen de sortir de la crise politique.

Angola

LE PETROLE DE CABINDA

A la suite de l'enlèvement de 3 ingénieurs français au Congo par des éléments du Flec (Front de libération de l'enclave de Cabinda) le Quai d'Orsay a publié une mise au point contestant l'existence de représentants du Flec à Paris.

L'ambassade du Congo à Paris a jugé bon de faire quelques « remarques » dont voici l'essentiel : « Les 3 Français ont été enlevés en territoire congolais et non à Cabinda » A preuve le « lâche massacre de nos compatriotes par les bandits du Flec et la destruction du matériel destiné aux chantiers du chemin de fer Congo-Océan ».

L'ambassadeur a fourni des « preuves irréfutables quant au soutien matériel, financier, stratégique et moral accordé au Flec par les pays occidentaux ». Il a en outre « fourni des informations sur Me Jean-Luc Varaut avocat de ladite organisation et M. Marcel Bory représentant du Flec à Paris ».

Rappelons que l'enclave de Cabinda est riche en pétrole et que le Zaïre, la France et d'autres pays occidentaux ont tout fait pour la séparer du territoire national angolais depuis la guerre civile de 1975-1976.

Chypre

ATROCITES A LA TURQUE

Le journal britannique « Sunday Times » a publié dimanche dernier des extraits d'un rapport secret établi par une commission de 17 membres du Conseil de l'Europe enquêtant à Chypre. Ce texte établit une série de meurtres de civils de l'île commis par l'armée turque installée depuis l'invasion de 1974, ainsi que de multiples viols de femmes entre 12 et 71 ans, de tortures infligés à des Chypriotes grecs emprisonnées, enfants compris... Le « Sunday Times » suggère une démarche du président Carter — mais pourquoi les Européens ne prendraient-ils pas eux-mêmes une initiative ?

Costa Rica

UN ILOT DE LIBERTE DANS UN CONTINENT DE DICTATURES

A la tête d'une délégation du P.s. comprenant Gaston Defferre, Lionel Jospin, Antoine Andrieux et Antoine Blanca, François Mitterrand se trouve cette semaine en Amérique latine où il a rencontré successivement les présidents du Venezuela, du Costa Rica et du Mexique. Nous avons publié il y a quinze jours un reportage de Francis Pisani sur le premier de ces pays. Guy Perrimond, qui a rencontré à Genève le président Daniel Oduber, vice-président de l'Internationale socialiste, parle ici du Costa Rica.

« Chez nous les exilés politiques de tout le continent sont chez eux ». Daniel Oduber, président de la République du Costa Rica, laisse percer une légitime fierté. Dans une région du monde où la dictature est la règle, son Etat, minuscule îlot de démocratie a su ne pas se replier sur lui-même, mais offrir aux exilés un lieu de refuge. « Pour deux millions d'habitants il y a plus de 4 000 réfugiés politiques. Et ils ont les mêmes droits que les nationaux. Au fil des années, hommes politiques, syndicalistes ouvriers et paysans sont venus ici. Certains ont pu repartir, retourner chez eux. Par exemple l'actuel président de la République du Venezuela. Nous les avons accueillis, eux nous ont aidés ».

Pouvoir, durant des décennies être un « asile », une « base de repli » n'est pas en Amérique chose facile. Surtout lorsqu'à cette caractéristique s'en ajoutent quelques autres :

▶ Le Costa Rica a une économie relativement solide et équilibrée où l'Etat est maître des secteurs stratégiques.

▶ Le Costa Rica est le seul pays du continent sans armée depuis 1949 : la Constitution l'a interdite. C'est-à-dire sans coup d'Etat. Depuis, la plus grande caserne de la capitale, San-José, a été transformée en musée des Beaux-Arts.

▶ Sa politique étrangère, elle aussi, fait preuve d'une indépendance, peut-être relative mais certaine, par rapport à celles des Etats environnants.

« Malgré notre nom — « Côte riche » — nous étions très pauvres, très petits. Comme il n'y avait plus d'Indiens, ce sont des paysans espagnols qui s'installèrent dès le XVIe siècle. Pays de petite exploitation où l'égalité était un fait, pays sans oligarchie, nous avons pu suivre peu à peu une voie originale ».

88,4 % d'alphabétisation

Et la comparaison avec les autres pays d'Amérique latine est édifiante. Qu'il s'agisse de la « démocratie politique », du droit à l'enseignement — le taux d'alphabétisation est de 88,4 %, le plus élevé d'Amérique latine —, du système de Sécurité sociale — qui peut rivaliser avec celui en vigueur à Cuba — ou des résultats économiques d'ensemble, le Costa Rica semble ne pas faire partie du continent américain.

Pourtant, pèsent sur cette République — 10 fois plus petite que la France — les problèmes que connaissent tous les pays du tiers monde. Vivant d'exportation agricole, achetant à l'étranger son énergie et les produits manufacturés, le Costa Rica a subi, de plein fouet, la crise de 1974. Pour Oduber, si son pays a réussi à sortir assez vite de cette crise, à maîtriser le taux d'inflation — aujourd'hui plus faible qu'en France — à maintenir l'emploi, à reconstituer des réserves monétaires, « c'est que la démocratie est plus efficiente que la dictature ».



Daniel Oduber.

Et pour l'actuel président de la République cette démocratie peut durer car outre la disparition de l'armée — la police emploie 5 000 personnes — l'effort d'éducation est énorme : 60 % du budget national lui est consacré contre 1,2 % à la police. Enfin, la maîtrise de l'avenir économique permet d'éviter ou de minimiser les crises. « Par l'intermédiaire de sociétés mixtes — investisseurs étrangers et l'Etat — nous avons pu créer des zones industrielles. Mais c'est l'Etat qui a conservé la maîtrise totale de secteurs comme la banque, l'électricité, le pétrole, les ports, les chemins de fer et la santé ».

Le café pèse lourd

Face à ces résultats, d'autres faits pèsent lourd. Gros exportateur de café, le Costa Rica a dû faire face durant de longues années à une « stabilité » des cours plus que dommageable alors que le prix des importations ne cessait de croître. Durant près de 20 ans en effet, le prix du café était resté le même en monnaie courante : 4 francs le kilo. Mais entre 4 francs de 1950 et 4 francs de janvier 1975, quelle différence ! Surtout lorsque ces 4 francs sont ensuite consacrés à l'achat de matériels industriels. Même chose pour la banane, autre richesse du pays. A cela s'ajoute un taux de natalité élevé, ce qui freine sérieusement le développement du pays. Car il est difficile pour un pays essentiellement rural d'obtenir des taux de croissance élevés. Il faut d'abord industrialiser, pour absorber la main-d'œuvre, limiter les importations. Ce qui ne se fait pas en un jour. Et en attendant, le niveau de vie, s'il est un des plus « élevés » de la région, est loin de correspondre à nos standards. Par exemple, les éleveurs se plaignent de « l'énormité » de leurs stocks de viande. Ils souhaitent l'exporter car ils savent que la consommation intérieure ne pourra pas l'absorber !

Entouré de dictatures, proche des Etats-Unis, le Costa Rica est bien de ce continent. Et au moment où Jimmy Carter entre en fonctions, c'est vers Washington que les responsables costaricains regardent : « Si l'Europe s'organise, si elle montre aux Etats-Unis qu'elle a une politique latino-américaine, des changements sont possibles. » Pour Oduber « les administrations démocrates ont toujours été plus attentives aux pressions progressistes. Qu'il s'agisse des intellectuels, des syndicats, nous savons que nous serons aidés. C'est-à-dire qu'on nous laissera choisir notre chemin. C'est tout ce que nous souhaitons ».

G. P.

LA RAISON... POUR LE PROFESSEUR, LE CŒUR... POUR LE HUSSARD

Les empoignades au sein de la majorité risquent-elles de compromettre la timide confiance en train de renaître au sein du patronat ? Pour plusieurs responsables du C.n.p.f., il ne faut pas sous-estimer cette éventualité.

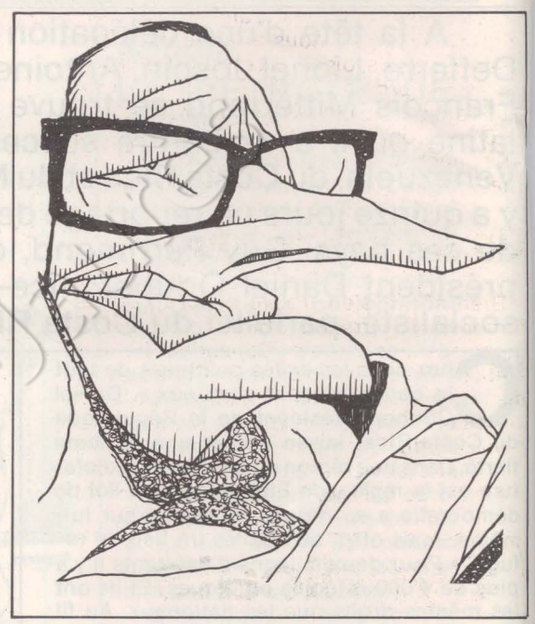
L'assemblée générale du patronat français la semaine passée l'a confirmé : la grogne contre Valéry Giscard d'Estaing demeure. Les patrons se sentent toujours orphelins de Georges Pompidou. Malmenés par une situation économique nouvelle, après avoir multiplié les cris d'alarme et prédit des catastrophes, nombre d'entre eux se sont réfugiés dans un attentisme prudent. Même le titre de « meilleur économiste » décerné à Raymond Barre n'avait pas réussi à les en faire sortir. Il avait fallu les injonctions les plus énergiques du patron des patrons, François Ceyrac, soutenu sans enthousiasme par les autres dirigeants du C.n.p.f. — seul Ambroise Roux, patron de la C.g.e., semble avoir opté dès le départ pour le plan Barre — pour décider les industriels à faire quelques investissements sans attendre l'échéance des législatives.

Acculés, de nombreux dirigeants d'entreprise ont accepté de suivre Ceyrac et de considérer Raymond Barre comme leur seule chance de s'en sortir. Non que le plan Barre emporte leur complète adhésion, loin de là. Mais incontestablement, en un an, le Premier ministre a marqué des points. Jamais les relations entre l'Hôtel Matignon et l'Avenue Pierre 1er-de-Serbie n'ont été aussi bonnes. Certains vont jusqu'à dire qu'on ne leur trouve pas d'équivalent dans toutes les annales de la Ve République. « Pour la première fois, nous discutons de technicien à technicien, affirme le dirigeant d'une fédération patronale. Les considérations politiques n'entachent pas sans arrêt le raisonnement de Raymond Barre comme c'était le cas avec les autres Premiers ministres. » Tous les reproches faits à Valéry Giscard d'Estaing par les milieux patronaux — il n'est pas un fanatique d'une croissance industrielle à tout prix ; il semble atteint de « réformite », ou maladie de la réforme — se trouvent donc tempérés à leurs yeux par l'orthodoxie de son Premier ministre.

Mais ce n'est pas toujours suffisant pour calmer les inquiétudes des patrons de base, notamment ceux des petites et moyennes entreprises.

L'arrivée en lice de Jacques Chirac ne pouvait qu'ébranler un équilibre déjà précaire et renforcer la perplexité du « marais ». Certes, se sont ralliés sans hésiter à sa candature les milieux patronaux les plus conservateurs, poujadistes, nostalgiques d'un pouvoir fort, toujours prêts à jouer la politique du pire. Pour eux, puisque l'abcès existe, il faut le crever, même au prix d'élections anticipées. Et si la gauche perd, on pourra enfin agir à sa guise. Parmi ces partisans, certains dirigeants de l'Union des organisations patronales de la région parisienne, responsables du financement en 1974 des journaux diffamatoires anti-Mitterrand.







François Ceyrac et Ambroise Roux.

Pourraient également se rallier à Chirac ceux qui trouvent la médication de Barre trop amère. Les sanctions susceptibles de tomber sur les patrons qui auront dépassé les augmentations officielles de salaires dans leur entreprise déclenchent des colères noires. « Il faut comprendre, explique-t-on avenue Pierre 1er-de-Serbie : si on augmente les salariés d'un côté, de l'autre on nous refusera l'augmentation de nos prix. Autant nous coincer dans une souricière ! » Dans ce contexte économique difficile, le sentiment d'impuissance à se sortir d'un mauvais pas, la peur de l'avenir, les incertitudes présentes débouchent, pour beaucoup de chefs d'entreprise, sur la quête désespérée d'un sauveur. Autant de gagné pour Chirac.

Encore faudrait-il que celui-ci perde sa réputation de « hussard » imprévisible, qui « fait des coups » sans autre avis que le sien. Si dans l'esprit de nombreux dirigeants patronaux, Chirac remporte la palme du manœuvrier politique le plus habile, Barre l'emporte sans discuter par son image de sérieux et de pondération. Auxquels on oppose volontiers l'absence de travail, les études de dossiers trop hâtives au passif de Chirac. Mais le plus grave n'est pas là. Ce que redoutent surtout les dirigeants patronaux, c'est la façon dont le député de la Corrèze use volontiers d'une démagogie populiste. Alliée à son

côté imprévisible, elle leur fait craindre le pire. Cette fois, il nous a fait le coup de la mairie de Paris, disent-ils en substance. Que fera-t-il la prochaine fois ? Le coup de l'actionnariat ? De l'impôt sur la fortune ?

C'est probablement ce dernier danger qui fait pencher — sans enthousiasme — une majorité des patrons en faveur de Barre.

Un petit livre rouge

Bien sûr, il s'en trouve encore pour affirmer que Barre ou Chirac, c'est bonnet blanc et blanc bonnet. Cependant ils ne le nient pas : si le duel d'Ornano-Chirac pour la mairie de Paris les amène à trop se porter de coups bas, les répercussions sur la vie économique du pays ne se feront pas attendre. Ainsi le 20 janvier, avec l'annonce de la candidature de Chirac, l'inquiétude du monde des affaires s'était aussitôt traduite par une baisse à la Bourse de Paris.

Amplifié par la radio, la presse et la télévision, le duel R.p.r.-R.i. est inconstestablement ressenti comme une menace sérieuse par la plupart des industriels. La dernière analyse de la Banque de France concluait à une reprise des affaires : timide, certes, mais indiscutable, surtout sur le marché extérieur. Le mois de décembre, dans bien des secteurs, s'est révélé bien meilleur que ne l'escomptaient les experts officiels. Le dernier indice des prix, consacrant — qui s'en étonne ? — les efforts de Barre, devrait conforter les patrons dans leur confiance envers le Premier ministre et les pousser à poursuivre leurs investissements. A moins que l'éventualité d'une crise de régime ne les précipite à nouveau dans un attentisme d'où Ceyrac avait eu le plus grand mal à les faire sortir.

Le démarrage anticipé de la pré-campagne électorale législative risque de bousculer les plans du C.n.p.f. Jusqu'à présent, il gardait de côté les campagnes mises au point par son service politique. Non seulement contre le programme commun et le P.c., mais aussi contre le P.s. Ceyrac semblait décidé à ne rien faire avant d'avoir le résultat des élections municipales.

Mais déjà, on parle de distribuer à plusieurs milliers de chefs d'entreprise un petit livre rouge recensant toutes les calamités qui s'abattraient sur leur tête si la gauche arrivait au pouvoir. Il faut bien agiter un peu l'épouvantail. Car toutes les analyses du C.n.p.f. arrivent au même résultat : un trop grand nombre de patrons — fatalité ou sentiment que cela ne pourrait être pire ? — se font à l'idée de la victoire de la gauche.

CHRISTINE COTTIN

Syndicats

LA GUERILLA PLUTOT QUE LA GUERRE DE TRANCHEES

Un calendrier social chargé pour cette dernière semaine de janvier. Une mise au point sans équivoque du Premier ministre sur les intentions gouvernementales en matière sociale. C'est à Selles-sur-Cher, dans le Loir-et-Cher, à la veille des grèves dans le secteur public et nationalisé, que Raymond Barre a précisé à nouveau que négociation et concertation, ce serait pour une autre fois : « Le droit de grève existe. La grève aura lieu. Mais la politique du gouvernement ne changera pas. Pour le reste, depuis le mois de septembre, on a assisté de jour en jour à des attitudes, des comportements et des commentaires qui relèvent d'une agitation superficielle, mais qui ne correspondent pas au sentiment profond de ce pays. Je vous ai déjà dit que je n'étais pas sensible à l'agitation. Ceux qui ne l'ont pas compris le comprendront. Ils prendront le temps. Et moi, j'attendrai qu'ils aient compris. »

Avertissement clair à ceux qui négocient les accords salariaux dans le secteur public : l'augmentation du pouvoir d'achat n'est pas pour aujourd'hui. Pas plus que la diminution du nombre de chômeurs. Le Premier ministre, qui se refuse à être un « marchand d'illusions » — un reproche que nul encore n'a songé à lui adresser ! — l'a expliqué, lundi, à Bourges, où il a donné son opinion sur le chômage : « Il serait illusoire de croire que nous allons résoudre rapidement ce problème. »

En fait, Barre a expliqué lui-même pourquoi des milliers de personnes se sont retrouvées dans les rues ou ont fait grève cette semaine. Ce sont les cheminots qui ont donné le coup d'envoi, mardi soir, en paralysant le trafic jusqu'au jeudi matin. Jeudi a marqué le point culminant de l'action avec la grève des fonctionnaires, des hospitaliers, des communaux, des employés de la Sécurité sociale, des salariés d'Air France et des postiers : à noter que le front syndical était ce jour-là très large, puisque les 7 organisations de fonctionnaires avaient, ensemble, lancé le mot d'ordre. Et l'on n'avait pas vu depuis très longtemps à Air France le personnel au sol et les navigants, les pilotes, les mécaniciens et les hôtesses manifester ensemble leur mécontentement.

« Un développement de l'action qui correspond à ce que nous avions pressenti, commente André Allamy, responsable national de la C.g.t. Une action partant de revendications concrètes, comme le prouve la participation quasi totale des organisations syndicales. » Enfin, toutes les fédérations de mineurs appellent à la grève pour lundi prochain ; et mardi les électriciens de la C.g.t., de la C.f.d.t. et de F.o. pratiqueront des coupures de courant.

Les syndicalistes le reconnaissent volontiers : ce n'est pas au lendemain de ces journées d'action que le gouvernement va, brusquement, céder et proposer de lui-même des entorses au plan Barre. Car, comme le constate Albert Mercier, secrétaire national de la C.f.d.t., « nous sommes vraiment dans une situation nouvelle. Le front gouvernement-patronat est extraordinairement dur. Le blocage est tel qu'il ne se limite pas à l'application du plan anti-inflation, et va jusqu'à la dénonciation systématique des accords passés ». L'attitude de la direction de Renault lock-outant immédiatement 900 métallurgistes à cause de la grève bloquant les chaînes de montage des R 4 et des R 6, est d'ailleurs révélatrice de ce durcissement patronal.

Mais les syndicats ne comptent pas s'arrêter à des journées d'action qui, si elles montrent l'ampleur du mécontentement et font réfléchir le Pouvoir, n'ont pas toujours l'effet dissuasif nécessaire. Aujourd'hui, les états-majors des confédérations réfléchissent à de nouvelles formes de lutte. En tenant compte de la crainte engendrée par le chômage. Et du fait que les effets néfastes du plan Barre ne se feront sentir concrètement sur les salaires que d'ici un mois ou deux, quand on ne verra pas sur les fiches de paie les augmentations indiciaires habituelles. La C.g.t. a demandé à ses organisations de développer les initiatives tous azimuts, en consultant les travailleurs de chaque entreprise. Partant, en cela, d'une analyse élaborée en commun avec la C.f.d.t. : il faut, partout, contraindre chaque patron à aller au-delà du plan Barre.

Mais si la C.g.t., tout en préconisant des actions locales, s'appuyant sur des revendications concrètes, n'élimine aucune forme d'action, la C.f.d.t. avoue une certaine méfiance à l'égard des grèves illimitées, par exemple, ou de tout autre mouvement risquant, face à un patronat dur, de mener à une impasse. La préférence irait aujourd'hui à des tactiques de harcèlement, à des formules plus souples, dont on verra sans doute des exemples lors de la campagne sur l'emploi, lancée par les deux organisations pour la seconde quinzaine de février.

Car la bataille menée en ce moment dans le secteur public et nationalisé pour le pouvoir d'achat ne fait pas oublier aux syndicats l'autre volet du plan Barre. Nombreux sont les syndicalistes qui estiment que l'emploi s'est encore plus dégradé que les salaires, et l'un deux rappelle : « L'échéance de notre lutte contre ce plan est d'éviter que la restructuration industrielle ne se paie, en fin d'année, par 200 000 ou 300 000 chômeurs supplémentaires. »

MICHELE KESPI-BACKMANN

Convention antiterroriste

EUROPE, EX-TERRE D'ASILE

Tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté a droit d'asile sur les territoires de la République ». Clairement affirmé dans la Constitution de 1946, le droit d'asile fut ainsi réaffirmé dans les mêmes termes par celle de 1958. Mais voici qu'aujourd'hui tout cela est remis en question.

Si la France a pu passer pour la patrie des libertés, le respect du droit d'asile y tient une large part. Un droit que l'on trouve également garanti, comme le relève Gérard Soulier, professeur de droit, par la loi française du 10 mars 1927 : « L'extradition n'est pas accordée lorsque le crime ou délit a un caractère politique, ou lorsqu'il résulte des circonstances que l'extradition est demandée dans un but politique ». Grâce à de tels textes, combien de militants menacés dans leurs pays, pour s'y être dressés contre l'oppression, n'ont-ils pas trouvé refuge et tranquillité en France ?

Or à l'initiative de Jean Lecanuet, alors Garde des Sceaux, toujours empressé à manifester son zèle européen, y compris de la manière la plus contestable, une « convention pour la répression du terrorisme » a en effet été élaborée par le Comité européen pour les problèmes criminels et adoptée le 10 novembre 1976. Ouverte depuis jeudi à la signature des ministres des 19 pays membres du Conseil de l'Europe, cette convention aboutit à la négation de l'asile politique. La conséquence en est, notamment, que les infractions politiques y sont ramenées à de simples infractions de droit commun. Derrière ce glissement juridique inquiétant, on retrouve la doctrine de la sécurité chère à Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur.

Dixit Lecanuet

Comment s'opère ce glissement ? L'article premier de la convention retire tout caractère politique à de nombreux actes qui, jusqu'alors et dans certains cas, pouvaient s'en réclamer. Ainsi pour la piraterie aérienne ; les attaques contre la vie et la liberté des personnes ayant droit à une protection internationale ; les enlèvements, prises d'otages et séquestrations ; l'utilisation de bombes, grenades, armes à feu automatiques, lettres ou colis piégés ; ainsi, enfin, pour la tentative de commettre comme co-auteur ou complice l'une de ces infractions. Dans tous ces cas, l'extradition deviendra automatique entre les Etats signataires de la convention. La Justice de l'Etat sollicité pour extrader n'aura plus la possibilité d'apprécier, éventuellement, le mobile politique de l'auteur de l'acte incriminé.

Mais l'article deuxième de la convention va encore plus loin : « Un Etat contractant peut ne pas considérer comme infraction politique... ou comme infraction inspirée par des mobiles politiques tout acte grave de violence qui n'est pas visé à l'article 1er et qui est dirigé contre la vie, l'intégrité corporelle ou la liberté des personnes. Il en sera de même en ce qui concerne tout acte grave — ou la tentative de le commettre comme co-auteur ou complice — contre les biens, autres que ceux visés à l'article 1er, lorsqu'il a créé un danger collectif pour des personnes. »

Le flou de la formule « créer un danger collectif pour des personnes » aboutit de fait, à rendre l'extradition quasi automatique. Il retire notamment aux juges leur pouvoir d'apprécier réellement les mobiles qui ont animé un individu visé par une demande d'extradition. « La convention, constate Soulier, empêche donc cette prise en considération des mobiles par les magistrats. Elle ôte toute substance à leur pouvoir de contrôle. On propose dans un premier temps l'adoption de ce texte pour des raisons de circonstances, la prétendue montée du terrorisme. Puis la convention, une fois adoptée, a ensuite toutes chances de s'étendre. Il apparaît ainsi que l'Europe se dote en priorité d'un instrument juridique de répression, avant même de garantir les libertés des ressortissants des pays qui la composent. En confondant volontairement le militant politique avec, par exemple, un quelconque trafiquant de drogue, cette convention révèle un processus européen de dégradation des libertés. La disparition de la notion d'infraction politique entraîne celle du droit d'asile : plus de délinquants politiques, plus de réfugiés politiques. Avec une telle convention meurt donc une des plus remarquables institutions de la tradition libérale qui remonte au XIXe siècle ».

Le Syndicat de la magistrature a lui aussi ressenti le danger représenté par cette convention, qu'il a condamnée lors de son dernier congrès. Il relève cette déclaration de Lecanuet lors de la réunion au cours de laquelle les ministres européens en ont adopté le texte : « Il semble indispensable que la Justice des pays démocratiques, comme ceux du Conseil de l'Europe, s'assigne avec vigueur une double obligation : garantir les droits de l'homme et les libertés individuelles, mais aussi assurer la sécurité des personnes. Une liberté sans sécurité cesse d'être une liberté... » Selon le Syndicat de la magistrature, cette référence à la doctrine de la sécurité chère au ministre de l'Intérieur révèle le véritable enjeu de la convention antiterroriste : « Il s'agit de relayer dans l'opinion publique française la criminalité violente comme facteur essentiel d'insécurité. Car on ne peut prétendre éternellement, au risque de démontrer l'inutilité des initiatives fracassantes du ministre de l'Intérieur, que celle-ci est en augmentation ».

« Cette convention, poursuit le Syndicat, respecte donc un certain parallélisme des formes : d'une part les actes de terrorisme y sont dépolitisés et, d'autre part, on souligne leur caractère odieux ».

Les Basques de l'île d'Yeu

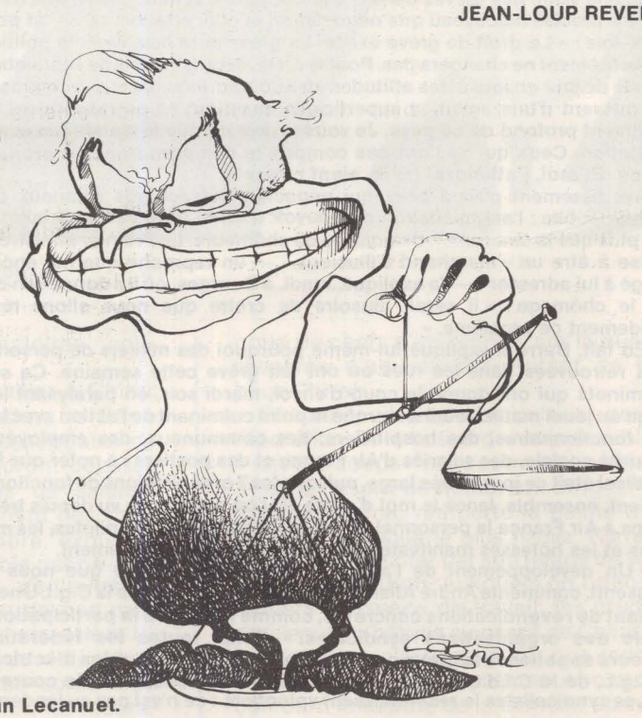
Jusqu'ici, l'extradition s'est couramment pratiquée entre les divers pays concernés. Sauf précisément en matière politique. Dès la signature de la convention, les actes politiques ou à mobile politique pourront être assimilés à des infractions de droit commun. Le droit d'asile aura donc vécu. D'ores et déjà, 15 pays sur les 19 concernés sont disposés à signer. Ce nombre a de quoi étonner lorsqu'on sait que la plupart des conventions européennes, le jour de leur signature, n'ont recueilli que celles de 3 ou 4 pays. Le succès sans précédent de la convention antiterroriste est donc pour le moins troublant, dès lors qu'on veut bien considérer objectivement la situation politique en Europe. Pourquoi fallait-il un tel instrument aujourd'hui ? Et, surtout, pourquoi n'avoir pas défini de façon précise et limitative les actes visés par cet inquiétant projet ?

Bien que la France, par Lecanuet interposé, soit à l'origine de la convention, sa position à la veille de la signature était des plus réservées. L'affaire Abou Daoud aidant, le ministère des Affaires étrangères y a surtout vu des risques de complications diplomatiques. On pouvait donc s'attendre que notre pays émette, en signant, certaines réserves visant au maintien de l'asile politique, voire des réserves plus générales pour se réserver le droit de ne pas extrader. En ce cas, la convention perdrait en France une grande partie de sa signification.

Au moment où la République fédérale d'Allemagne vient d'obtenir l'extradition de Detief Schultz, membre de la bande à Baader, par le tribunal de Colmar, tandis que les Etats-Unis se sont vu refuser par le tribunal de Paris celle de quatre militants noirs américains qui avaient détourné un Boeing sur Alger, il apparaît que le droit d'asile subit déjà de graves accrocs. Au nombre de ceux-ci, le Parti socialiste relève, avec indignation, la situation faite aux dix militants basques assignés à résidence depuis le mois d'octobre à l'île d'Yeu, « sous une surveillance particulièrement stricte et sans que rien n'ait pu leur être reproché ».

Malgré de nombreuses et regrettables bavures, le droit d'asile reste toutefois garanti par la Constitution. Il importe donc de le maintenir et, pour ce faire, de s'opposer à l'application de la convention en France. Si, comme c'est probable, notre pays la signait, il faut espérer que le Conseil constitutionnel saurait trancher dans le même sens qu'il l'a déjà fait pour la fouille des automobiles réclamée par Poniatowski. Dans un cas comme dans l'autre, ne s'agit-il pas de défendre des libertés fondamentales ?

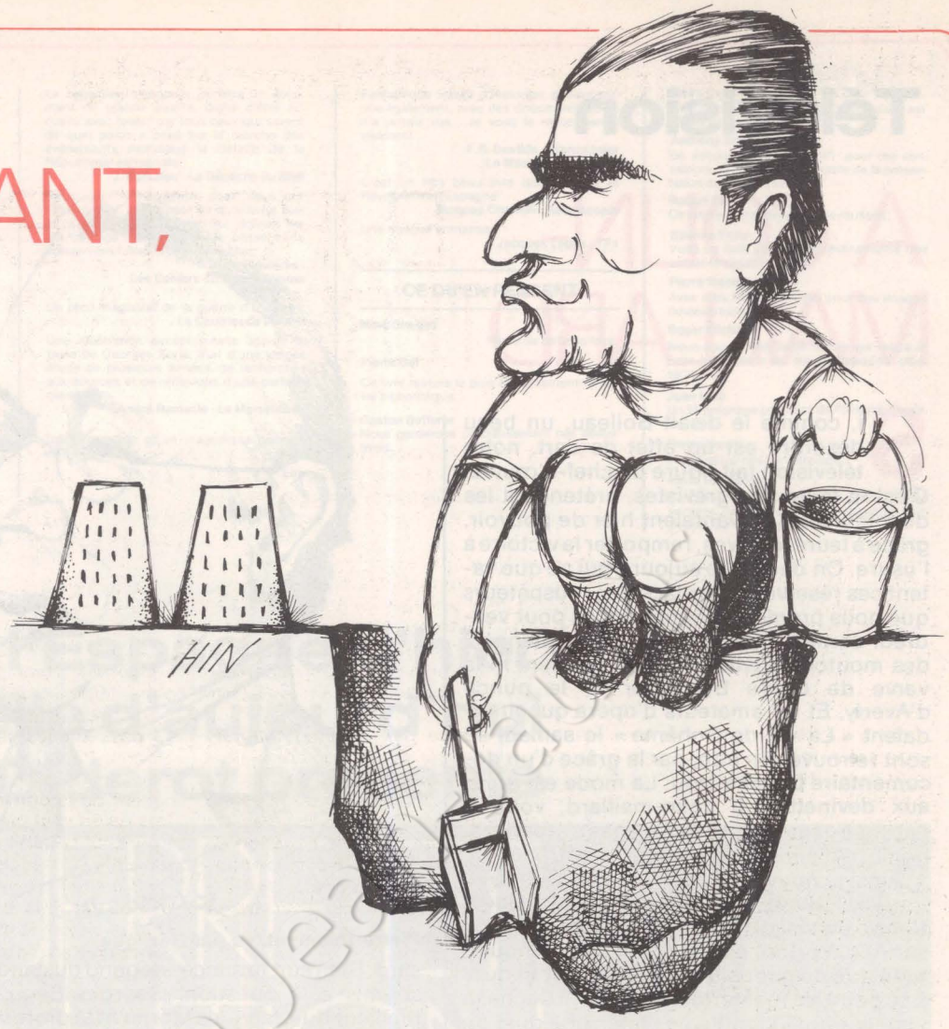
JEAN-LOUP REVERIER



Jean Lecanuet.

Urbanisme

ET MAINTENANT, LE "TROU" BORDELAIS



De notre envoyée spéciale

Bordeaux, plaisante capitale de l'Aquitaine, jouit comme Paris de son petit « trou des Halles ». A l'origine, Mériadeck était un des quartiers les plus populaires de la ville, à quelques mètres du centre et de la place Gambetta. Un des plus dignes du nom de taudis, aussi ; il en reste quelques vestiges sur la frange sud du grand chantier : des petites bicoques sorties tout droit d'un film néo-réaliste italien ; quelques prostituées jeunes et laides, debout au milieu des gravats... Ici, vivent les quelques irréductibles qui ont refusé l'expropriation. Derrière eux — on croirait un chromo évoquant les pays en voie de développement — s'élèvent des immeubles modernes au style cruciforme alambiqué.

Du point de vue architectural, la comparaison avec le célèbre trou des Halles s'arrête court. Mais, du point de vue financier, le « trou » bordelais atteint une ampleur comparable, toutes proportions gardées. En 1969, on prévoyait un déficit de 217 millions sur une opération coûtant 322 millions de francs. A la fin du mois de décembre, la Société bordelaise de rénovation urbaine (S.b.r.u.) établissait un bilan financier prévisionnel qui laissait apparaître 230 millions de découvert. Mais ces chiffres restent très approximatifs ; ils sont en effet calculés à partir d'estimations de dépenses et de recettes. Et les recettes...

En soi, l'étendue du « trou » a de quoi déconcerter. Elle étonne encore plus lorsqu'on sait que l'Etat s'est engagé en 1969, Jacques Chaban-Delmas était alors Premier ministre, à en financer la moitié. Soit 118,5 millions que la commune de Bordeaux trouve aujourd'hui très insuffisants. Un cadeau, pourtant, que bien d'autres villes pourraient lui envier.

L'idée de rénover le quartier Mériadeck a vu le jour aux environs de 1955. Il s'agissait de faire œuvre de salubrité publique en rasant un quartier insalubre, partagé entre les ferrailleurs et les prostituées. Le premier projet, en 1960, prévoyait une reconstruction banale. Depuis, 14 plans masse ont été élaborés et Mériadeck a été chargé d'un grand destin : devenir le quartier d'affaires de la métropole régionale. Objectif qu'il aura sans doute du mal à atteindre.

Car, peu à peu, le projet s'est dépouillé de son grandiose. Il s'agissait par exemple de créer, entre les jardins de l'hôtel de ville et le grand parc de Mériadeck une perspective reliant la cathédrale à la nouvelle préfecture, unissant les deux centres, celui du passé et celui de l'avenir. L'idée a été abandonnée car il eût fallu déplacer deux petits hôtels. Le style lui-même a évolué depuis les plans de l'architecte Jean Willerval vers un abandon progressif du parti pris cruciforme : perte de place et problèmes techniques sur des sols autrefois marécageux, donc peu stables, expliquent le retour, à des barres plus conventionnelles.

Mériadeck, qui devait être un ensemble d'avant-garde, souffrira donc de son manque d'unité architecturale et du temps qu'il a pris pour sortir de terre. Depuis les premières mises en chantier, il y a 18 ans, les modes ont changé et cette opération typique des années soixante, avec en particulier une dalle sur laquelle tout doit reposer, risque d'apparaître une fois terminée — dans cinq ans, si tout va bien — légèrement anachronique et bien lourde financièrement.

Car la municipalité n'a pas voulu contrôler les prix des terrains, provoquant ainsi des mouvements speculatifs : la libération des sols a coûté très cher à la collectivité. S'y ajoute le coût de la dalle et des parkings en sous-sol, dont la construction est à la charge de la S.b.r.u. Si bien que celle-ci est obligée de revendre les emplacements aux promoteurs à des prix inférieurs de 30 à 40 % de leur coût réel.

Même dans ces conditions, la charge foncière reste telle que le prix du mètre carré à Mériadeck est le plus élevé de Bordeaux : environ 3 000 F pour les logements et 3 500 F pour les bureaux. A titre d'exemple, un trois pièces tout à fait banal et bruyant atteint en location 1 600 F par mois sans les charges..... On comprend que Mériadeck se vende mal, malgré les affirmations des vendeuses des appartements témoins.

Sur le marché des bureaux, même marasme, surtout dans une ville qui possède déjà beaucoup de bureaux non commercialisés. Mais le problème d'actualité touche le centre commercial prévu sur 30 000 m2. Jusqu'à présent, un vaste terrain vague. Les grands magasins et les hyper-marchés refusent de s'y installer et les négociations n'avancent plus depuis que les nouvelles Galeries et le B.h.v. ont décidé de s'implanter à Mérignac, soit à quelques kilomètres seulement, avec un projet exactement semblable à celui de Mériadeck. Et pourtant, la Ville avait absolument besoin de vendre cet espace pour renflouer ses finances... Et voilà qui permet à Chaban-Delmas de présenter Mériadeck comme « une opération presque terminée, qui ne peut plus rater »...

Comme un cancer, Mériadeck risque de se développer progressivement, d'autant que des percées ont été prévues pour l'automobile : un pâté de maisons, rue Toulouse-Lautrec, a déjà été acheté pour relier le quartier à la place Gambetta. Il ne reste plus qu'à le démolir ; sans doute après les élections... Rue d'Ornano, vers les boulevards et à l'est vers la cathédrale, les mêmes opérations sont prévues. Des « petites percées » aberrantes à tous points de vue : les 150 mètres de la rue Toulouse-Lautrec coûteront, à eux seuls, 15 millions. Ces opérations contribuent à chasser un peu plus les habitants de Bordeaux, alors que la ville souffre d'une dépopulation accélérée. Enfin, elles révèlent un projet de liaison uniquement centré sur l'automobile, alors que ce centre administratif attirera un nombre de voitures que le centre traditionnel n'est pas capable d'absorber...

Placée en concurrence avec d'autres projets tout aussi ambitieux, comme au Lac, l'opération Mériadeck est déjà victime d'une municipalité habituée à voir trop grand. Chaban estime qu'actuellement, « on peut procéder soit par espérance, soit par pessimisme ». Lui-même choisit bien sûr l'espérance...

FREDERIQUE DE GRAVELAINE

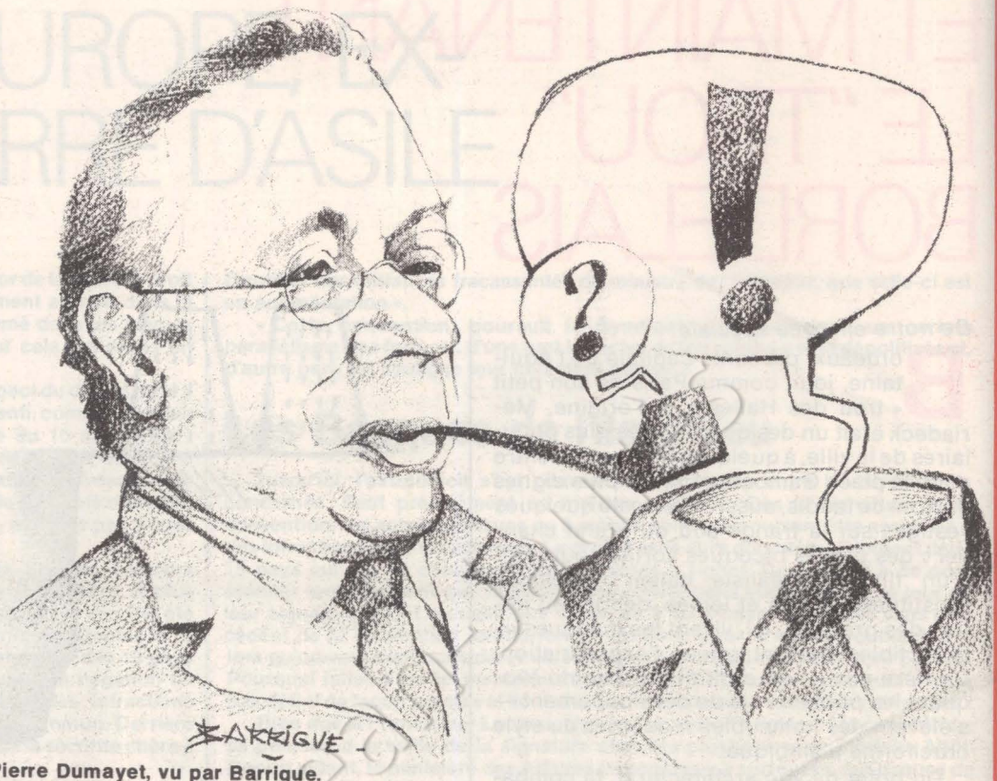
Télévision

A COLIN-MAILLARD

Si, comme le disait Boileau, un beau désordre est un effet de l'art, notre télévision fait figure de chef-d'œuvre. C'est la faute aux grévistes, prétendent les directeurs qui se vantaient hier de pouvoir, grâce à leurs réserves, remporter la victoire à l'usure. On découvre aujourd'hui ce que valent ces réserves. A la place des rouspéteurs que nous promettait Apostrophes pour vendredi dernier, nous avons vu sur Antenne 2 des moutons australiens qui n'avaient ni la verve de Claire Brétécher ni le punch d'Averty. Et les amateurs d'opéra qui attendaient « La vie de Bohême » le samedi se sont retrouvés en Iran, par la grâce d'un documentaire bouche-trou. La mode est donc aux devinettes, à colin-maillard, voire à l'attrape-nigauds et il ne faut pas s'étonner si nombre d'émissions s'en inspirent.

Ainsi la nouvelle série de Pierre Dumayet, Patrick Pesnot et Philippe Alfonsi : Questions sans visage (tous les samedis à 21 h 50 sur A2). A priori, elle suscitait plus d'inquiétude que de curiosité. Pourquoi compliquer à ce point les règles de l'interview ? Cacher à l'interviewer l'identité de l'interrogé dont on déforme, en outre, la voix afin de n'avoir d'autre indice que le contenu des réponses ? Et pourquoi ces questions farfelues, tirées au sort, qui prennent à contre-pied les invités ? A-t-on le droit de demander n'importe quoi à n'importe qui ? Monseigneur Marty devra-t-il, demain, révéler s'il dort en pyjama ou en chemise de nuit ? Enfin, la conversation n'offrirait-elle pas un intérêt beaucoup plus vif si le meneur de jeu, en l'occurrence Pierre Dumayet, pouvait la conduire en connaissance de cause au lieu de tâtonner à l'aveuglette ? Le meilleur moment de l'émission ne survient-il pas après la levée des masques, lorsque le visiteur engage le dialogue avec ses proches ?

Toutes ces réticences s'effacent peu à peu devant le résultat : ces virées hors des sentiers battus qui débusquent la vérité par hasard. Bien sûr, le succès dépend du candidat soumis à la question. Georges Séguy fut meilleur que Jacques Martin et le professeur Jean Bernard meilleur que Georges Séguy. Sans doute l'esprit de recherche permet-il d'aborder avec flegme les problèmes les plus incongrus. Très à l'aise sur la sellette, le savant nous confie qu'il est sujet au vertige, qu'il chante faux, qu'il n'a jamais franchi le seuil d'une sex-shop. « Et puis après ? penserez-vous. Ces détails frivoles méritent-ils qu'on s'y attarde ? Quand on « tient » une sommité médicale ne convient-il pas d'en profiter pour la suivre dans son domaine, recueillir ses enseignements, au lieu de la présenter hors contexte, par ses petits côtés ? — Allez-vous-en départager les petits et les grands côtés d'un homme, ripostera pertinemment Pierre Dumayet. Les uns prolongent les autres. Les aveux les plus insignifiants livrent souvent accès aux secrets les mieux gardés. Et ce ne sont pas les psychanalystes qui diront le contraire ».



Pierre Dumayet, vu par Barrigue.

L'émission lui donne raison. Tournant le dos aux « sentiers de la gloire », à la consécration des personnalités, elle s'aventure, cahin-caha, dans la nuit des cœurs. Elle contraint les notoriétés à descendre de leur socle pour se mettre à notre niveau, à prendre rang parmi leurs semblables, leurs frères. On attribue volontiers à la télévision des pouvoirs magiques et révélateurs. C'est oublier que le métier ou le don brouillent les cartes et que la sincérité ne suffit pas toujours à crever l'écran. Pour une fois, nous avons le sentiment de nous glisser derrière le décor, au-delà des apparences. Demain peut-être Pierre Dumayet demandera-t-il à Robert Hersant s'il jette ses vieux souliers, ou au commissaire Ottavioli s'il oserait habiter dans une maison hantée. Voilà pourquoi nous serons à l'écoute.

GABRIELLE ROLIN

Y A D'L'ABUS !

● Pour combler les trous que la grève laisse dans les programmes, le président de la République n'hésite pas à payer de sa personne. C'est ainsi que dans les cinq jours à venir, il ne fera pas moins de trois « prestations » à l'écran. Le jeudi 27 janvier, il se charge du magazine « L'événement » (T.f.1, 21 h 20) pour commenter des témoignages de femmes préalablement enregistrés. Le lendemain, il nous parlera de Strasbourg où il assiste à une séance du Parlement européen (T.f.1, à 15 h 50). Enfin le 1er février, il monopolise « Les dossiers de l'écran » (A2, à 20 h 30) pour répondre aux questions que lui poseront soixante-dix téléspectateurs triés sur le volet. Inutile d'appeler S.v.p., c'est la Sofres qui s'est chargée de recruter les interlocuteurs. En principe, ils représentent toutes les catégories de la population ; on ne leur impose qu'une condition : avoir lu et bien lu « Démocratie française ». Pour s'assurer qu'ils ne trichent pas, on soumettra les candidats à un questionnaire portant sur les « idées forces » (sic) du livre. Comment ne pas évoquer avec nostalgie le souvenir d'un autre président-best-seller dont le troisième tome des « Mémoires de guerre » sortait, sans tambour ni trompette, en 1959 ? Qui l'eut cru ? Voilà de Gaulle donnant à son successeur une leçon de discrétion !

● La visite du président de la République en Arabie saoudite déchaîne les cocoricos des reporters. Nous aura-t-on assez parlé du roi Khaled, traînant sa jambe malade, pour aller accueillir Giscard d'Estaing à la descente du « grand oiseau blanc frappé de son emblème personnel » ! Sa Majesté daignerait-elle nous acheter un de ces oiseaux ? Non, hélas ! elle fait la petite bouche, mais, comme le disait un envoyé spécial, « la présence de la France se manifeste partout à Ryad, capitale que nous avons équipée.. en boîtes aux lettres ».

● Il existe au moins un producteur heureux. Il s'appelle Guy Lux et se spécialise dans le lavage de cerveau. A l'heure où la création bat de l'aile, Marcel Jullian, directeur d'A2, a réussi, en grattant le fond de sa caisse, à nous offrir ce super-détergent qui devrait revenir à la fin de janvier.

● Agacé d'être connu comme « Monsieur Dix Millions par mois », Jacques Martin a déclaré lors d'une interview qu'il ne gagnait pas plus sur la seconde chaîne que sur la première. « Si l'émission marche bien, je demanderai même une augmentation », a-t-il ajouté crânement. Mais en attendant, depuis trois dimanches consécutifs, la grève le contraint de fredonner en coulisse son « Pom, pom, pom », que nous entendrons peut-être le dimanche 30 janvier.

● Pour illustrer le débat sur la France viticole, A2 a tiré de ses archives un honnête feuilleton « Ces grappes de ma vigne », œuvre de Gaston Baissette, déjà projetée en novembre et décembre 1975. N'existait-il donc pas de films inédits et plus récents ? Si, bien sûr. L'un d'eux, « Les tonneaux de l'Europe débordent » a été réalisé pour la troisième chaîne ouest-allemande par Gordian Troeller et Claude Deffarge ; l'autre, « Nia pro » (en occitan, « ça suffit ! ») a pour auteur le groupe Front paysan animé par Guy Chapouillé. Les verrons-nous jamais sur l'écran ? C'est peu probable car ils souffrent d'un même handicap : renonçant à la fiction, ils laissent aux vignerons le soin de nous conter leur propre histoire.

L'OPINION DE LA CRITIQUE

Récit minutieux, précis, documenté, appuyé sur une illustration puisée dans une masse innombrable de documents.
Marcel Niedergang · Le Monde

L'auteur se fait tour à tour analyste politique et sociologique, journaliste et chroniqueur militaire. Il possède à fond son sujet... Voici enfin l'œuvre dont chacun ressentait la nécessité.
Pierre Durand · l'Humanité

Georges Soria, par son œuvre déjà monumentale et mise en valeur par une iconographie absolument exceptionnelle, prend rang parmi les meilleurs historiens de la guerre d'Espagne.
Paul-Marie de la Gorce · Le Figaro

Georges Soria s'est attelé à cette besogne gigantesque mais exaltante de faire revivre une guerre qui fut aussi une révolution.
François Fonvieille · Alquier
Le Quotidien de Paris

Un livre capital sur la guerre civile espagnole.
Charles Le Quintrec · Ouest France

L'auteur a rassemblé une très impressionnante documentation.
Le Point

Une immense fresque historique, abondamment documentée et illustrée.
Alan Buhler · Le Journal du Dimanche

Le livre de Soria peut devenir un instrument précieux pour les bâtisseurs de demain.
J.P. Liégeois · L'Unité

Grâce au travail, écrasant et scrupuleux, de Soria, ce livre aidera à comprendre l'Espagne et notre amour constant pour ce peuple sacrifié.
André Wurmser · L'Humanité Dimanche

Georges Soria a réalisé là une œuvre forte et dense.
Jean-Claude Lamy · France soir

L'œuvre la plus complète, lucide et intelligente sur la guerre d'Espagne, au surplus rendue plus attrayante encore par une illustration remarquable.
P.L. Darnar · Le Dauphiné Libéré

Il est rare qu'on puisse accorder aussi parfaitement l'actualité à la connaissance du passé.
Jacques Madaule · Europe

La collection s'annonce comme un document de grande qualité, digne d'être accueilli avec faveur par tous ceux qui savent de quel poids a pesé sur la marche des événements mondiaux la défaite de la République espagnole.
J. Barsalou · La Dépêche du Midi

Ceux qui, si nombreux chez nous, ont l'Espagne au cœur, pour ce qu'elle fut hier et ce qu'elle reste aujourd'hui, doivent lire cet ouvrage car il éclaire le passé et le présent des luttes d'un peuple cher.
Léo Figuières ·
Les Cahiers du Communisme

Un récit magistral de la guerre d'Espagne.
Le Courrier de l'Ouest

Une illustration exceptionnelle appuie le texte de Georges Soria, fruit d'une longue étude de plusieurs années, de recherches aux sources et de réflexions d'une parfaite clarté.
André Remacle · La Marseillaise

Un livre solide et un magnifique ouvrage de bibliothèque.
Lire

Fantastique travail d'historien, d'iconographe également, avec des documents qu'on n'a jamais vus... Je vous le recommande vivement.
F.R. Bastide · France Inter
Le Masque et la Plume

C'est un très beau livre que "Guerre et Révolution en Espagne"
Jacques Chancel · Radioscopie

Une fresque immense.
Jacques Legris · TF1

CE QU'EN PENSENT

Marc Chagall
Merci de ce beau livre.

Pierre Cot
Ce livre restera le plus bel ornement de notre bibliothèque.

Gaston Defferre
Nous garderons précieusement ces beaux livres.

Vieira Da Silva
Avec toute mon admiration : votre livre est un chef-d'œuvre.

Anthony Eden (lord Avon)
Un simple regard m'a suffi pour me convaincre du caractère admirable de la présentation des ouvrages.

Robert Fabre
Ce livre est une remarquable réussite.

Etienne Fajon
Voilà un livre qui tire des événements une actualité exceptionnelle.

Pierre Mendès France
Avec mes remerciements pour ces images bouleversantes.

Roger Michaut
Nous apprécions cette œuvre qui relate la lutte inoubliable du peuple espagnol pour sa liberté.

Joan Miró
Un témoignage poignant de l'histoire de notre pays

Pietro Nenni
J'ai presque dévoré votre livre !

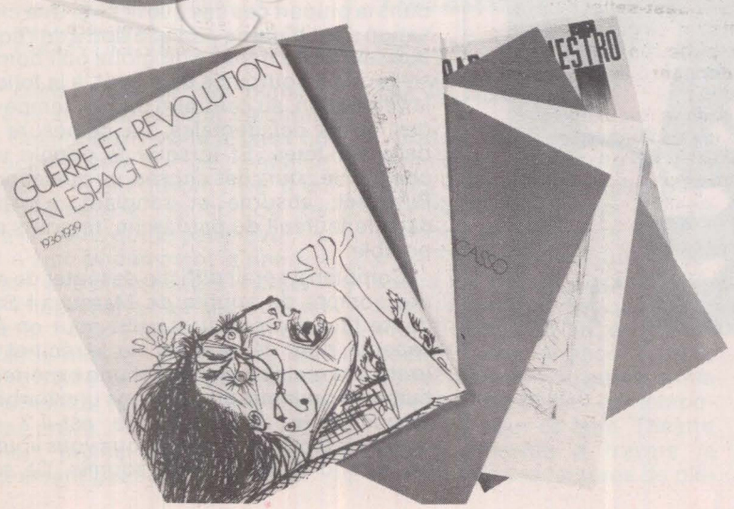
Henri Rol-Tanguy
Ce grand ouvrage prendra la place encore vacante dans l'histoire d'un pays et d'un peuple qui nous sont chers.

pour connaître l'Espagne d'hier et comprendre celle d'aujourd'hui le Livre Club Diderot présente

GUERRE ET REVOLUTION EN ESPAGNE

PAR GEORGES SORIA

5 VOLUMES RELIES ET ILLUSTRES
3000 photos
125 planches couleur
Une co-production Livre Club Diderot / Robert Laffont



et un album-documents comprenant des affiches de la guerre d'Espagne des dessins d'André Masson et des gravures de Picasso







UNE EXCEPTIONNELLE CONTRIBUTION INTERNATIONALE, AVEC PREFACES, ENTRETIENS ET POINTS DE VUE DE




André Malraux
Indira Gandhi
Dolores Ibarruri
Pietro Nenni
Léopol Sédar Senghor
Antony Eden
Général Batov

BON DE DOCUMENTATION GRATUITE
à retourner au Livre Club Diderot 13 Boulevard Bourdon - 75004 Paris

Nom et prénom : .....

Adresse complète : .....

désire recevoir une documentation sur Guerre et Révolution en Espagne de Georges Soria

Office Publicitaire de France

LA DEMESURE EST DANS LES TETES

Des générations d'élèves, à l'époque où l'on faisait encore ses « humanités », ont fait semblant de réfléchir sur le vrai et le vraisemblable, ce qui était une façon modeste d'aborder le mystère de la création littéraire. Le hasard des parutions a voulu que deux livres me ramènent quelques années en arrière, avec le regret de ne pas les avoir eus à côté de moi lorsque j'essayai, après tant d'autres, d'enfiler des vérités premières sur un sujet considéré comme une des fondations de la « culture ». Privé de l'envie de refaire la composition française de mon adolescence, je m'en tiendrai au constat, le reste venant de lui-même, comme on le verra.

Gabriel Garcia Marquez fait partie de cette pléiade d'auteurs latino-américains qui ont réalisé l'alchimie de deux éléments apparemment contradictoires, la civilisation occidentalo-méditerranéenne et un continent sauvage. « Cent ans de solitude » nous avait bouleversés il y a quelques années ; « L'automne du patriarche » ne peut que consolider notre angoisse (1). Ainsi, voilà où conduit une méditation patiemment poursuivie, sur la rencontre entre l'homme et le pouvoir. Il a fallu sept années à l'auteur pour mener son œuvre au port, alors que les succès sont plus souvent le propre des écrivains pressés. L'aventure immobile de ce dictateur sans âge ne pouvait sans doute pas prendre les chemins de la précipitation, parce que le phénomène de l'absolutisme baroque est un fouillis si complexe, mêlant les outrances de la jeunesse du monde aux excès de sa décadence, qu'il faut pour en défaire l'écheveau, ou bien l'épée du conquérant, ou bien la patience du bénédictin.

Ubu Roi ou Alexandre

Selon le bout de la lorgnette — et ce bout peut être choisi d'après la religion, la patrie ou tout simplement la complexion — le dictateur est Ubu Roi ou Alexandre. L'éternel vieillard de Marquez est l'un et l'autre et autre chose. Les grandes dictatures sont fulgurantes, la guerre étrangère ou l'assassinat les terminant en général assez rapidement. Cependant, l'Histoire est pleine de dictateurs vieillis. Un Louis XIV ravagé par ses troubles intestinaux retrouve ainsi un Franco qu'un escadron de médecins tente de faire survivre par une succession de greffes qui, à la limite, auraient pu en faire un homme nouveau. Vivre au-delà du temps de la conquête et de la gloire en bouton ou en fleur, atteindre celui des fruits pourrissants, celui des asticots et du retour au magma primitif, a été donné à quelques-uns. La mémoire, alors qu'elle se pétrifie, accumule l'expérience et sanctifie la cruauté et l'astuce. Remettre en cause devient impossible. La durée fait comprendre ce qu'est l'éternité et les peuples qui continuent, quant à eux, à vivre, ont si profondément intégré leur conscience de cette éternité qu'ils en sont devenus passifs. On ne se révolte pas contre un Staline ou un Franco, on attend leur mort.



Gabriel Garcia Marquez.

Quelle heure est-il ? demande le dictateur. L'heure que vous voulez, répond l'interlocuteur.

Le dictateur de Marquez en est là. Un bouffon au pouvoir. Sa durée est celle des têtes coupées, des corps torturés ou écorchés vifs, jetés aux caïmans, écartelés ou brûlés à petit feu. Elle est celle des femmes qui passent, celles qu'on prend sur un bord de table et celles qui s'imposent au point de partager pendant quelques années la facilité du pouvoir. Elle est celle de l'inconnu quotidien, celui des portes closes une fois terminée la parade des conseils des ministres et des défilés militaires, alors que le vieil homme retrouve ses testicules hypertrophiées et la hantise des dessous de lit. Vivre la destinée du dictateur, c'est entretenir l'alternance de la mort qu'on décide et du pot de chambre qui se refuse.

En rire et nous croire à l'abri

Certes, il est difficile de trouver un meilleur terrain que cette Amérique latine sous-développée, soumise à l'autorité étrangère, incapable après plus d'un siècle et demi d'indépendance de donner un sens durable à quelques maîtres mots, liberté, démocratie, respect de l'être humain, etc. Des races se sont tantôt confondues, tantôt juxtaposées, apportant comme à l'habitude le meilleur et le pire d'elles-mêmes, pour n'en garder dans la plupart des cas que le pire. Une civilisation s'est bâtie de part et d'autre de l'équateur, sur cette tranche du globe où l'homme se heurte à l'outrance du climat, à la folie de la végétation, au contraire de ce « tempéré » des terres occidentales. La démesure est dans les têtes. Et lorsque le peuple veut changer le cours des choses, un quelconque Pinochet, absurde et sanglant, s'installe dans le fauteuil du patriarche, toujours disponible.

Combien il serait difficile de tenter de rendre compte du souffle de Marquez ! Sans doute faut-il avoir vu et vécu pour en être capable, pour démasquer par le récit et par le style la réalité grinçante d'une expérience humaine qui nous plonge dans une barbarie inconcevable. Quelle heure est-il ? demande le dictateur. L'heure que vous voulez, lui répond l'interlocuteur soumis. Ce sont

changer la vie culturelle

Livres

HERSANT DEMASQUÉ

« Un champion du « journalisme couché » tient 20 % de la presse française... » Partant de ce constat, Nicolas Brimo a voulu aller plus loin et montrer « comment le Springer français a su passer des prisons de la République aux palais officiels ». D'où son livre, écrit avec la collaboration d'Anne Gérin, « Le dossier Hersant », qui paraît ces jours-ci chez Maspero. « Aujourd'hui, écrit Brimo, « R.H. », comme l'appellent entre eux ses collaborateurs, règne. Aucune force politique ou syndicale n'a su lui faire obstacle. Il faudra bien qu'un jour la profession dans son ensemble et les militants de gauche analysent les raisons de cet échec. Vomir sur « R.H. » ne saurait suffire. Il n'est que temps d'apprendre à le combattre. Ce livre n'a d'autres prétentions que d'en fournir quelques moyens ». Le livre de Brimo n'est donc qu'un début. Mais c'est un début de poids : un dossier solide, informé, argumenté qui jette une lumière crue sur un personnage qui préfère les ombres des allées du Pouvoir. Un dossier qui va gêner bien au-delà du seul Hersant. Brimo a mis un beau coup de pied dans une fourmilière réputée inabordable. Il va falloir surveiller les retombées.

ERRATUM

Dans notre dernier numéro l'article de Jean-Paul Liégeois, « Beaubourg : usine à rêver ou cache-misère ? », se terminait ainsi : « Le Pouvoir rêve d'un cache-misère. Pompidou ne l'avait sans doute pas prévu... ». Il s'agit évidemment d'une erreur, une phrase ayant « sauté » à l'imprimerie. Le texte exact était : « Le Pouvoir rêve d'un cache-misère. Beaubourg risque d'être un débusque-misère. Pompidou ne l'avait sans doute pas prévu... » Ce qui est nettement moins sibyllin et politiquement beaucoup plus clair.

LE LEGS D'ARAGON

Aragon va avoir bientôt 80 ans. Aragon sent couler le temps sur sa crinière de neige. Avant de partir sans crier gare, il a voulu faire un beau geste : donner à la nation ses manuscrits et ses archives personnelles. En pareil cas, la tradition veut que la Bibliothèque nationale hérite de tels dons. Aragon a fait une entorse à la coutume : son legs va au Centre d'histoire et d'analyse des manuscrits modernes, un département du Centre national de la recherche scientifique. Ce faisant, il est sûr que son héritage ne dormira pas inutilement sur un quelconque rayon poussiéreux : au Cham travaillent une trentaine de chercheurs qui ne se contentent pas d'inventorier ; ils authentifient, ils datent et, même, ils analysent systématiquement la genèse des œuvres et leur processus de création.

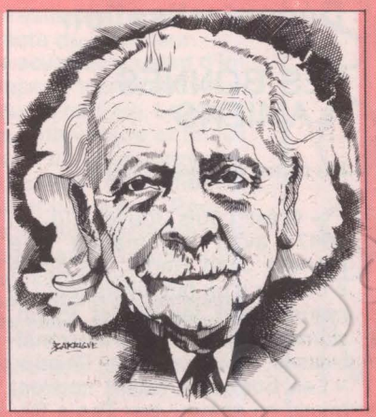
Aragon lègue non seulement ce qui le concerne personnellement, mais aussi le fonds Elsa Triolet qui, outre les manuscrits de ses 25 romans, comprend d'autre part une masse de correspondance (avec Cocteau, Camus, Paulhan, Max Jacob et Maïakowski) et un journal intime inédit à ce jour.

Bref, Aragon se prépare déjà pour la postérité. Ce n'est qu'une demi-surprise.

Théâtre

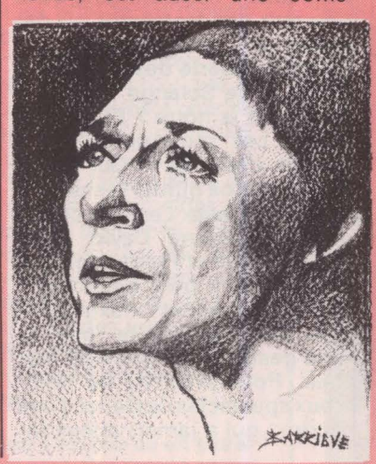
DU COTE DE BEAUBOURG

Entre autres possibilités techniques, Beaubourg dispose d'une salle de spectacles polyvalente. Comme nous l'avions annoncé en décembre dernier, c'est Théâtre ouvert qui en essuiera les plâtres. Depuis 1971, sous l'impulsion de Lucien Attoun, Théâtre ouvert, en coproduction avec France-Culture, attire l'attention du public sur la création théâtrale contemporaine. Et, pour ce faire, Théâtre ouvert présente à travers la France soit des lectures de pièces, soit des pièces « mises en chantier » mais pas encore en scène. Théâtre ouvert est une pépinière comme il devrait en exister des dizaines à travers le pays. Du 2 au 5 février, Théâtre ouvert programme à Beaubourg : « Les mandibules » de Louis Calaferte, mis en espace, sans décors ni costumes, par Hortense Guillemard. Parallèlement Théâtre ouvert présente, au Théâtre de la commune d'Aubervilliers, du 3 au 5 février, la création de « Marianne attend le mariage », de Claudine Fiévet et Jean-Paul Wenzel. Le programme continue à Beaubourg jusqu'au 14 février. Nous y reviendrons.



LA RENTREE DE CATHERINE SAUVAGE

On avait presque fini par l'oublier : Catherine Sauvage, chanteuse, est aussi une comédienne. Elle a été dirigée par Roger Planchon. Elle a joué Claudel, Durrenmatt, Shaw et Brecht. Elle revient au théâtre le 3 février. Elle joue aux Bouffes-du-Nord une pièce en deux actes de Tennessee Williams, mise en scène par Andréas Voutsinas : « La nuit de l'iguane ». Elle y est le personnage féminin principal qui vit une « nuit fantastique » dans un ancien palais mexicain transformé en hôtel. A voir.

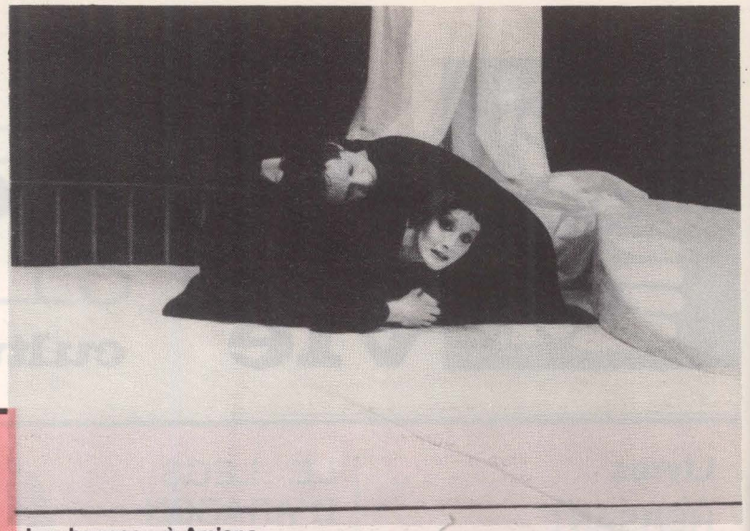


Action culturelle

CREMAILLERE DANS LE 13e

Paris est culturellement sous-équipé. Des théâtres y ferment régulièrement. Des Maisons de jeunes et de la culture parfois. Les lieux subventionnés s'y font rares. Les salles qu'on peut y louer sont de moins en moins nombreuses et de plus en plus chères. Les quartiers qui bénéficient d'une infrastructure culturelle se comptent sur les doigts de la main. Et, même en axant une partie de ses actions sur la capitale, Beaubourg ne pourvoira pas à tous ces manques. Que faire ? Atteindre une autre politique ? Des impatients, quelquefois, en ont marre d'attendre. Alors, ils s'organisent. Spontanément. C'est sur un de ces « coups de sang » qu'est née, dans le 13e arrondissement, la « Maison du collectif de la rue Dunois ». Pendant des mois des garçons et des filles, aidés par les habitants du quartier et quelques artisans ont gâché du béton et du plâtre, cloué des planches, installé l'électricité et le chauffage. La crémaillère a été pendue le 15 janvier dernier. Les spectacles s'y succèdent. La Maison de la rue Dunois accueille l'Intercontinental Free Dance Music ce vendredi et la Troupe Z le lendemain. Tous renseignements au 584.72.00. Quelque chose se passe dans la vie culturelle du 13e arrondissement de Paris. Peut-on espérer que les autorités de tutelle — parisiennes et nationales — daignent s'intéresser à cet anti-Beaubourg ?

→



« Les bonnes » à Amiens.



« On ne badine pas avec l'amour », à Saint-Etienne.

Télévision

ARTUR ET BOUTEILLER A LA TRAPPE

Depuis quelques semaines on ne voyait plus, les dimanches sur Antenne 2, l'émission de José Artur et Pierre Bouteiller « Ecran blanc et rideau rouge ». L'explication en était simple : en grève, les comédiens se refusaient à laisser ce magazine du théâtre et du cinéma enregistrer les extraits de leurs spectacles. Attitude logique dans le cadre d'un boycottage général de la télévision. Mais l'émission — une des rares qui ne ronronnent pas autour des productions cinématographiques et du théâtre de boulevard — n'était en rien visée. Artur et Bouteiller l'avait compris. Au prix de quelques artifices, ils auraient pu maintenir leur émission, par exemple en ne parlant que de cinéma. Ils ont préféré se solidariser avec les artistes-interprètes en se taisant. Et, là-dessus, la grève des réalisateurs est arrivée...

Mais on pouvait légitimement s'attendre à une reprise de « Ecran blanc et rideau rouge » à la fin de la grève. Il n'en sera rien ! Le magazine d'Artur et Bouteiller n'aura pas de place dans la grille dominicale du marathon « Dimanche-Martin ». On se souvient qu'en février dernier « Le masque et la plume » de François-Régis Bastide avait également disparu de la lucarne de Fr. 3. Bouteiller a déclaré « ne pas pouvoir s'empêcher de faire des rapprochements » entre les deux suppressions. La direction d'Antenne 2, pour sa part, s'est bien gardée de donner des explications. On les attend néanmoins. Avec curiosité. Car, de la nomination de Jean-Pierre Elkabbach au passage à la trappe de Bouteiller et Artur, sans oublier la valse des directeurs de la chaîne, on voit arriver des vents bizarres sur la tête de Marcel Jullian. Qui donc les fait souffler ? N'y aurait-il pas de doux zéphyrs venus de l'Elysée ? Des zéphyrs remplis de « bip-bip » ?

Décentralisation

LES BONNES A AMIENS

De notre envoyé spécial

« C'est Louis Jouvet qui, en 1947, avait commandé une pièce à Jean Genet. Le poète s'inspira d'un fait divers réel : le meurtre par les sœurs Papin, domestiques, de leurs deux maîtresses, mère et fille. Depuis, « Les bonnes » furent souvent mises en scène : par Tania Balachova, par Jean-Marie Serreau, par Victor Garcia et par le Living Theater. Elles furent jouées dans le monde entier : à Stockholm, à Londres, à New York, à Rome, à Vienne, à Trieste, à Varsovie, à Tel-Aviv, à Amsterdam, à Athènes, à Bruxelles, etc. Genet devenu classique ? Qu'importe ! Mais, question plus essentielle : comment jouer « Les bonnes » aujourd'hui ? Dominique Quéhec a tenté d'apporter sa propre réponse à Amiens, à la Maison de la Culture. Disons d'entrée qu'il a pénétré de plain pied dans le monde de Genet : en ne réduisant pas son travail théâtral au traitement plat d'une «une» de « Détective », en prenant de ce théâtre les deux dimensions essentielles : la mise à nu et la cérémonie. « Les bonnes », c'est d'abord un rituel, un exorcisme : Quéhec l'a compris. Genet l'avait énoncé : « Il ne s'agit pas d'un plaidoyer sur le sort des domestiques. » Quéhec l'a bien saisi il nous entraîne dans une nuit des fantasmes où des 'potences imaginaires menacent la liberté des bonnes de Claire et de Solange. Et si leur peur était la nôtre ? Et si nous étions ces meurtrières ? Les bonnes c'est « Je ». Qui veut y échapper doit quitter la scène. A Amiens on reste. Les trois comédiennes, Jeanne David, Laurence Février et Frédérique Ruchaud, y sont pour beaucoup : elles sous-tendent l'inextricable tissu des mots de la folie de leurs gestes et du délire de leur chair. Pour avoir vu de nombreux spectacles de Genet, j'ose l'écrire : qui a jamais mieux incarné la poétique de Genet que Laurence Février ? Si Jean Genet vous est encore étranger il faut faire le voyage d'Amiens.

MUSSET A SAINT-ETIENNE

Du côté du secrétariat d'Etat à la Culture on voudrait volontiers nous le faire oublier : il y a encore des hommes de théâtre à Saint-Etienne. Jean Dasté n'est plus là. Pierre Vial est parti. Mais la Comédie de Saint-Etienne continue. Elle vient de fêter son trentième anniversaire. Et, malgré la pénurie ambiante, des créations dramatiques sont encore à l'affiche. A ceux qui veulent la faire mourir, il convient de le dire : la province théâtrale ne se rendra pas. A Saint-Etienne elle se bat. Deux hommes se battent, associés par la décision autoritaire de Michel Guy. Chacun fait son travail. Daniel Benoin, jeune créateur, vient de mettre en scène coup sur coup « Lear » de Shakespeare et « La cantatrice chauve » de Ionesco. Guy Lauzin, ancien compagnon de Gabriel Monnet, déjà routier de la décentralisation dramatique, de son côté vient de monter : « On ne badine pas avec l'amour » d'Alfred de Musset. Cette pièce n'est pas jouée très souvent. N'est-ce pas le rôle d'un Centre dramatique national de s'y attaquer ? Lauzin a relevé le gant. Avec brio et talent. Ce Musset-là est fait d'une langue lourde, difficile à traîner. Ce handicap linguistique était à franchir. Lauzin y est parvenu, en mettant à jour et en images l'important de la pièce : le côté autobiographique renvoyant à la liaison Musset-Sand, les mécanismes de la répression religieuse au siècle dernier, l'enjeu de l'amour et le poids de la mémoire enfantine. Comme on dit : il fallait le faire ! Je croyais cette pièce inaudible, insupportable. Je l'ai dégustée jusqu'au bout. Pour un peu, j'en redemanderai. Je le fais en manière de provocation à l'endroit du ministère : laissez-nous encore, et pour de longues années, aller applaudir et aimer Musset à Saint-Etienne. Ailleurs aussi. Car la preuve de Saint-Etienne vaut pour toutes les provinces.

JEAN-PAUL LIEGEOIS



PHILIPPE SCRIVE : " JE REVE D'UNE SOCIETE OU MES SCULPTURES ME FERONT VIVRE "

Le sculpteur Philippe Scrive est loin d'être inconnu. Chaque année, depuis 1958, il participe au Salon de la jeune sculpture. Ses œuvres ont été exposées à Paris et en Avignon, à Pantin et à Montargis, mais aussi dans le monde entier : en Suisse, au Québec, au Venezuela, etc. Ses sculptures monumentales sont éparpillées un peu partout au hasard de l'hexagone, sur des places publiques, dans des Zup, dans des groupes scolaires, dans des églises même : à Gravenchon et à Rennes, à Lens et à Lille, à Montereau et à Chelles, à Nevers et à Sens, à Champigny-sur-Marne et à Tourcoing. L'énumération n'est pas exhaustive. Mais elle est significative : Scrive n'est pas un de ces artistes élitaires qui ne travaillent que pour les collectionneurs privés ; il tente de confronter systématiquement son aventure personnelle de créateur avec le plus vaste public possible. L'art pour tous, pas pour quelques privilégiés : c'est sa devise. Collaborant régulièrement avec des architectes, il « sème » au maximum sur les lieux publics. Toutes ses réalisations ne l'ont pas pour autant rendu millionnaire. Au contraire !

C'est que Scrive vit le paradoxe de tous les artistes plasticiens : ou bien il joue le jeu des galeries et des marchands, il gagne bien sa vie mais n'apporte plaisir et joie qu'à une minorité d'initiés ; ou bien, choisissant de s'attacher à la fonction sociale de l'art et réalisant en conséquence des sculptures monumentales pour les places et les rues, il est trop pris par cette activité harassante, lui consacre l'essentiel de son énergie et n'en tire que de chiches ressources.

Il en est des plasticiens comme des comédiens : pour un richissime Belmondo combien de chômeurs ? Pour un César ou un Picasso ne faisant même plus attention à leur compte en banque, combien de « crève-la-faim » ? Il ne s'agit pas de donner dans le misérabilisme. Il s'agit seulement de constater : dans ce pays les artistes plasticiens ne bénéficient d'aucun statut social. Ils en sont réduits au système « D » : trouver un second métier alimentaire ou commettre quelques sous-œuvres commerciales. Pour avoir refusé ces deux solutions, Scrive connaît les pires difficultés. Il n'est pas le seul : des milliers de graveurs, de sculpteurs et de peintres tentent aussi de survivre. Mais, dans ces conditions, qu'on ne vienne pas nous parler de liberté de création ! Et qu'on n'essaie pas de nous nourrir de chimères et d'illusions : Beaubourg ne changera rien à cet état de fait. Car une meilleure diffusion des œuvres dans les circuits culturels n'annulera en rien les méfaits d'un marché de l'art basé sur la spéculation et l'annexion par quelques-uns des produits artistiques.

Beaubourg ne changera rien car les musées n'ont jamais rien changé au statut des artistes. Ce n'est pas de la place des artistes dans les musées qu'il faut débattre. C'est leur place dans la société qu'il faut revoir.

« L'UNITE » : Dès que l'on parle de sculpture chacun pense à Rodin. Qu'y a-t-il de commun entre Rodin et les sculpteurs contemporains ?

PHILIPPE SCRIVE : Plus grand-chose. D'abord parce que l'esthétique a évolué. Surtout parce que la technique a complètement changé. A l'époque de Rodin le métier consistait d'abord à faire des terres. A partir de quoi étaient coulés des bronzes ou taillés des marbres. Autour du sculpteur on trouvait une chaîne de métiers : le modeleur et le metteur au point, le tailleur de pierre ou le fondeur. A partir du travail initial du sculpteur, tous ces gens-là reproduisaient l'œuvre dans le matériau choisi : bronze ou marbre. Ces moments de réalisation se faisaient sans intervention directe du sculpteur.

Aujourd'hui peu de sculpteurs usent d'intermédiaires. La plupart travaillent eux-mêmes directement sur la matière. Le résultat est plus vrai, plus authentique et mieux fini. Mais cela nécessite un long apprentissage technique et un outillage perfectionné. L'outillage, on l'acquiert peu à peu. Pour la technique, en France, il faut apprendre pratiquement seul. Les sculpteurs sont condamnés à être des autodidactes.

— N'y a-t-il pas un seul endroit où les jeunes puissent faire leur première approche de la sculpture ?

— Les stages de débutants chez les sculpteurs plus âgés n'existent pratiquement plus. Les écoles des Beaux-Arts délivrent de beaux diplômes qui ne servent absolument à rien. Il ne reste guère que les ateliers privés ; mais qui a les moyens de les fréquenter ? On peut dire sans exagérer que l'enseignement de la sculpture, je veux dire un enseignement public et gratuit, n'existe pas. La majorité des sculpteurs sont condamnés à tout découvrir par eux-mêmes, peu à peu, en essayant tous les matériaux (métal, bois, pierre, plastique)... dans la mesure où ils peuvent se les procurer! C'est un peu un cercle vicieux : pour acheter les matériaux il faut vendre, mais pour vendre il faut créer, donc avoir appris les techniques et disposer des outils...

— Comment êtes-vous sorti de ce labyrinthe ?

— J'ai eu la chance de travailler très tôt avec des architectes qui me passaient des commandes pour des œuvres à mettre en espace dans tel ou tel projet de construction. Ce qui m'a permis de manger et de m'outiller. J'ai eu de la chance parce qu'on ne peut pas dire que la société actuelle recrute des sculpteurs comme elle recrute des plombiers ou des infirmiers. Dans mon métier les offres d'embauche sont extrêmement rares, voire inexistantes.

— Pourtant il y a le 1 % de l'Education nationale ?

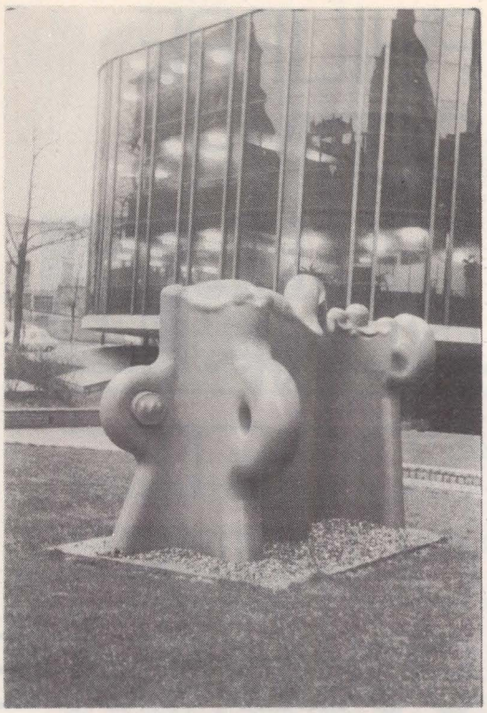
— Théoriquement en effet la loi prévoit que 1 % du coût de construction de tous les bâtiments scolaires ou universitaires doit être consacré à la « décoration artistique ». Théoriquement toujours l'architecte chargé de la construction doit consulter l'artiste afin que ce dernier crée une œuvre « intégrée » au projet. En réalité tout se fait en dépit du bon sens. Et la plupart des commandes ne sont passées qu'à des gens pistonnés, pratiquement toujours les mêmes. Qui décide ? On l'ignore. Sur quels critères ? Personne ne le sait. Mais les résultats sont là : le 1 % fait naître des horreurs ou des gadgets sur les campus et à l'ombre des préaux. Ce qui ne sensibilise évidemment en rien la population aux arts plastiques.

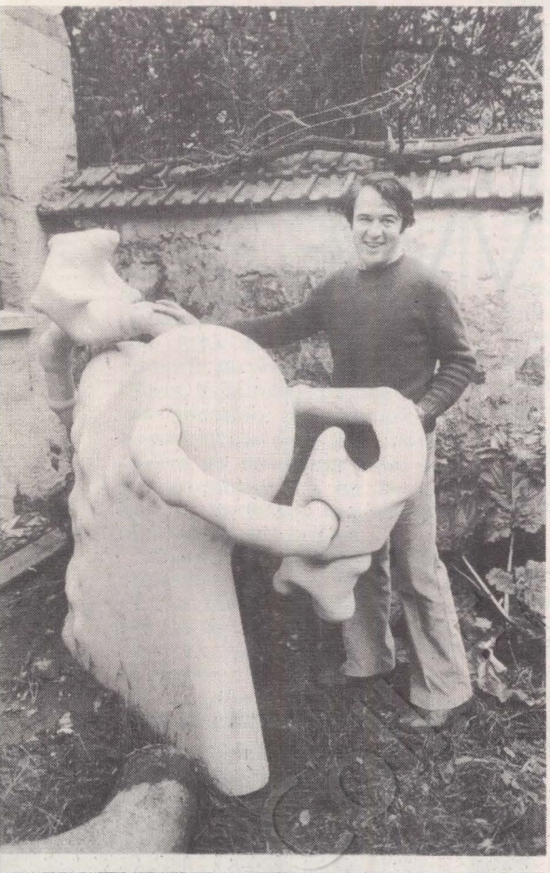
— Mais si la sculpture n'est pas un art extrêmement populaire, c'est peut-être aussi à cause de son prix. Une sculpture c'est cher, non ?

→

Philippe Scrive avec Jean-Paul Liégeois.









→

— Peu de gens, effectivement, peuvent s'offrir une sculpture. La moindre œuvre d'une vingtaine de centimètres coûte facilement de 4 à 5 000 F. Encore faut-il savoir pourquoi. Une sculpture, quel qu'en soit le matériau de base, correspond à une somme incompressible : le prix du matériau lui-même, l'amortissement des outils et de l'atelier et les heures de travail du sculpteur. Même la plus petite des sculptures nécessite un bon mois de travail. Sur une sculpture vendue 4 000 F, le sculpteur gagne à peine plus de 2 000 F. Est-ce si bien payé ?

Et quand je cite de tels prix, je ne parle que d'une vente directe. Car, si l'artiste vend dans une galerie, la direction de la galerie double aussitôt la mise. Allez donc trouver une sculpture originale — pas une copie ni un multiple — à moins de 8 000 F actuellement ! C'est pour cela que je ne tente pas de vivre en vendant dans les galeries : qui y achète des œuvres sinon des millionnaires ? Et puis quel intérêt de voir son travail « kidnappé » pour la jouissance égoïste d'un seul individu ? Les galeries vivent sur le dos des artistes. A quelques exceptions près (mais en ce domaine les gens « généreux » font rapidement faillite), le système des galeries équivaut à un « maquereautage » ayant pignon sur rue...

— Alors comment réussissez-vous à vivre ?

— Je ne vis pas vraiment. Je survis. J'ai abandonné une fois pour toute l'idée de faire des gains mirifiques. Je me contente d'un revenu de Français moyen, c'est-à-dire disposant d'environ 3 000 F par mois. Je n'y parviens que dans la mesure où je décroche des commandes d'œuvres monumentales. Mais, là aussi, il y a des inconvénients. Si l'on veut renouveler le souffle du travail monumental, il faut pouvoir consacrer du temps à la recherche : au dessin et au travail de création sur de petits formats. C'est comme en science : il y a la recherche fondamentale et la recherche appliquée. La seconde n'existe que par les progrès de la première. En sculpture l'œuvre monumentale c'est de la recherche appliquée. Elle n'a force et puissance que si elle s'appuie sur un temps de recherche. Où trouver ce temps ? Voilà le problème de tous les sculpteurs qui vivent de commandes publiques. Il n'empêche qu'il me semble extrêmement important de créer pour plus d'un individu, pour une collectivité. Qu'est-ce qu'un art d'individu à individu ?

En fait, il faut tenter de vivre et de créer malgré tout. J'ai essayé, pour ce faire, de diffuser mes œuvres à de multiples exemplaires. Ce n'est financièrement payant que si l'on tire 1 000 ou 2 000 « multiples » ; mais alors ça devient du commerce ; je m'y refuse par principe. Reste donc le monumental qui me permet de me « débrouiller ». Par exemple, j'ai réalisé pour une somme modique une fontaine en granit de 120 tonnes et de huit mètres de haut qui est aujourd'hui en place face à la mairie de Montreuil. Comment me suis-je débrouillé ? Je suis allé à Vire, dans une carrière de granit pour remblai, et là, avec l'aide des ouvriers carriers, j'ai taillé un certain nombre de monolithes que j'ai ensuite assemblés. C'est de la débrouille parce que je n'ai pu réaliser mon projet qu'à la condition d'un matériau peu cher.

— C'est pour les mêmes raisons que vous utilisez beaucoup le plastique ?

— Bien sûr. Le plastique est un matériau ordinaire, vulgaire même, « pas noble » comme on dit. Je sculpte en formant et déformant selon mes envies des plaques ou des tubes de plastique que je soude ensuite ensemble. L'avantage c'est que ce matériau ne me coûte pas cher et qu'il est léger ; d'où une autre économie faite au moment du transport... Mais j'avoue que, même lorsque mes plastiques sont peints et finis, je me sens frustrés : j'ai un profond désir de les voir coulés en bronze... Parce que le plastique n'aura jamais dans l'espace la densité et la qualité lumineuse du bronze. Le plastique n'est donc qu'un pis-aller, une « débrouille ». En même temps c'est une gageure à laquelle je suis condamné : faire une œuvre d'art avec un matériau moche. Mais je n'ai pas encore trouvé d'autre solution... C'est une solution dangereuse : la « débrouille » bride l'élan créateur et tue les rêves.

— On dit pourtant que rien ne peut tuer les rêves...

— Ce qui est assassiné c'est la concrétisation de mes rêves. Michel-Ange pouvait rêver : ses mécènes lui en donnaient les moyens. Moi, j'ai en face de moi un Etat-mécène qui est sourd-aveugle-muet et qui se contente de quelques petites aumônes... Que puis-je faire ? D'ailleurs, pour cet Etat-mécène, je n'existe pas socialement. Je n'ai même pas les droits d'un smicard ou d'un chômeur. Tenez, en ce moment, je suis malade. Mes soins me sont remboursés par la Sécurité sociale. Mais c'est tout. Je ne touche aucune indemnité journalière, aucune bribe de salaire. Ce qui veut dire que, si je veux un statut, je devrais aller au boulot en usine pendant la semaine et sculpter le dimanche. Cette situation est-elle acceptable ?

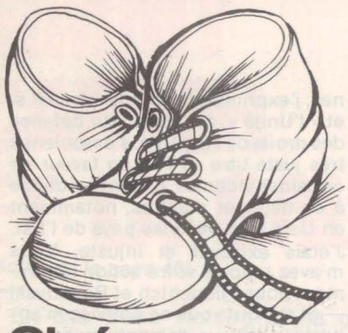
— Comment voyez-vous pour l'avenir une reconnaissance sociale des artistes plasticiens ? Serait-ce facile à mettre en place ?

— Je rêve d'une société où je pourrais vivre de mon travail. Comme n'importe quel travailleur. Est-ce si compliqué ? N'ai-je d'autre issue que de me transformer en fabricant, de devenir une marque reconnue ? Dois-je envisager comme seul but de vendre du Scrive ? Comme Vasarely vend du Vasarely. Et Buffet du Buffet. Car la seule voie actuelle est bien celle-là : le mercantilisme.

Je crois qu'autre chose peut être mis en place. Je crois que les artistes-plasticiens en général, les sculpteurs en particulier pourraient trouver leur place dans la société. J'entends, comme tout le monde, parler autour de moi depuis quelque temps de qualité de la vie. Et si l'on prenait le risque de donner un contenu à ces mots ?

(Propos recueillis par
JEAN-PAUL LIEGEOIS)

Au risque de vous plaire



Cinéma

*** Jean Rouch : Cocorico, monsieur Poulet.**

Rouch et une petite équipe nigérienne suivant avec amusement, en 16 mm, la folle balade du plus cocasse des trios, entre Niamey et la brousse. Cette commedia dell'arte africaine est merveilleuse de tendre drôlerie.

*** Elio Petri : Todo modo.**

C'est « Les dix petits nègres », chez Ignace de Loyola, raconté d'après Sciascia (l'auteur du roman d'où sortait « Cadavres exquis ») : des tonnes de vitriol déversées sur la Démocratie chrétienne et sur le clergé italien par un Petri-Jarry au sommet de son art.

*** Fred Wiseman : L'Amérique vue par...**

Huit films, la totalité de l'œuvre de l'auteur d'« Hospital ». Un film sur le service militaire, un sur les lycées, un sur la police, un sur l'assistance sociale, un sur un tribunal pour enfants, un sur un monastère, un sur un hôpital et un sur la recherche scientifique aux Etats-Unis.

*** Ali Ghalem : L'autre France.**

Par l'auteur de « Mektoub ? », une histoire simple, celle de la prise de conscience et la révolte de Rachid, déraciné de son Maghreb. Derrière la fiction, les conditions de travail et de vie des immigrés en France. La dernière image du film : pendant qu'un travailleur étranger descend sur le quai de la gare, un autre y est conduit entre deux gendarmes afin d'être expulsé. Un pathétique appel à la solidarité de nous tous.

*** Festival Pop movies.**

Au Déjazet, jour et nuit : « Woodstock », « Jimi plays Berkeley » et du rock à gogo parallèlement à plusieurs classiques du cinéma américain récent.

REVUES

*** La Revue du cinéma — Image et son (janvier).**

Non pas seulement le comment, mais surtout le pourquoi de la floraison du cinéma politique italien. Et la présentation du futur Festival de Bondy du cinéma d'animation (4-10 février).

*** Téléciné (décembre).**

Une étude sur « le cinéma populaire » (existe-t-il ?), une sur l'image et les enfants, une sur les émissions de radio vers l'étranger.

*** Changer le cinéma (janvier).**

Le 3e numéro d'une petite publication (15 rue des Ursulines 75005) consacré pour l'essentiel à Marcel Hanoun à propos de « La nuit claire » et « La meilleure part ».

*** Jeune cinéma (décembre-janvier).**

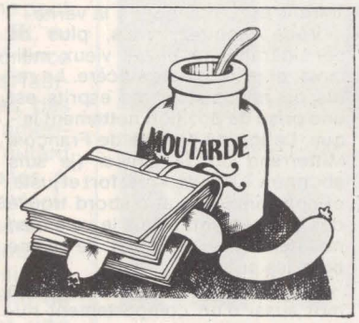
Enquête sur « l'enquête dans les films de Pakula » (« Les hommes du Président », etc.)et un panorama du cinéma africain récent.

*** Positif (janvier).**

Sur le beau thème — récemment abordé aussi par « La revue du cinéma » — qu'est « Cinéma et Histoire », le premier volet d'une étude à laquelle ont contribué René Allio, Marc Ferro, Philippe Joutard et Le Roy Ladurie.

*** Cinéma d'aujourd'hui (n° 10).**

Un très remarquable numéro de ce bimestriel élégant et dense, groupant ici une série de textes — dont un de Jean Duvignaud et un de Pierre-Aimé Touchard — sur « le métier d'acteur ».



Livres

LITTERATURE

*** Jean Genet : Notre-Dame des Fleurs (Folio).**

Un garçon de 16 ans va franchir la porte du crime. Un des plus beaux textes de Genet, réédité en collection de poche.

*** Antoine de Saint-Exupéry : Le Petit Prince (Larousse, collection Textes pour aujourd'hui).**

Larousse renouvelle ses classiques. On trouve aussi dans cette série, pour commencer, « Les trois mousquetaires » et « Poésies » de René-Guy Cadou.

*** Fernanda Pivano : Beat hippie yippie (Christian Bourgois éditeur).**

Une série d'articles qui composent au total un historique complet de ce mouvement culturel mondial, depuis la « beat generation » des années 50 jusqu'au Living Theater...

SCIENCE-FICTION

*** James Blish : Les quinconces du temps (Denoël).**

Le dernier paru de la collection Présence du futur, qui nous a récemment valu trois belles surprises : « Deux univers » de Richard Cowper, « La dixième planète » d'Edmund Cooper et « L'enfant étoile » de Fred Mustard Steward.

POLICIERS

*** Ferdinand Freed : Histoire criminelle de Rafaël Mendoza (Le Mercure de France).**

Où l'on suit un spécialiste du hold-up qui se laisse prendre dans l'engrenage des meurtres. Où la sociologie et la politique tentent parallèlement d'expliquer pourquoi Mendoza est devenu criminel.

*** Christopher Diable : La plus longue course d'Abraham Coles, chauffeur de taxi (Denoël).**

Une « atmosphère » digne de Simenon. Une des meilleures publications de la collection de Denoël Sueurs froides.

THEATRE

*** André Benedetto : Théâtre 1 (Pierre-Jean Oswald).**

*** Le Teatre de la Carriera : La liberté ou la mort (Pierre-Jean Oswald).**

L'éditeur Oswald vient de lancer une « série pourpre » consacrée au théâtre. Les deux premiers volumes en donnent la tonalité : diffuser le théâtre contemporain, aider le jeune théâtre. La Carriera et Benedetto ne sont-ils pas parmi les forces vives de ce théâtre ?

POESIE

*** Marc Petit : Le temps des traces (Pierre-Jean Oswald-Action poétique).**

Un jeune poète de belle carrure pour ouvrir cette « Série verte » consacrée à la poésie.

*** Kerouac : Mexico City blues, tome 2 (Christian Bourgois éditeur).**

Kerouac fut toujours considéré uniquement comme un romancier. Allen Ginsberg, pour sa part, affirme : « Kerouac est le génie non reconnu de la poétique aux Etats-Unis ». Ce recueil lui donne raison.

*** Paaro Haavikko : Le palais d'hiver (Pierre-Jean Oswald).**

*** Pentti Saarikoski : Où que j'aille (Pierre-Jean Oswald).**

Deux livres pour une découverte : la poésie finlandaise. Vous connaissez beaucoup de poètes finlandais édités en France ?

ROMANS

*** Joseph Delteil : Le sacré corps (Grasset).**

Composite, disparate, fait de nouvelles, de contes, d'essais, de portraits et de souvenirs, ce livre se lit comme un roman. « Delteil est un maître de la langue française », a écrit Henry Miller.

*** Giuseppe Bonavari : Le fleuve de Pierre (Denoël).**

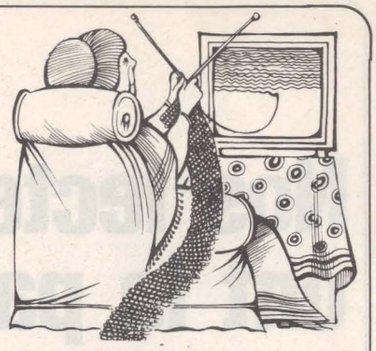
Le débarquement de Sicile vu par un enfant de 13 ans. Une fête païenne, sanglante et fascinante.

*** Peter Schneider : Te voilà un ennemi de la Constitution (Flammarion).**

L'histoire d'un professeur de lycée allemand privé de son travail en R.f.a. à cause de ses opinions politiques. Une dénonciation du « décret des extrémistes ». L'auteur sait de quoi il parle : professeur comme son héros, il a été lui aussi victime de l'« Office de protection de la Constitution ».

*** Felice Chilanti : La peur exaltante (Gallimard).**

Trois romans réunis en un livre. Trois romans fulgurants pour dénoncer le fascisme et le stalinisme. Leur auteur est sans doute un des plus grands romanciers italiens de ce temps. Il ne faut à aucun prix passer à côté de cette œuvre.



Télévision

Sous réserve de grèves.

VENDREDI 28 JANVIER

Au magazine Vendredi : la fatigue à l'école (20 h 30, F.r. 3).

« L'affaire Martine des Clos » : le début d'une série nouvelle consacrée à l'espionnage industriel (20 h 30, A 2).

« Les injustices de l'Histoire » : à propos de Blanqui, Alexandre le Grand, etc., Alain Decaux et Benoist-Méchin à Apostrophes (21 h 30, A 2).

Le mystère de l'anneau des comètes, dans la série Voyage dans le cosmos (21 h 30, F.r. 3 - repris dimanche à 16 h 55 sur la même chaîne).

Ultime campagne électorale vieux style quelque part dans le Massachusetts : « La dernière fanfare » de John Ford (22 h 45, A 2).

SAMEDI 29

Maria Casarès et la Comédie des Alpes jouent « Les revenants » d'Ibsen (20 h 30, F.r. 3).

Une enfance dans la Lorraine de 1939 : « Confessions d'un enfant de chœur (20 h 30, A 2).

DIMANCHE 30

Présentée par Jean-Michel Damian, la symphonie « Jupiter » de Mozart (17 h 50, F.r. 3).

L'apogée du mythe naissant Brigitte Bardot et le meilleur film de Vadim : « Et Dieu créa la femme » (20 h 30, T.f. 1).

Particulièrement d'actualité : « Fury » de Fritz Lang, un admirable plaidoyer contre l'intolérance, la bêtise et l'esprit de Lynch (22 h, F.r. 3).

Raymond Barre au Club de la presse (19 h, Europe 1).

LUNDI 31

Le plus « politique » des grands Chaplin : « Les temps modernes » (20 h 30, T.f. 1).

Un village « à l'heure allemande », selon le colonel Rémy : « La ligne de démarcation », un film de Claude Chabrol (20 h 30, F.r. 3).

En différé : l'inauguration du Centre Beaubourg (21 h 55, T.f. 1).

Au magazine L'huile sur le feu : l'euthanasie (22 h 50, A 2).

MARDI 1er FEVRIER

Faits divers, une série de 6 émissions de Pierre Dumayet : « Les naufragés de la neige » (20 h 30, T.f. 1).

MERCREDI 2

Henri Krasucki à la Tribune libre de la C.g.t. (19 h 40, F.r. 3).

Histoire d'amour et de liberté chez les routiers : « A 6 », sur un scénario de Michel Tournier (20 h 30, F.r. 3).

Nos lecteurs ont la parole

LA PEINE DE MORT

Journaliste à Troyes, j'ai décidé d'adhérer à l'Association contre la peine de mort. Voici les raisons de cette prise de position :

1°) Il est déshonorant pour la France que la peine de mort reste inscrite dans notre législation. La question devra être posée à chaque candidat aux législatives. Pour ma part, je ne voterai jamais pour un candidat, fût-il de mon parti (le P.s.), qui ne se serait pas engagé sur l'honneur à la faire abolir.

2°) Non seulement la peine de mort n'est pas exemplaire, mais elle pousse au crime dans la mesure où elle attise les pires instincts de l'homme : appétit de vengeance, goût du sang. Il n'est que de regarder la meute débile des aboyeurs à l'échafaud pour connaître le vrai péril. Sur les criminels eux-mêmes, la guillotine exerce une effroyable fascination.

3°) La peine de mort est abdication de l'intelligence, refus, blocage de la raison, abandon au vertige de la peur et de la haine. Il faut expliquer, pour apaiser. Le procès des mass media est à faire.

4°) Je crois, personnellement, à la possibilité du rachat, pour tout être humain. Plus positivement, je crois que tout homme évolue, se transforme, le condamné est un autre (meilleur ou pire ?) que l'assassin. Terrifiante responsabilité pour le juge !

Naturellement, il faut se protéger des criminels, sans trop d'angélisme. C'est un problème très grave dont les partisans de l'abolition doivent se préoccuper. Humaniser, supprimer l'univers carcéral, cela ne veut pas dire que n'importe quel criminel, au bout d'un certain délai, doive automatiquement bénéficier d'une remise.

(Marcel DEGOIS
10300 SAINTE-SAVINE)

UNE TABLE DES MATIERES

Comme beaucoup de camarades, je pense que « l'Unité » est le journal indispensable à l'image et au rayonnement du socialisme. Une table des matières annuelle contribuerait à renforcer « l'Unité » en jouant le rôle de mémoire collective — à l'instar de ce qui est prévu au niveau du Parti (Guide du nouvel adhérent, p.35) — tout en permettant au lecteur de compléter sa formation de manière plus efficace. A cette fin, la table des matières devrait comprendre des rubriques précises correspondant, par exemple, aux sous-parties du programme commun de gouvernement. Peut-être qu'une telle initiative aura également un effet de boule de neige, c'est-à-dire que les lecteurs seront plus nombreux à écrire des articles en s'inspirant d'articles précédents qu'ils auront trouvé plus facilement grâce à la table des matières ; que l'augmentation du nombre des articles agrandira celle-ci, et ainsi de suite...

(Nicolas NITSCH
67000 Strasbourg

● *Nous avons fait éditer un supplément spécial contenant le répertoire complet des articles parus dans « l'Unité » en 1975 et 1976. Nous l'adresserons à tous ceux de nos abonnés qui en feront la demande (joindre la bande d'abonnement et 2 F en timbres-poste).*

SOYONS TOLERANTS

Pour nous la liberté de l'enseignement est primordiale : c'est celle qui touche directement à la conscience de chacun. Nous sommes républicains, démocrates et votons à gauche et c'est pour cela que nous sommes peinés de voir le Parti socialiste envisager de supprimer cette liberté qui nous rend possible de pouvoir mettre nos enfants dans une école confessionnelle si cela nous fait plaisir.

Nous sommes d'accord pour l'école laïque, elle est nécessaire et encore pourrions-nous disserter longtemps sur le contenu du mot laïque. La semaine dernière, j'écoutais une émission à la télévision et des élèves d'une école normale interviewés ont répondu qu'il n'était pas possible d'être neutre ; et combien ils avaient raison ! Pour ma part, au lycée de Rodez, mon professeur de philo m'a expliqué en métaphysique que Dieu n'existait pas et celui que j'ai eu au lycée Pierre de Fermat, à Toulouse, m'a expliqué que Dieu existait.

L'homme n'est pas une machine et avec ses 60 ou ses 70 kilos de viande, il apporte son tempérament, son humeur, bonne ou mauvaise, son humanisme ou sa haine et, malgré lui, il passe toujours quelque chose de sa personnalité.

Alors soyons tolérants, soyons en un mot républicains, démocrates.

(Jean MAURY
12360 Camarès)

● *Le P.s. n'envisage nullement de supprimer la liberté de l'enseignement. François Mitterrand s'en est clairement expliqué ici-même le 14 janvier en rappelant que pour les socialistes, quelles que soient leurs croyances, les fonds publics doivent aller d'abord à l'école publique c'est-à-dire l'école de la nation qui est l'école de tous.*

LA BATAILLE DE L'ECOLE

La nouvelle « bataille de l'école libre » me met mal à l'aise. J'écoute, je lis, et je hoche la tête : il semble bien qu'une fois de plus on va faire appel à notre esprit de tolérance, au profit de ceux à qui il fait défaut.

J'ai lu dans « le Nouvel Observateur » un « exposé des thèses en présence » que j'ai trouvé partial et mal informé. A ce niveau de la polémique, je ne marche pas. La laïcité est une idée neuve dans le monde, elle commence à peine, à contre-courant des pulsions de l'âme (le premier mouvement n'est jamais laïque) et des convulsions sociales. Dire qu'elle représente un idéal périmé, un moment de l'Histoire, c'est... manquer à la vérité.

Vous montrez, vous, plus de considération pour les vieux militants, et je vous sais sincère. Le refus de nationaliser les esprits est une prise de position nettement laïque. Le ton de l'article de François Mitterrand du 14 janvier (je suis abonné à « l'Unité ») est fort et juste, et convaincu. J'y ai d'abord trouvé des apaisements. Mais je vois bien maintenant qu'il en est de même pour les autres.

Réflexion faite, je suis partisan moi aussi d'un comportement humain, sans esprit de revanche, attentif aux personnes (usagers et travailleurs de l'école libre). Mais il faut affirmer le principe de l'abrogation de la loi Debré et prévoir des mesures immédiates en gage de bonne foi (quand ce ne serait que la décision de ne plus signer de nouveaux contrats simples ou d'association).

(Jean JAMMET
La Rochelle)

L'IGNORANCE DU PRESIDENT

Sur le grave problème de l'école privée, tout semble avoir été dit du côté socialiste. Et la réponse faite à propos des libertés, suite à la position prise par le Président de la République dans sa conférence de presse du 17 janvier, dans « l'Unité », sur l'ignorance du Président est fort pertinente. Je partage cependant l'avis de votre lecteur M.Perpet sur le projet Mexandeau.

Lors du prochain débat budgétaire, je pense qu'il serait intéressant de connaître le montant global des aides financières accordées à l'enseignement privé en 1976 ; les contribuables seraient ainsi renseignés sur les sacrifices supplémentaires qui leur sont imposés pour subventionner des écoles privées qui viennent s'ajouter aux écoles laïques qui existent obligatoirement partout.

(BRACQ Henri
75015 PARIS)

LES DROITS DE L'HOMME

Dans une lettre dont vous avez publié des extraits il y a deux semaines, j'exprimais la crainte que le P.s. et « l'Unité », qui, dans leur défense des droits de l'homme, s'associent à très juste titre au P.c. en faveur de certaines victimes, n'aient tendance à en négliger d'autres, notamment en U.r.s.s. et dans les pays de l'Est. J'étais excessif et injuste. Vous m'avez rappelé votre action notamment pour Pliouchtch et Boukovski — et surtout vous ne pouviez m'apporter meilleur démenti qu'en accordant quatre pages à Amnesty international.

Ma lettre a suscité les réactions d'un de vos lecteurs, R.Buisan y Peralta. Tout comme lui, je vois l'injustice sociale à la fois, bien souvent, dans les causes de la délinquance et dans le traitement différent infligé par notre « Justice » aux « coupables », souvent en raison inverse de la gravité réelle de la « faute ». Je le vois, et je suis loin de m'y résigner (soit dit sans exposer ce que je fais à ce sujet). Mais d'une part on est désormais suffisamment informé pour ne pouvoir douter que les geôles et les camps du Chili, d'Argentine, d'U.r.s.s., etc. sont encore bien pires que nos prisons. Et surtout il me paraît grave d'assimiler « délits » et « crimes » d'opinion aux délits et crimes de droit commun. Ce serait d'ailleurs aller dans le sens que souhaitent les régimes totalitaires. Faire un « prisonnier d'opinion », ce n'est pas seulement pratiquer l'oppression et l'injustice (dont peuvent être également victimes les délinquants de droit commun), c'est en outre faire taire une voix qui dénonce l'injustice et l'oppression.

(A.GIGNOUX -
75015 Paris)

LES AMIS DE FRANÇOISE

C'est avec un étonnement amusé que j'ai remarqué dans l'hebdomadaire du Parti socialiste « l'Unité » du 14 janvier la photographie de Mme Françoise Giroud entre ses deux valeureux cerbères, MM. Roger Chinaud et Michel d'Ornano.

Je m'étais toujours figuré que Mme Giroud — qui avait voté pour François Mitterrand, lors des présidentielles de 74, et avec laquelle j'avais eu un échange de correspondance en 75 — nourrissait une certaine sympathie pour la gauche, particulièrement le Parti socialiste. Lui ayant demandé fortuitement, quand elle était secrétaire d'Etat à la Condition féminine, si elle ne craignait pas la contagion de la droite, en évoluant parmi ses collègues du pouvoir, elle m'avait répondu, avec une superbe assurance : « Soyez sans crainte, je suis immunisée ! »

Je suppose, sans grande surprise, qu'elle a dû prendre un vaccin à « l'eau de rose ».

D'ailleurs, si les caméléons prennent la couleur du feuillage, je ne vois pas pourquoi l'épiderme des humains serait insensible à la droite.

(Ludovico MINCELLA
06 Nice)

JIMMY CARTER ET LA GAUCHE

(suite de la page 40)

En cas d'une victoire de la gauche, le gouvernement américain ne souhaite pas envenimer la situation. Il a connu la spirale fatale au Vietnam et ne veut pas s'y engager à nouveau. Il cherchera donc à dépassionner l'événement et à normaliser les relations avec la France. Dans toute la mesure du possible...

Car la bonne volonté des responsables n'est pas seule en cause. L'opinion publique américaine reste très anticommuniste. Le débat sur le surarmement soviétique ne peut qu'attiser ses sentiments sur ce point. Et, vu des Etats-Unis, il n'y a guère de différence entre P.c.u.s., P.c.i., P.c.f. ou P.s. ! Aussi faut-il faire un effort d'explication auprès des relais d'opinion que sont la presse américaine, les syndicats et le Congrès. D'autant que ce dernier aura, dans les années à venir, une part plus importante dans la décision de politique étrangère que naguère.

Au poids de l'opinion publique s'ajoutera celui du Pentagone. Le complexe militaro-industriel s'est rappelé au bon souvenir de l'administration Carter en lançant une campagne sur le danger soviétique à l'occasion de son inauguration alors même que la C.i.a. était d'un avis contraire ! Le secrétaire à la Défense, Brown, a courageusement nié la réalité de la menace. Mais la pression reste vive. En tout état de cause, l'Amérique demandera à un gouvernement d'union de la gauche des réponses sans équivoque pour l'Alliance et l'avenir de la sécurité dans le monde. Elle ne se contentera pas d'un flou artistique.



Cérémonie officielle d'investiture du président Carter, à Washington.

Enfin, le pouvoir économique subsiste. Malgré la volonté du gouvernement Carter de tenir en laisse les multinationales, le capitalisme aura des réactions incontrôlables. Car l'appareil d'Etat américain est loin de disposer des mêmes moyens de pression sur le monde économique que la France, l'Angleterre ou même l'Allemagne. Le poids des intérêts économiques y est plus lourd qu'ailleurs, non sans raison.

Jimmy Carter ? Un espoir tempéré par le regard froid de la raison. Nous n'avons pas le droit de l'ignorer.

JEAN-PIERRE COT

BULLETIN D'ABONNEMENT A RETOURNER 41 BOULEVARD MAGENTA 75010 PARIS

Je soussigné .....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à l'UNITE :

- ▶ abonnement d'un an (130 F) ☐
- ▶ abonnement de six mois (75 F) ☐

et vous adresse la somme correspondante par chèque bancaire ☐
par chèque postal ou virement au CCP l'UNITE 3034980 La Source ☐

Date Signature

l'unité

Rédaction : 12, cité Malesherbes
75009 Paris - Tél. 878.40.73

Administration : 41, bd de Magenta
75010 Paris - Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Serge Richard
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDACTION
Robert Butheau, Marie-José Bernardot, Christine Cottin, Georges Frameries, Claude Fuzier, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi-Backmann, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Mulle ,Francis Pisani, Emmanuèle Plas, Jean-Loup Revérier, Maurice Séveno, Antoine Violet.

DOCUMENTATION
Véronique Neiertz

DESSINS
Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Teich, Lacroux.

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : René Skoblinsky, 12 Cité Malesherbes - Tél. : 878.40.73
Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité
Cadet Photocomposition - 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76 - Yvetot

JIMMY CARTER ET LA GAUCHE



PAR JEAN-PIERRE COT

Jimmy Carter n'est pas enchanté par les perspectives de la victoire de la gauche en France. On le comprend. L'Amérique s'était habituée à un Président docile qui avait su établir de bonnes relations avec Washington et ne posait guère de problèmes. La politique de Giscard d'Estaing est appréciée outre-Atlantique, car il a su faire les gestes et donner les gages qu'il faut.

En revanche, la gauche française inquiète Washington. L'arrivée au pouvoir de l'union de la gauche pose des problèmes sans commune mesure avec le Portugal ou l'Italie. La France a, en Europe, un poids politique, économique et stratégique qui transforme la dimension des problèmes.

Mais Carter et son équipe sont des réalistes. Ils savent que la victoire de la gauche unie est une hypothèse avec laquelle il faut compter. C'est la raison pour laquelle Michel Rocard et moi-même avons été accueillis et longuement écoutés à Washington la semaine dernière

L'époque des déclarations fracassantes sur l'Amérique impériale et les responsabilités régionales de l'Europe est révolue. Le conseiller de politique étrangère de Carter, Zbigniew Brzezinski, a écrit à l'automne dernier, pour la revue « Foreign Policy », un article révélateur. Il y pourfend la politique menée par l'Establishment protestant pendant les trente dernières années, confondant dans une même réprobation Dean Acheson et John Foster Dulles. L'Amérique sûre d'elle-même et dominatrice, imposant ses valeurs au reste du monde civilisé et soutenant la barbarie, a conduit à la catastrophe. La Realpolitik du Dr Kissinger ne lui a pas mieux réussi. Il est temps de s'adapter au monde nouveau.

Le voyage de Mondale

Le traumatisme vietnamien a marqué la société américaine. Le premier geste du président Carter n'a-t-il pas été de gracier les insoumis de la guerre du Vietnam ? Les nouveaux responsables de la politique étrangère ont été particulièrement affectés par l'épreuve. Le secrétaire d'Etat Cyrus Vance, négociateur des conversations de Paris, s'est retiré de la diplomatie après les premiers contacts et alors que Kissinger imposait son intransigeance avec superbe. Les jeunes responsables à un niveau inférieur tels que Dick Holbrooke, secrétaire d'Etat adjoint aux Affaires d'Extrême-Orient, ou Tony Lake, directeur du Policy Planning Staff (chargé de l'élaboration de la politique étrangère), ou Peter Tarnoff, directeur du cabinet de Vance, ont démissionné sur l'affaire du Vietnam. Vance lui-même a déclaré, lors des « hearings » de confirmation au Sénat, que la guerre du Vietnam était une erreur.

La nouvelle équipe américaine ne souhaite pas du tout s'embourber dans un nouveau Vietnam militaire, diplomatique ou économique. Elle a compris qu'on ne fait pas le bonheur des peuples malgré eux et qu'une attitude payante à court terme peut, à long terme, se retourner contre les intérêts des Etats-Unis et de la paix mondiale.

Au traumatisme vietnamien s'ajoute le complexe du Watergate. Les services spéciaux américains ont mauvaise presse. Leurs initiatives inadmissibles dans le passé ont été révélées par la commission Church au Sénat. La Baie des Cochons, l'assassinat d'Allende, les diverses tentatives, réussies ou non, de déstabilisation sont aujourd'hui jugées comme autant de défis aux principes démocratiques. Cyrus Vance, devant le Sénat, a préconisé une procédure complexe et rigoureuse pour toute « intervention » de la C.i.a., dont l'activité doit normalement être limitée aux renseignements. Il a ajouté que des mesures brutales visant à renverser un gouvernement seraient en tout état de cause proscrites.

On peut s'attendre à un contrôle plus étroit du Congrès américain sur la politique étrangère. La « Présidence impériale » que décrit l'historien Arthur Schlesinger dans son dernier ouvrage a établi sa puissance à partir de la politique étrangère et, plus précisément, de la résolution sur le golfe du Tonkin que Lyndon Johnson fit gober au Congrès. Aussi le Parlement entend-il retrouver dans ce domaine ses prérogatives et désormais limiter la latitude de l'exécutif. Les déclarations de Carter et de Vance ne peuvent que l'encourager en ce sens.

Comment interpréter ces signes pour l'avenir? Il est bien tôt pour se prononcer. D'un côté, les faits sont têtus. L'impérialisme américain n'a pas disparu avec l'avènement de Carter. Certains ont même vu dans sa victoire un complot de la « Trilatérale », mystérieuse Internationale des affaires animée par le banquier David Rockefeller. Le choix de Schultze comme conseiller économique et de Bert Lance comme directeur du Budget marque les limites de la politique économique de la nouvelle administration. On n'ira pas contre les volontés du « big business ».

D'un autre côté, les hommes de Carter paraissent autrement ouverts aux problèmes du monde. Vance et Brzezinski ont saisi l'ampleur du débat Nord-Sud. Ils n'entendent pas laisser se dégrader les relations économiques avec le tiers monde. D'après ce que l'on peut savoir, le secrétaire au Trésor Blumenthal est prêt à prendre des initiatives en ce domaine. Sur le désarmement, Carter a déjà présenté des propositions et souhaite conclure rapidement un nouvel accord Salt. Le voyage du vice-président Mondale souligne la priorité accordée aux relations avec l'Europe occidentale et le Japon tandis qu'Andy Young, ambassadeur noir aux Nations unies, part pour l'Afrique et que Cyrus Vance visite Chypre et le Proche-Orient. On est loin de l'isolationnisme qu'avaient prévu certains.

Et la gauche européenne, dans tout cela ? L'attitude de l'administration Carter n'est pas arrêtée, et pour cause. On souhaite que Berlinguer n'arrive pas au pouvoir trop tôt, mais sur ce point le State Department n'est pas éloigné des analyses du P.c.i. Pour la France, le problème est différent. L'échéance s'approche, inévitable. La victoire de la gauche est possible, sinon probable. Elle demandera une adaptation de l'ensemble des relations franco-américaines.

Plus de spirale

La position de principe, Cyrus Vance nous l'a clairement fait savoir : l'arrivée au pouvoir de l'union de la gauche ne doit pas compromettre les relations franco-américaines. La déclaration est importante. Elle confirme que, pour les Etats-Unis, le choix par la France de son gouvernement est affaire intérieure, relevant de sa souveraineté. Les responsables américains sont conscients que toute intervention dans la vie politique française pour favoriser la majorité en place risquerait de se retourner contre l'objectif poursuivi. Il me paraît douteux que les petites phrases du général Haig se multiplient à l'avenir.

(suite page 39)

Diffusion N.m.p.p. Commission paritaire n° 52 325